

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'U.R.S.S.

**DOCUMENTS ET MATÉRIAUX SE RAPPORTANT A
LA VEILLE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE**

TOME II — 1938-1939

ARCHIVES DIRKSEN

PRÉFACE

Le fonds d'archives allemandes qui s'est trouvé en la possession de l'Armée soviétique comprend entre autres les archives de Herbert von Dirksen, ancien Ambassadeur d'Allemagne à Moscou, à Tokio et à Londres, trouvées dans sa propriété de Groeditzberg. Ce sont avant tout les archives de famille et d'affaires d'un gros propriétaire foncier et, dans une mesure moindre, celles d'un diplomate, où l'on trouve : premièrement, des copies dactylographiées de télégrammes, lettres et rapports de service de Dirksen, qui en conservait un exemplaire portant d'habitude la mention « pour Monsieur l'Ambassadeur » (« für Herrn Botschafter ») ; deuxièmement, des lettres de service et particulières envoyées à Dirksen par l'Office des Affaires étrangères et par des diplomates allemands, lettres originales, portant la signature autographe de leur auteur, écrites pour la plupart sur du papier à en-tête officiel ou personnel. Elles sont zébrées de traits de couleur et portent parfois en marge des remarques écrites par Dirksen. Les copies de télégrammes, rapports et lettres de Dirksen sont visées de sa main ou portent ces mots à la machine : « signé : von Dirksen » (« gez. von Dirksen »)¹.

Sa correspondance datant de l'époque où il était Ambassadeur à Londres est représentée de façon plus ou moins complète, bien que cette partie de ses archives comporte elle aussi des lacunes. Nous ne possédons que des fragments de sa correspondance se rapportant à son activité antérieure. Les originaux des documents publiés, tirés des archives de Dirksen, sont :

1. Des copies dactylographiées de télégrammes, rapports et lettres de Dirksen à l'Office des Affaires étrangères.
2. Des traductions dactylographiées de télégrammes chiffrés adressés à Dirksen par l'Office des Affaires étrangères.
3. Les originaux de lettres officielles contenant des instructions ou des informations adressées à Dirksen par de hauts fonctionnaires de l'Office des Affaires étrangères et des fonctionnaires de l'Ambassade d'Allemagne à Londres.
4. Les originaux de lettres ne portant pas un caractère officiel adressées à Dirksen par de hauts fonctionnaires de l'Office des Affaires étrangères.
5. Les originaux de lettres privées adressées à Dirksen par ses collègues et amis politiques.
6. Des copies de lettres privées de Dirksen à ses collègues et amis politiques.
7. Des notes sur des entretiens de Dirksen avec des diplomates et hommes politiques étrangers.
8. Des mémoires de Dirksen pour l'Office des Affaires étrangères.

Presque toutes ces pièces ont été écrites en allemand. Dans les cas très rares où elles ont été écrites dans une autre langue, nous l'indiquons. Nous donnons tous ces documents dans leur ordre chronologique. Nous ne donnons en italique que les passages soulignés par l'auteur du document. En règle générale nous n'avons pas tenu compte des nombreux traits au crayon faits par le destinataire, c'est-à-dire par Dirksen, non plus que de ses remarques, faites au crayon également et qui ne présentent aucun intérêt.

Les notes, en bas de page, sont toutes de la rédaction du recueil. Nous publions à la fin de ce volume des pièces extraites de la correspondance privée de Dirksen (Annexe I) et deux lettres de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris Welczeck (Annexe II). Le présent recueil a été préparé pour la publication par la Direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

¹ Dans les cas peu nombreux où ces documents ne portent pas de signature, mais où on a pu établir que Dirksen est leur auteur en les comparant à ceux auxquels ils répondaient et qui étaient adressés à Dirksen, ou encore d'après leur teneur, nous donnons la signature de Dirksen entre crochets sous le texte que nous publions.

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1948 aux Editions en langues étrangères de Moscou. (Pour des raisons de taille de fichier, les 21 pages photocopiées de documents originaux ne sont pas reproduites dans cette édition.)

WWW.MARXISME.FR

SOMMAIRE :

1. Lettre du rédacteur du *Daily Mail* Cranfield à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen, 5 mai 1938 (p. 4)
2. Lettre de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen au rédacteur du *Daily Mail* Cranfield, 6 mai 1938 (p. 5)
3. Lettre du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne Woermann à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen, 28 mai 1938 (p. 6)
4. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen à l'Office des Affaires étrangères, 10 juillet 1938 (p. 7)
5. Lettre du Chargé d'affaires d'Allemagne à Londres Kordt au Secrétaire d'Etat Weizsaecker, 23 août 1938 (p. 11)
6. Lettre du Chargé d'affaires d'Allemagne à Londres Kordt à l'Ambassadeur Dirksen, 29 août 1938 (p. 12)
7. Lettre du Chargé d'affaires d'Allemagne à Londres Kordt à l'Ambassadeur Dirksen, 1^{er} septembre 1938 (p. 14)
8. Lettre du Chargé d'affaires d'Allemagne à Londres Kordt à l'Ambassadeur d'Allemagne Dirksen, 15 septembre 1938 (p. 16)
9. Télégramme du Chargé d'affaires d'Allemagne à Londres Kordt à l'Office des Affaires étrangères, 15 septembre 1938 (p. 17)
10. Lettre du Président de la Chambre de Commerce anglo-allemande à Londres Markau au Directeur des affaires politiques et commerciales à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne Wiehl, 17 novembre 1938 (p. 18)
11. Lettre de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen au Directeur des affaires politiques et commerciales à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne Wiehl, 17 décembre 1938 (p. 20)
12. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen à l'Office des Affaires étrangères, 10 juillet 1939 (p. 21)
13. Notes de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen sur l'entretien de Wohlthat avec H. Wilson et Hudson, 21 juillet 1939 (p. 23)
14. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen à l'Office des Affaires étrangères, 24 juillet 1939 (p. 26)
15. Notes sur la conversation téléphonique de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen avec Horace Wilson et Orme Sargent, 24 juillet 1939 (p. 28)
16. Revue de la presse anglaise du 10 au 24 juillet 1939, par le Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne à Londres Hesse, 24 juillet 1939 (p. 29)
17. Télégramme du Ministre des Affaires étrangères d'Allemagne Ribbentrop à l'Ambassadeur à Londres Dirksen, 31 juillet 1939 (p. 32)
18. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen à l'Office des Affaires étrangères, 31 juillet 1939 (p. 33)
19. Télégramme du Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne Weizsaecker à l'Ambassadeur à Londres Dirksen, 31 juillet 1939 (p. 34)
20. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen à l'Office des Affaires étrangères, 31 juillet 1939 (p. 35)
21. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen au Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères Weizsaecker, 1^{er} août 1939 (p. 38)
22. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen au Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères Weizsaecker (1^{er} août 1939) avec, en annexe, des notes sur l'entretien Kordt — R. Buxton (p. 39)

23. Notes sur l'entretien de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen avec lord Kemsley, 2 août 1939 (p. 41)
24. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen à l'Office des Affaires étrangères (3 août 1939) avec, en annexe, des notes sur l'entretien Dirksen — Horace Wilson (p. 42)
25. Notes sur l'entretien de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen avec Halifax, 9 août 1939 (p. 46)
26. Notes sur l'entretien de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen avec l'Ambassadeur d'Italie à Berlin Attolico (non datées) (p. 48)
27. Lettre de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen au Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne Weizsaecker (19 août 1939) avec, en annexe, un mémorandum sur la position présumée de l'Angleterre au cas d'un conflit germano-polonais (p. 49)
28. Lettre du Chargé de missions spéciales Wohlthat à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen, 25 août 1939 (p. 52)
29. Aide-mémoire récapitulatif de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen (mai 1938-août 1939) (p. 53)

Annexe I.

Tiré de la correspondance privée de Dirksen.

1. Lettre de l'Ambassadeur d'Allemagne à Moscou Dirksen au Président de l'« Association nationale des Fédérations d'entrepreneurs de l'Agriculture et de l'Economie forestière » Wangenheim, 22 juillet 1931 (p. 69)
2. Lettre de F. Stumm à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen, 2 mai 1938 (p. 71)
3. Lettre du Ministre d'Allemagne au Caire Ow-Wachendorf à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen, 19 mai 1938. (p. 72)
4. Lettre de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres Dirksen au Ministre d'Allemagne au Caire Ow-Wachendorf, 1^{er} juin 1938. (p. 73)

Annexe II.

Rapports de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris Welczeck

1. Lettre de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris Welczeck au Ministre des Affaires étrangères Neurath, 26 décembre 1936 (p. 74)
 2. Rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris Welczeck à l'Office des Affaires étrangères, 18 février 1939 (p. 77)
- Index des noms de personnes (p. 78)

N°1

**LETTRE DU RÉDACTEUR DU DAILY MAIL CRANFIELD A L'AMBASSADEUR
D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN**

DAILY MAIL, Londres ¹.

Traduit de l'anglais.

Northcliffe House, E. C. 4.

5 mai 1938 ².

Excellence,

Je vous envoie ci-joint les épreuves d'un article qui paraîtra dans le *Daily Mail* demain, vendredi.

Sincèrement à vous,

A. L. Cranfield ³.

Rédacteur.

A son Excellence Dr. Dirksen ⁴.

¹ En-tête.

² A gauche sont imprimés l'adresse télégraphique et le numéro de téléphone de la rédaction du Daily Mail.

³ Signature autographe de Cranfield.

⁴ A la lettre sont jointes les épreuves de l'article de Rothermere « Encore quelques post-scriptum du vicomte Rothermere ». Dans cet article intitulé Nous n'avons rien à voir avec les Tchèques, on lit entre autres : « Nous n'avons pas à nous occuper de la Tchécoslovaquie. Si la France veut s'y brûler les doigts, c'est son affaire ; et d'ailleurs, cette politique se heurte, en France même, à l'opposition croissante des journaux et des hommes publics. En effet, L'Eclaireur de Nice, un des trois journaux provinciaux de France les plus connus, déclarait il y a quelques jours à peine que les os d'un seul petit soldat français sont plus précieux que tous les Tchécoslovaques du monde. L'Etat tchécoslovaque, créé il y a 18 ans par ces traités à courte vue, a dès le début non seulement opprimé ses minorités nationales, mais encore adopté une ligne de conduite étrange. » Suivent différentes accusations à l'adresse de la Tchécoslovaquie et une citation empruntée à un vieil article de Rothermere paru dans ce même journal, le 24 septembre 1930, où il écrivait qu'« un peuple puissant et hautement patriote comme le peuple allemand » ne consentirait jamais à attendre uniquement du bon vouloir de la Société des Nations que satisfaction soit donnée à ses revendications nationales. « Il est plus vraisemblable que lorsqu'un gouvernement national-socialiste arrivera au pouvoir, l'Allemagne, sous la direction énergique de ce parti, indiquera elle-même comment redresser immédiatement les injustices les plus flagrantes... A la suite de ces événements, la Tchécoslovaquie, qui a systématiquement violé le traité de paix et en opprimant les minorités raciales et en refusant de réduire ses armements, pourrait bien, en une nuit, cesser d'exister » etc.

N°2

**LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AU
RÉDACTEUR DU DAILY MAIL CRANFIELD**

Copie.

Traduit de l'anglais.

6 mai 1938.

A. L. Cranfield, Esq.,

Rédacteur du Daily Mail,

Northcliffe House, Londres, E. C. 4.

Cher Mr. Cranfield,

Je tiens à vous remercier sincèrement pour l'obligeance que vous avez eue de m'envoyer, avant l'impression, les « Post-scriptum » du vicomte Rothermere.

J'ai hautement apprécié cette courtoisie.

Sincèrement à vous,

Signé : von Dirksen.

N°3

**LETTRE DU SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT A L'OFFICE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE WOERMANN A L'AMBASSADEUR
D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN**

OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ¹.

Berlin, le 28 mai 1938.

Cher Monsieur von Dirksen,

Nous sommes complètement d'accord ici avec l'idée exposée dans votre lettre du 20 mai, qu'il serait bon qu'il y eût de nouveau à Londres un intermédiaire qui pût influencer sur la presse anglaise dans un sens favorable aux Allemands des Sudètes, et à certains moments, servir d'intermédiaire. Nous nous sommes entretenus ici dans ce sens avec le représentant de Henlein à Berlin, qui lui transmettra cette proposition. Selon ses propres paroles, Henlein lui-même, durant son dernier séjour à Londres, s'est convaincu des désavantages qu'il y a à ne point avoir d'intermédiaire auprès de l'Ambassade, de sorte que le terrain est préparé.

Nous pensons aussi avec vous que le mieux serait qu'officiellement cet intermédiaire soit, cette fois encore, un correspondant du *Zeit*.

Je vous serais obligé si vous vouliez bien m'informer dès l'arrivée de ce représentant, et aussi me tenir au courant, au cas où dans un avenir prochain votre suggestion n'aurait point donné de résultat ; dans ce cas, nous soulèverions de nouveau la question.

Salutations cordiales et Heil Hitler !

Toujours vôtre,

Woermann ²

¹ En-tête.

² Signature autographe de Woermann.

RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, le 10 juillet 1938. O.A.F., Berlin.

A joindre au rapport

A N° 2589 du 10 juin dernier.

[Copie] Secret.

RAPPORT POLITIQUE ¹

Objet : L'état actuel des rapports germano-anglais.

I. L'histoire des rapports germano-anglais n'offre peut-être point de cas où, en un laps de temps aussi court, ils aient été l'objet d'une discussion aussi approfondie, je dirais presque : où ils aient subi autant de secousses qu'au cours de ces trois derniers mois. L'Anschluss de l'Autriche et la crise tchécoslovaque ont mis à rude épreuve les rapports politiques ; le problème des dettes autrichiennes a placé à l'ordre du jour la question des rapports économiques et financiers entre les deux pays ; la dénonciation par l'Angleterre de l'accord sur les passeports menace d'empêcher les déplacements de voyageurs et, par là même, un rapprochement normal ; les préparatifs militaires et économiques du Gouvernement anglais en vue d'une guerre, et plus particulièrement l'organisation de la défense antiaérienne, ont évoqué à l'imagination de la population le spectre d'une guerre imminente ; le rattachement de l'Autriche et l'« affaire Niemoeller » ont fait revivre des complexes d'agitation à demi oubliés, telles la question juive et celle des Eglises. Les assises sur lesquelles reposaient les rapports germano-anglais ont été ébranlées ; des coups portés du dehors les ont mises en péril : pour la première fois depuis la fin de la guerre mondiale, ce n'est plus sur un conflit germano-français, c'est sur un conflit germano-anglais (avec, il va sans dire, la participation de la France, de la Tchécoslovaquie, etc.) que la presse mondiale dirige la lumière crue de ses projecteurs. Les événements ont continué de suivre ce cours qui est une menace pour la paix, bien que l'Allemagne, de l'aveu même de ses adversaires, ne se soit livrée à aucun acte qui aurait pu mettre la paix en péril, et bien qu'en Angleterre le pouvoir soit exercé par le cabinet Chamberlain-Halifax, au programme desquels la politique d'entente avec les Etats totalitaires a figuré et continue de figurer en première place comme le point le plus important.

Analyser les causes qui ont provoqué ce cours des événements et rechercher les moyens susceptibles de mettre fin à cet état de choses menaçant devient donc une nécessité des plus urgentes.

II. Les causes essentielles qui ont déterminé ce cours des événements, lesquels mènent à une crise dans les rapports germano-anglais, sont, selon moi, les suivantes ;

1) Ces derniers mois, on a observé que les *trois principales forces motrices* ² : la juiverie, l'internationale communiste et les groupements nationalistes dans les différents pays, ont déployé une activité sans précédents, fébrile et qui se distingue par son esprit de suite, activité qui vise à anéantir l'Allemagne *en déclenchant contre elle une guerre menée par une coalition mondiale* ² avant qu'elle soit parvenue à reprendre son rang de Puissance mondiale ; il y avait longtemps que ces forces n'avaient agi avec autant d'esprit systématique et de fébrilité que durant ces derniers mois. Après toute une série de tentatives manquées pour provoquer une nouvelle guerre mondiale, comme le bombardement du croiseur Leipzig, la diffusion de nouvelles sensationnelles sur les intentions de l'Allemagne au Maroc, les tentatives faites par le second cabinet Blum, en mars de cette année, pour utiliser en Espagne les divisions régulières françaises — ces mêmes forces ont de nouveau tenté, en montant la crise tchèque, d'exciter contre l'Allemagne une coalition mondiale. Ces actes ont été préparés, orchestrés et, après l'échec du complot, prolongés par une campagne de presse à laquelle devaient donner matière la renaissance du problème juif en Autriche et le conflit avec les Eglises en Allemagne.

2) Toutes ces machinations ténébreuses ont trouvé dans l'opinion publique anglaise un terrain d'autant plus propice que *l'Anschluss de l'Autriche* ² avait très profondément blessé les Anglais dans leur credo politique. Un regain de vie a ainsi été communiqué aux vieilles phrases sur le droit des petites nations à l'existence, sur la démocratie, sur la Société des Nations, sur le gant de fer du militarisme, phrases qui ont ému et bouleversé l'Anglais moyen, lequel réagit facilement quand on s'adresse à sa sentimentalité. Mais ce qui a eu beaucoup plus d'importance, c'est que les Anglais qui assument la direction politique se sont imaginé qu'on les avait dupés sur le plan tactique, et que leurs positions de grande Puissance sur le continent étaient menacées. Parallèlement au désir bien humain de « ne pas se laisser duper encore une fois », s'affirmait de plus en plus la volonté politique de s'opposer, même au prix d'une guerre, à toute nouvelle tentative de modifier le rapport des forces sur le continent sans une entente préalable avec l'Angleterre. Cette volonté s'est manifestée pour la première fois durant la crise tchécoslovaque.

3) A ces sentiments de tout le public anglais est encore venu s'ajouter l'état d'esprit qui, dans tout pays démocratique, est intimement lié à l'augmentation des armements. Afin de réduire l'opposition au silence, afin d'obtenir des crédits pour les armements, afin d'assurer à l'armée et à la défense antiaérienne un nombre suffisant de volontaires, il fallait secouer la population. Et pour cela, non seulement prouver théoriquement au public l'existence d'une menace de guerre, mais encore lui montrer un ennemi tout à fait concret. Toutes ces considérations et toutes ces tendances ont créé une psychose de peur devant l'agression possible d'un ennemi éventuel. Et cet ennemi éventuel ne pouvait être que l'Allemagne.

4) Ce qui a précipité la marche des événements, c'est que tout le complexe des rapports germano-anglais a été de plus en plus entraîné dans l'engrenage de la politique intérieure anglaise ². Etant donné que Chamberlain a assigné comme but essentiel à son activité la réalisation d'un accord avec les Etats autoritaires en dehors de la Société des Nations, et qu'il a, sous ce mot d'ordre, débarqué Eden, il a permis par là même à ses adversaires, après la conclusion du traité entre l'Angleterre et l'Italie, de concentrer tous leurs feux sur l'accord germano-anglais, ou plus exactement sur l'impossibilité d'un accord germano-anglais, qui devenait l'objectif principal et le plus immédiat de leur attaque. Car l'absence d'un tel accord devait en même temps réduire à l'absurde la thèse essentielle de Chamberlain. C'est pourquoi les attaques de la presse anglaise contre la prétendue violence exercée à l'égard de l'Autriche et contre l'intention prêtée à l'Allemagne d'annexer la Bohême ont en même temps amené l'eau au moulin des ennemis de Chamberlain.

Les motifs inspirés par la tactique employée en politique intérieure, qui ont exercé une influence décisive sur les ennemis de Chamberlain en les amenant à choisir comme objet de leurs attaques, directes ou non, les rapports anglo-allemands, sont les suivants : l'opposition au Parlement — le Parti travailliste et les libéraux — a été amenée, à la suite d'une évolution assez complexe, à choisir comme base de départ de ses attaques la politique extérieure et non la politique intérieure. Ils avaient là un objectif tout prêt pour leur offensive, qui leur permettait de déverser toute la haine que leur inspirait le régime politique autoritaire de l'Allemagne. On peut en dire autant des ennemis de Chamberlain à l'intérieur de son parti : Eden et le groupe de Churchill, — bien qu'ici aient agi des causes toutes différentes. Eden et ses amis, qui partent de cette affirmation qu'on ne peut mater les Etats autoritaires que par la menace directe d'une guerre, voguent dans le sillage de l'opposition parlementaire. Aux yeux de Churchill et de ses partisans, le moyen le plus facile de culbuter Chamberlain et d'accéder au pouvoir, c'est de dénoncer la négligence d'un cabinet qui ne se soucie pas d'assurer au pays une défense efficace contre des attaques éventuelles — du côté de l'Allemagne, bien entendu. Il va de soi qu'on estime que cette attaque doit s'effectuer par les airs, c'est-à-dire du côté qui cause le plus d'inquiétudes à l'Anglais moyen, — comme avant la guerre tout ce qui se rattachait à la « Luxus-Flotte allemande ». Aussi Chamberlain, pour se mettre à l'abri des attaques de l'opposition, a-t-il dû jeter par-dessus bord ses ministres de l'aviation Winterton et Swinton ; c'est aussi ce qui explique les sorties du député Sandys contre la préparation insuffisante dans le domaine de l'artillerie antiaérienne. Toutes ces manœuvres, dictées pour la plupart par la politique intérieure, ont beaucoup contribué à faire apparaître aux yeux de l'Anglais moyen l'Allemagne comme l'adversaire probable contre lequel il aura peut-être bientôt à se battre.

Le résultat de ce développement, intérieur et extérieur, des relations germano-anglaises, c'est que les rapports entre les deux pays revêtent un caractère absolument équivoque. Les tentatives de compromis au cours des pourparlers qui ont eu lieu à partir de l'automne 1937 et jusqu'en 1938, ont cessé après la déclaration faite par Chamberlain le 23 mars dernier, à la suite du rattachement de l'Autriche. Des deux assises sur lesquelles reposait, même aux moments critiques, l'édifice instable des rapports extérieurs : l'accord économique et l'accord relatif à la limitation des armements navals — l'une : l'accord économique, a été sapée à cause du problème des dettes autrichiennes ; néanmoins un nouvel accord a été réalisé, qui a exercé accessoirement une influence généralement bienfaisante. L'accord naval peut subir des modifications par suite de l'évolution de la politique des armements navals des grandes Puissances ; l'importance politique de cet accord a été sapée du fait qu'au cours de ces dernières années, et surtout de ces derniers mois, on s'est rendu de mieux en mieux compte, en Angleterre, que le facteur le plus menaçant pour la sécurité du pays, c'est l'aviation de l'adversaire éventuel, et non plus ses forces navales. Point n'est besoin de longs raisonnements pour comprendre qu'un règlement général des rapports germano-anglais s'impose si l'on veut prévenir un développement des événements qui porterait en lui un grave danger de guerre.

III. Les conditions d'un règlement général des problèmes existant entre les deux pays peuvent être formulées de la façon suivante :

1) Le cours des événements pendant ces derniers mois a-t-il fait disparaître ou diminuer la volonté du cabinet Chamberlain de rechercher un compromis avec l'Allemagne ?

2) Le cabinet Chamberlain est-il assez fort pour mener vis-à-vis de l'Allemagne une politique de compromis ?

En ce qui concerne la première question : le choc consécutif au rattachement de l'Autriche a, on le sait, provoqué une réaction, mais ses effets ont été assez vite surmontés. On s'est très rapidement rendu compte des erreurs

commises par la politique extérieure anglaise durant la crise tchécoslovaque, et des mesures ont été prises pour y remédier : on a reconnu la loyauté démontrée de l'Allemagne ; on a gardé le silence en réponse aux attaques furieuses de la presse allemande ; Halifax a fait à la Chambre des Lords un discours amical à l'égard de l'Allemagne et un autre, conforme au point de vue allemand, à l'Institut royal des relations internationales ; il y a eu le discours de Chamberlain à Kettering et la déclaration de Halifax devant les représentants de la presse, le 11 juillet³.

Dans tous ces propos des hommes d'Etat responsables d'Angleterre, qui ont été confirmés et commentés au cours d'entretiens avec moi, perce nettement le désir immuable d'un accord avec l'Allemagne ; il est vrai qu'on observe la tendance toujours plus marquée de laisser à l'Allemagne l'initiative de la reprise de ces pourparlers. Par moments, cette volonté de compromis coïncide avec une certaine éclaircie dans la question tchécoslovaque.

A Londres, on veut faire en sorte que cette question, qui est un foyer de nouvelle guerre mondiale, ne constitue plus un danger immédiat, — fût-ce grâce à un arrangement provisoire conclu à titre d'essai entre les Allemands des Sudètes et le Gouvernement tchécoslovaque, — avant de prendre une nouvelle initiative politique à longue portée, telle une tentative d'accord avec l'Allemagne.

En ce qui concerne la deuxième question : au cours de ces derniers mois, le cabinet Chamberlain a été en butte aux attaques toujours plus violentes de ses adversaires, sans d'ailleurs obtenir des succès probants qui fussent en proportion. Le seul succès important — l'accord avec l'Irlande — est passé sous silence. Le traité anglo-italien n'est pas encore entré en vigueur, car la condition relative aux événements d'Espagne n'a pas été remplie. L'adoption du plan de retrait des volontaires⁴ ne peut, elle non plus, être présentée comme un succès, car de toute façon la réalisation de ce plan est douteuse et exigera, dans le meilleur des cas, un délai de quelques mois. Les rapports avec l'Allemagne, de plus en plus suspectée et attaquée par l'opposition et la presse, sont restés tendus durant tout ce temps, et il n'a pu être question de réaliser un accord. Le programme de politique étrangère de Chamberlain, qui se proposait d'arriver à un accord avec les Etats totalitaires, est loin d'avoir eu un plein succès. C'est tout au plus si l'on a vu apparaître des lettres de change douteuses. D'autre part, le cabinet a été à plusieurs reprises sensiblement atteint par les attaques de l'opposition : les Ministres de l'aviation Winterton et Swinton ont dû être éliminés du cabinet pour qu'on ne pût accuser le Gouvernement de se montrer trop peu actif dans le domaine des armements aériens. Le conflit Sandys — Hore-Belisha, provoqué par la violation des secrets militaires ou par celle des privilèges parlementaires, n'est, dans le meilleur des cas, qu'une remise. Les propos de Chamberlain sur les possibilités et les limitations dans le domaine agricole en Angleterre ont irrité les agriculteurs anglais, c'est-à-dire le noyau des électeurs conservateurs. Pourtant, malgré toutes ces attaques, il semble peu probable que le Gouvernement soit sérieusement mis en péril avant les vacances d'été. Les mois de vacances, si rien de dangereux ne se produit en politique extérieure, apporteront l'apaisement. A la confiance qu'inspirent aux larges milieux électoraux la personnalité incorruptible et la main ferme de Chamberlain, s'ajoutera la conviction qu'il n'existe point dans toute l'opposition un homme qui le vaille. Le désir de parvenir à un accord avec l'Allemagne est très populaire dans les larges masses de la nation anglaise.

Après quelques mois plus tranquilles, Chamberlain et Halifax feront preuve d'assez de décision et auront assez de moyens, sur le plan intérieur, pour s'attaquer à la dernière tâche de la politique anglaise, qui est aussi la plus importante : la réalisation d'un accord avec l'Allemagne.

IV. En résumé, on peut établir que :

1) Les rapports germano-anglais, dans leur ensemble, se trouvent dans une situation équivoque et sont tendus à l'extrême. Il faut les régler — tout au moins faut-il tenter de les régler — si l'on ne veut pas que le Gouvernement anglais (présent ou futur), se pénètre, comme à la veille de 1914, de la conviction que la sécurité de l'Empire britannique exige l'écrasement de l'Allemagne par une coalition mondiale.

2) L'actuel Gouvernement anglais est le premier qui, depuis la guerre, ait fait de la recherche d'un compromis avec l'Allemagne un des points essentiels de son programme ; c'est pourquoi ledit Gouvernement fait preuve à l'égard de l'Allemagne du maximum de compréhension dont peut être capable n'importe laquelle des combinaisons possibles d'hommes politiques anglais. Ce Gouvernement est assez fort à l'intérieur pour résoudre cette tâche. Il s'est rapproché de la compréhension des points les plus essentiels des revendications fondamentales formulées par l'Allemagne : mise à l'écart de l'Union soviétique lors du règlement des destinées de l'Europe ; mise à l'écart, de même, de la Société des Nations ; reconnaissance de l'opportunité des négociations et traités bilatéraux. L'Allemagne rencontre auprès de ce Gouvernement une compréhension croissante de ses revendications en ce qui concerne les Allemands des Sudètes. Il serait disposé à consentir de grands sacrifices pour satisfaire les autres revendications allemandes équitables, à *la seule*² condition qu'on s'efforcera de réaliser ces objectifs par des moyens pacifiques. Au cas où l'Allemagne aurait recours aux moyens militaires pour atteindre ces objectifs, l'Angleterre se déciderait sans aucun doute à faire la guerre aux côtés de la France. Les préparatifs militaires, pour cela, sont assez avancés ; la préparation économique également ; la préparation idéologique du peuple anglais pour cette éventualité est, elle aussi, terminée, comme ces derniers

mois l'ont montré ; la mobilisation politique d'essai, au moment de la crise tchécoslovaque, a prouvé que le déploiement des forces dans l'arène de la politique extérieure⁵ est réalisé pour le moins à l'échelle de la coalition mondiale de 1914.

3) C'est pourquoi la tâche la plus pressante de notre politique extérieure sera de tenter d'arriver à un accord avec l'Angleterre dès qu'au cours des mois qui viennent les conditions seront propices.

Signé : von Dirksen.

¹ Dans l'original, une annotation au crayon de couleur porte : « de l'Ambassadeur von Dirksen, 18. 8 ».

² Souligné dans l'original.

³ C'est bien ainsi dans l'original.

⁴ Il s'agit du plan qui visait à éliminer les volontaires étrangers de l'armée républicaine et les soi-disant « volontaires » de l'armée franquiste.

⁵ Dans l'original : « aussenpolitischer Aufmarsch ».

**LETTRE DU CHARGÉ D'AFFAIRES D'ALLEMAGNE A LONDRES KORDT AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT WEIZSAECKER**

Copie.

Londres, le 23 août 1938.

Très honoré Monsieur von Weizsaecker !

Vous trouverez ci-joint des notes détaillées sur l'entretien que j'ai eu aujourd'hui avec Sir Horace Wilson, le plus intime collaborateur de Chamberlain ¹. Monsieur von Dirksen vous a certainement déjà dit la position qu'occupe ici Sir Horace. Il est considéré comme l'une des personnalités les plus influentes du Gouvernement anglais. Il n'aime pas paraître en public. Il est établi que Neville Chamberlain le consulte en toutes choses. Wilson déteste tout ce qui est spectaculaire, et il inspire le respect à quiconque entre en contact avec lui. Il est l'incarnation de l'idéal de Moltke : « Etre plus que paraître. »

Cet entretien m'a laissé l'impression que les Anglais se rendent nettement compte de la précarité de la situation ² en Tchécoslovaquie. Ils sont certainement disposés à faire tout ce qui dépend d'eux pour que nos vœux se réalisent, bien entendu moyennant une contre-partie : ils veulent éviter un règlement militaire de la question, et le fait qu'ils sentent eux-mêmes qu'ils auraient à se battre pour une cause qui est au fond désespérée n'est pas le dernier à entrer en ligne de compte. Sir Horace a envisagé l'éventualité de la remise au Führer, par l'intermédiaire d'un envoyé spécial du Gouvernement britannique, d'une proposition en vue d'un règlement pacifique plus large de la question. Mais il a dit en même temps que tout effort en ce sens serait inutile, si les bruits qui circulent à Londres et sur le continent, selon lesquels nous aurions déjà établi la date pour une invasion de la Tchécoslovaquie, sont fondés. J'ai attiré l'attention de Sir Horace notamment sur le fait qu'il est au plus haut point nécessaire à présent que le Gouvernement anglais se prononce et agisse avec netteté. Il ne faut pas que Benès et ses gens aient l'impression qu'il est possible de poursuivre l'ancienne politique de leurre en s'appuyant sur l'indécision britannique.

Me conformant aux instructions qui m'avaient été données, je n'ai pas ³ parlé d'un plébiscite dans la région des Allemands des Sudètes comme d'une issue possible. Mais le cours même de tout l'entretien n'a pu laisser à Wilson le moindre doute sur le fait que jamais nous ne consentirons à un règlement de la question qui maintiendrait cet Etat intact dans sa forme actuelle.

Signé : Th. Kordt.

¹ Ces notes n'ont pas été retrouvées dans les archives de Dirksen.

² Dans l'original : « die Unhaltbarkeit der Lage... »

³ Souligné dans l'original.

**LETTRE DU CHARGÉ D'AFFAIRES D'ALLEMAGNE A LONDRES KORDT A
L'AMBASSADEUR DIRKSEN**

AMBASSADE D'ALLEMAGNE ¹.

Londres, le 29 août 1938.

Très honoré Monsieur l'Ambassadeur !

Durant près de 48 mois de séjour au front, j'ai été assez souvent et longtemps en premières lignes dans les Flandres, en Champagne, sur l'Aisne et sur la Somme, où je commandais une compagnie dans l'un des plus valeureux régiments d'infanterie de la vieille armée, pour savoir que l'horizon d'un chef de secteur au front ne lui permet pas de juger de la marche de toute la bataille. Mais d'après ce que je puis voir, de la position où je me trouve actuellement placé, par les meurtrières et dans mon périscope de tranchée, et pour autant que je puisse en juger en me basant sur les rapports des postes d'observation et sur mes propres reconnaissances, la marche et l'état actuel des préparatifs sur la position adverse sont si chargés de signification que je voudrais vous en faire part.

Au cours de ces dernières semaines, et surtout de ces derniers jours, la situation ici s'est encore aggravée. Les communications non démenties touchant le nombre des réservistes appelés sous les drapeaux en Allemagne, les attaques de presse extrêmement violentes contre la Tchécoslovaquie, les bruits qui courent quant aux délais établis, dit-on, par le Gouvernement allemand pour l'entrée en Tchécoslovaquie, tout cela accompagné des commentaires tantôt alarmés, tantôt provocants de la presse — de celle de gauche à celle de droite inclusivement — a mis fin au calme artificiel dont je vous parlais dans ma lettre du n de ce mois. L'exemple du Times, que vous lisez certainement, vous montre combien sont vives aujourd'hui les réactions de l'opinion publique, par rapport à ce qu'elles étaient dans un passé encore tout récent. Je vous envoie ci-joint l'article de Garvin que l'Observer a publié hier dimanche ; dans son langage très réservé on sent percer une grande inquiétude. Bien que Garvin, comme vous le savez, ne reflète d'aucune manière les vues de la plus grande partie de l'opinion britannique, je suis porté à croire, après les entretiens que j'ai eus, qu'il présente assez fidèlement les vues de l'entourage de Chamberlain.

Il ressort du discours de Simon que le Gouvernement britannique nourrit encore des illusions touchant la possibilité de régler le problème tchécoslovaque par un compromis. Sir John Simon est précisément l'un des principaux représentants de cet état d'esprit typiquement britannique qui préfère un compromis véreux à un règlement direct de la question, si ce règlement implique l'obligation d'assumer quelque responsabilité.

Néanmoins, j'ai lieu de supposer que le Gouvernement britannique est prêt à aller au-devant de nos vœux dans toute la mesure du possible. Mais pour cela, il doit savoir quels sont nos vœux. Ici, on est de plus en plus persuadé que l'autonomie accordée aux Allemands des Sudètes ne suffira pas à nous satisfaire et que nous tenterons de régler le problème dans un sens plus large. Je n'ai pas d'instructions à ce sujet ; je ne dispose que de l'instruction télégraphiée du Sous-Secrétaire d'État, en date du 17 août, selon laquelle nous ne pouvons, pour différentes raisons, nous rallier à l'idée d'un plébiscite.

Demain, dans la matinée, se tiendra une séance du cabinet, à laquelle assisteront sans doute tous ses membres, à l'exception de lord Stanley qui se trouve au Canada. La presse se perd en conjectures sur les décisions qui seront prises à cette séance. Les informations que le Foreign Office a remises à la presse pour l'orienter produisent une impression qui n'a rien de bien réjouissant. Mais tout cela n'est peut-être que du bluff ? Une chose est incontestable : étant donné l'état d'esprit qui règne actuellement, le Gouvernement n'aura pas grand-peine à convaincre toute l'opinion britannique de la nécessité d'une guerre avec l'Allemagne. Depuis longtemps déjà on accorde une grande attention, ici, à la question des responsables de la guerre au cas où une telle catastrophe se produirait. Il serait déraisonnable de ne pas en tenir compte.

Du reste, je me suis inspiré, dans mes entretiens, du point de vue exposé dans les instructions de Monsieur le Ministre du Reich, en date du 3 août ; les Anglais ne peuvent douter de la gravité de la situation.

Ce que je viens de dire, je m'en rends compte, ne fait que traduire ce que l'on peut observer étant en première ligne. Mais peut-être cette communication sera-t-elle néanmoins prise en considération elle aussi, dans une certaine mesure, comme base des décisions qui doivent à présent être adoptées ².

Je dois encore faire une observation importante. Depuis toute une semaine il n'y a pas eu une seule attaque contre Chamberlain. On voit apparaître dans l'opinion britannique le sentiment de solidarité que l'on a toujours vu se manifester aux moments graves de l'histoire d'Angleterre.

Je me rappelle 1914, quand les conservateurs ont révoqué la décision déjà prise de s'opposer par les armes à la politique du *home rule* du Gouvernement Asquith « pour que l'Angleterre puisse parler et agir avec l'autorité d'une nation unie ». (Curzon à la Chambre des Communes, août 1914.)

Je dois terminer. Je reste, avec mes meilleures salutations et Heil Hitler,

Votre très dévoué

Th. Kordt ³.

¹ En-tête.

² Jusque-là, la lettre est dactylographiée ; ce qui suit est Écrit à la main et à l'encre.

³ Signature autographe de Kordt.

**LETTRE DU CHARGÉ D'AFFAIRES D'ALLEMAGNE A LONDRES KORDT A
L'AMBASSADEUR DIRKSEN**

AMBASSADE D'ALLEMAGNE ¹

Londres, le 1^{er} septembre 1938

Très honoré Monsieur l'Ambassadeur,

Je vous suis infiniment reconnaissant de votre aimable lettre du 24 du mois dernier, que j'ai reçue avec le courrier d'hier. Vous avez dû, dans l'intervalle, recevoir ma lettre du 29 ².

On ne semble point vouloir se hâter ici de poursuivre l'étude de la note de Franco. Lord Plymouth ne m'a pas encore invité depuis qu'il s'est rendu dans sa propriété, à la fin de la semaine dernière. Pourtant, il est de nouveau à Londres depuis lundi. Or, j'ai pour instruction de laisser toute l'initiative aux Anglais. Peut-être se contentera-t-on chez nous du voyage de Hemming pour éclaircir ce qui est obscur ? Mais il m'est prescrit, quant à moi, de rester pour le moment simple auditeur dans cette question aussi.

L'importation des marchandises appartenant aux catégories mentionnées dans votre lettre, a beaucoup augmenté au cours de la semaine dernière. Je crois qu'il est temps de songer à des mesures très énergiques pour freiner ces importations. J'ai la conviction que ces mesures ne souffrent aucun retard. Tout ce qu'on pouvait faire d'ici a été fait. J'accorde à cette question une attention exceptionnelle. En ce qui concerne la séance du Cabinet dont il était question dans ma dernière lettre, j'ai envoyé à l'Office des Affaires étrangères un rapport télégraphique annexé en copie. De l'avis des Anglais, les nouvelles propositions tchèques correspondent à ce qu'on entend ici par « *home rule* ». Elles donnent, à ce qu'on prétend, satisfaction à sept des huit revendications de Karlsbad.

Ensuite, je vous envoie, à titre strictement confidentiel, une copie des notes sur l'entretien avec notre ami ³, que j'ai envoyées à M. le Secrétaire d'Etat dans une lettre privée. M. von W. ⁴ m'a accusé réception de cette lettre, et il a noté que mes arguments touchant la façon dont les Anglais devraient agir vis-à-vis de la Tchécoslovaquie, correspondent pleinement à ce qu'il aurait dit lui-même dans des circonstances analogues. Et il ajoute :

« En ce qui concerne des pourparlers germano-anglais d'un caractère plus général, il va sans dire qu'à Londres vous ne devez pas non plus adopter une attitude de négation complète, ni briser l'espoir que certains Anglais nourrissent relativement à de tels pourparlers. Mais toujours je mettrais cette thèse au premier plan : tant que la question brûlante de la Tchécoslovaquie ne sera pas réglée, il ne pourra être question d'examiner des perspectives d'un caractère plus large. »

Point n'est besoin que je vous dise, M. l'Ambassadeur, que l'attitude de notre ami ⁵ n'est pas typique pour l'opinion anglaise. D'autre part, je ne doute pas que Chamberlain s'emploiera de toutes ses forces à parvenir à un accord avec nous, même si l'opinion britannique lui fait toutes les difficultés possibles et imaginables. Il faudrait à Chamberlain beaucoup de courage pour conseiller à la Tchécoslovaquie de modifier radicalement sa politique à l'égard de l'Allemagne. Mais une explosion d'indignation dans l'opinion publique le retiendrait aussi peu de poursuivre le but qu'il estime être juste, qu'elle aurait retenu son père il y a 39 ans. L'entretien s'est déroulé dans une atmosphère exceptionnellement amicale. W. ⁶ était visiblement ému (si tant est qu'un Anglais puisse manifester de tels sentiments), quand pour finir il m'a serré la main et m'a dit : « Si nous sommes d'accord tous les deux — Grande-Bretagne et Allemagne — sur la manière de régler le problème tchèque, nous balayerons purement et simplement la résistance que la France et la Tchécoslovaquie elle-même pourraient opposer à cette solution. »

J'estime que les entretiens les plus importants auxquels vous aurez encore à prendre part n'auront lieu qu'après le 5 de ce mois. Comme j'ignore comment M. von W. ⁷ a utilisé mes notes, je vous prierai de ne pas en faire le sujet de ces entretiens tant que M. von W. ne vous y aura pas autorisé. Sinon, il pourrait très facilement arriver qu'une utilisation de leur contenu, que M. von W. n'aurait pas prévue, provoque la confusion et des difficultés ⁸.

Th. Kordt ⁹.

¹ En-tête.

² Voir le document N° 6.

³ Il s'agit de Sir Horace Wilson (voir la note explicative à la p.43). Les notes en question n'ont pas été retrouvées dans les archives de Dirksen.

⁴ Weizsaecker, de toute évidence.

⁵ Après les mots « notre ami », on a écrit au crayon entre les lignes « Horaz ». Il s'agit évidemment d'Horace Wilson.

⁶ Evidemment Wilson.

⁷ Evidemment Weizsaecker.

⁸ La fin de la lettre a un caractère purement personnel.

⁹ Signature autographe de Kordt.

N°8

**LETTRE DU CHARGÉ D'AFFAIRES D'ALLEMAGNE A LONDRES KORDT A
L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE DIRKSEN**

AMBASSADE D'ALLEMAGNE ¹.

Londres, le 15 septembre 1938.

Très honoré Monsieur l'Ambassadeur,

Je vous remercie de tout cœur pour vos lettres des 7 et 13 courant. La lettre du 7, venue de Nuremberg, est restée toute une semaine en route avant de m'arriver.

Schlitter venait justement de terminer l'exposé de la situation que vous l'aviez chargé de me faire, quand j'ai reçu la nouvelle de la visite prochaine du Premier Ministre à l'Obersalzberg. Il est impossible de décrire le soulagement avec lequel tout le monde ici a accueilli cette nouvelle ! Je vous envoie ci-joint, pour vos archives de travail, la copie de ma dépêche par avion d'aujourd'hui. Je n'oublierai jamais la scène de ce matin à l'aérodrome.

Si, comme nous le désirons tous, les conversations de l'Obersalzberg dissipent, au moins, les nuages les plus menaçants qui se sont amoncelés sur l'Europe, nous pourrions espérer votre prompt retour parmi nous. Point n'est besoin de vous dire combien nous serons tous heureux — moi surtout — quand vous reprendrez la direction des affaires de l'Ambassade. Que Dieu vous aide alors à travailler à l'accomplissement de la haute mission qui vous a été fixée pour Londres ². Aujourd'hui, au club, j'ai été bombardé de félicitations joyeuses parce que vous aviez rencontré Chamberlain avec le Ministre du Reich.

Je remplirai vos instructions concernant les documents secrets et vos papiers personnels. Espérons que le cas pour lequel elles ont été données ne se produira point.

Je vous retourne ci-joint la copie de votre lettre, que m'a apportée Bielfeld.

Je reste, avec mes meilleurs vœux pour vous et pour la très honorée M^{me} Dirksen, à laquelle je n'ai malheureusement pas encore répondu, dans le trouble et les soucis de ces derniers jours, — Heil Hitler !

votre très dévoué

Th. Kordt ³.

¹ En-tête.

² Dans l'original : « an die schöne Aufgabe herangehen können, die Ihnen für London gesetzt wurde ».

³ Signature autographe de Kordt.

**TÉLÉGRAMME DU CHARGÉ D'AFFAIRES D'ALLEMAGNE A LONDRES
KORDT A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Copie

Pour M. l'Ambassadeur.

Londres, le 1^{er} septembre 1938.

PAR AVION — DÉPÊCHE.

A l'Office des Affaires étrangères, Berlin.

N°...¹ du 15.9.

Jamais encore je n'ai vu état d'esprit changer aussi brusquement qu'hier soir dans toute l'Angleterre, à l'annonce de la visite [imminente] de Chamberlain au Führer. Jusqu'au soir l'opinion britannique toute entière était accablée par l'impression pénible qu'avait provoquée la décision non moins pénible de recourir aux armes dans certaines circonstances. Et tout à coup, sans qu'on s'y attendît, un changement est survenu, qui permettait d'espérer un règlement pacifique. Je me permets, pour les détails, de vous renvoyer au communiqué circonstancié du Bureau d'information allemand. Les journaux n'exagèrent pas quand ils disent que dans la rue hommes et femmes pleuraient de joie.

Ce matin, accompagné du Conseiller de Légation von Selzam, je me suis rendu à l'aérodrome d'Heston, pour assister au départ de Chamberlain qu'accompagnent Sir Horace Wilson et le Conseiller d'Ambassade Strang. Devant l'aérodrome une foule animée et joyeuse l'acclamait chaleureusement. J'ai félicité le Premier Ministre de la décision qu'il avait prise et je l'ai prié d'accepter mes meilleurs vœux pour le voyage. Visiblement touché, il m'a répondu en termes simples et cordiaux qu'il espérait, par ses conversations avec le Führer (il a dit littéralement : « the Führer »), contribuer à la consolidation de la paix.

Étaient présents, du côté anglais, lord Halifax et M^{me} Halifax, ainsi que les hauts fonctionnaires du Foreign Office. Ils s'attachaient tous, et notamment lord Halifax, à nous montrer, par leur attitude, à nous les Allemands, qu'ils avaient accueilli avec une joie sincère la réponse immédiate et cordiale du Führer au message du Premier Ministre. Lord Halifax m'a pris à part pour me demander quelle avait été l'impression produite à Berlin par l'initiative du Premier Ministre, et il a été très satisfait quand je lui ai dit que l'opinion allemande saluait chaleureusement la venue de M. Chamberlain.

Lord Brocket, qui était également accompagné de M^{me} Brocket, m'a fait part de l'impression profonde qu'il a gardée de son entretien avec le Führer à Nuremberg, et m'a dit qu'il était fermement convaincu que l'œuvre de conciliation pourra être réalisée.

Peu avant le départ de l'avion, M. Chamberlain a dû subir l'attaque des photographes de la presse. Il a fait, pour les actualités parlantes, la brève déclaration que voici² :

« Je vais rencontrer le Chancelier d'Allemagne parce que la situation me semble telle qu'un échange de vues entre lui et moi peut avoir des conséquences utiles. Ma politique a toujours tendu à assurer la paix, et l'empressement de M. Hitler à accepter ma proposition me fait espérer que ma visite ne sera pas sans résultats. »

La presse de midi a donné des communiqués sensationnels sur le départ de Chamberlain. La tendance amicale ne fait aucun doute.

Th. Kordt.

¹ Les points de suspension sont dans l'original.

² Dans l'original le texte de la déclaration est en anglais.

N°10

LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ANGLO-ALLEMANDE A LONDRES MARKAU AU DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE WIEHL

Copie.

282, Shell-Mex-House.

Strand, Londres, W C2.

17 novembre 1938.

A M. le Directeur au Ministère Wiehl. Office des Affaires étrangères, Berlin W 8.

Très honoré M. le Directeur au Ministère Wiehl, J'ai été sincèrement heureux du consentement définitif que vous m'envoyez dans votre lettre du 7 de ce mois ¹. La liste des orateurs a été établie comme indiqué dans l'annexe.

Ainsi que vous pouvez le voir par les thèmes que traiteront les orateurs, j'ai pensé que vous parleriez, vous et Mr. Hudson, du commerce entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne dans le cadre du commerce mondial. Mr. Hudson m'a exposé son point de vue à ce sujet : selon lui, il y a assez de place dans le monde pour écouler les produits industriels des deux pays ; cette thèse doit donc être la quintessence de son discours. Si de votre côté vous parliez, d'une façon ou d'une autre, du travail accompli l'été dernier et qui a abouti à un succès : la prorogation de l'accord anglo-allemand sur les paiements, j'en serais bien heureux, étant donné les buts positifs de notre entreprise.

J'ai pensé que le deuxième groupe d'orateurs pourrait s'occuper des relations commerciales anglo-allemandes en rapport avec l'activité de la Chambre que je dirige. Lord Riverdale, qui avait déjà donné son consentement, vient d'être obligé de se dédire, devant à cette époque se trouver sur le continent pour d'importantes conversations. Je chercherai un représentant du monde industriel et commercial qui puisse le remplacer. M. le Conseiller d'Etat Helfferich est tout disposé à prendre la parole ; je l'informerai, lui aussi, de façon plus détaillée.

Vous m'obligeriez beaucoup, très honoré M. le docteur Wiehl, en voulant bien me dire si vous êtes d'accord avec le programme des discours envisagé. Je vous serais en outre très reconnaissant si vous pouviez m'envoyer votre discours avant votre arrivée, car nous voulons en donner un extrait à la presse. De plus, l'orateur officiel du côté anglais — qui est en l'occurrence Mr. Hudson — nous a priés à plusieurs reprises de lui communiquer le discours de son partenaire, afin qu'il pût se régler dessus.

J'ose espérer que vous serez d'accord avec ce qui précède.

Salutations amicales,

Heil Hitler !

Votre tout dévoué

Signé : Dr. Markau.

Copie de l'annexe²

Nos hôtes :

Discours du président [de l'assemblée].

Réponse de l'Ambassadeur d'Allemagne.

L'Allemagne et la Grande-Bretagne sur les marchés mondiaux :

Discours du Directeur au Ministère Wiehl.

Réponse du Secrétaire parlementaire Hudson

(Département du Commerce d'Outre-Mer). Les relations commerciales anglo-allemandes:

Discours (de lord Riverdale).

Réponse du Secrétaire d'Etat Helfferich.

Le Président de la Chambre de Commerce

Discours de...³

Réponse du président [de l'assemblée].

¹ Il s'agit du banquet que projetait d'organiser la Chambre de Commerce allemande en Angleterre, et auquel on attribuait, de part et d'autre, une portée politique, car il devait être une démonstration du rapprochement anglo-allemand, à la suite de conversations entre les dirigeants des groupements industriels d'Angleterre et d'Allemagne.

² Ce qui suit est en anglais dans l'original.

³ Les points de suspension sont dans l'original.

N°11

**LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AU
DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES A L'OFFICE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE WIEHL**

Croydon, ce 17 décembre 1938.

Cher M. Wiehl,

Grand merci pour votre aimable lettre du 9 décembre, ainsi que pour la lettre à M. Markau, que vous y avez jointe. J'espère que le banquet delà Chambre de Commerce pourra avoir lieu le 23 janvier, d'autant plus qu'entre temps Mr. Hudson s'est déjà un peu refroidi.

Pour ce qui est du voyage d'Ashton-Gwatkin, vous avez dû être informé par M. Weber qu'il ira volontiers, et que son départ est fixé au début de janvier. Il a déjà reçu une lettre du Directeur au Ministère Gritzbach, disant que le feldmaréchal Goering pourra le recevoir dans la seconde quinzaine de janvier.

J'ai entendu dire avec beaucoup d'intérêt que du côté anglais la visite d'Ashton-Gwatkin à Berlin n'est considérée que comme une sorte de reconnaissance préalable, et que lord Runciman doit suivre en qualité de personnage principal. Donc, Ashton-Gwatkin doit seulement tâter le terrain, rassembler et trier les matériaux pour des pourparlers. Je considère comme un très bon présage que les Anglais aient l'intention d'envoyer lord Runciman à Berlin ; je pense que l'on pourrait ainsi faire apparaître des possibilités de coopération dans de nombreux domaines. Je vous prie de garder secrète pour le moment la nouvelle du voyage de Runciman ; je n'en ai informé, par une lettre privée, que M. von Weizsaecker.

Ici, la visite du président [de la Reichsbank] Schacht s'est très bien passée ; quant au financement de l'expulsion des Juifs, je vous informerai à ce sujet par une dépêche par avion ; en ce qui concerne les grandes questions générales de politique économique, le président Schacht n'a pu encore que tâter prudemment le terrain. Lui-même a été d'avis qu'il faudra encore beaucoup de temps avant de pouvoir aboutir à des résultats tangibles.

Mes meilleurs vœux et Heil Hitler !

[Dirksen]

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN A
L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

Londres, le 10 juillet 1939.

A. 2718.

Référence rapport du 3 courant — N° 227.

2 exemplaires.

A l'Office des Affaires étrangères, Berlin.

RAPPORT POLITIQUE.

Objet : Tension de l'atmosphère politique en Angleterre ¹.

La campagne d'excitation autour du coup de main que, dit-on, l'Allemagne prépare contre Dantzig, campagne dont j'ai exposé les causes et les buts dans la dépêche ci-dessus indiquée, a avorté au bout de quelques jours, par suite de son caractère mensonger. Quant à la technique de la politique de presse employée pour cette manœuvre, je vous renvoie à la « Revue politique de la presse sur la crise de Dantzig », par le Conseiller de presse Dr. Hesse, en date du 3 juillet, annexée au rapport A. 2616 du 4 de ce mois.

On pourrait donc considérer comme terminé ce nouveau chapitre de l'histoire des tentatives faites par nos ennemis pour entraîner l'Allemagne dans une guerre mondiale. Mais ces quelques jours ont révélé dans le public anglais un état d'esprit qui mérite une attention sérieuse.

En raison de toute une série de facteurs : politique d'encerclement de l'Allemagne menée par le Gouvernement, propagande des armements, établissement du service militaire obligatoire, organisation de la défense antiaérienne, — et avant tout, en raison du déchaînement de la propagande antiallemande dans la presse, au cinéma, au théâtre et à la radio, l'opinion anglaise, si promptement à s'émouvoir, a été amenée au point où l'idée de « guerre » est au centre des réflexions et des propos. Des nuances ne sont perceptibles que lorsqu'on répond à cette question : la guerre est-elle inévitable ou non ? La plupart des Anglais moyens, qui suivent leur sentiment, répondent à cette question par l'affirmative ; une minorité plus réfléchie répond par la négative et reconnaît que toutes les questions litigieuses qui existent dans le cadre des rapports anglo-allemands peuvent être réglées si l'on fait preuve de bonne volonté, et que nul ne gagnerait à une guerre même victorieuse. Mais il n'est pas jusqu'à ces milieux raisonnables qui ne soient eux-mêmes influencés par les mesures qu'a prises le Commandement anglais pour que la flotte soit prête à la fin de juillet, et pour qu'à la même date la préparation militaire soit terminée et que les mesures d'organisation soient prises. Les communications de presse ainsi que, manifestement, les rapports d'agents, selon lesquels, du côté allemand, des mesures militaires seraient envisagées pour le mois d'août, agissent dans le même sens. Quoiqu'il en soit, même dans les milieux responsables et qui réfléchissent, on s'attend pour le mois d'août à une crise très sérieuse.

L'attitude varie en face du complexe d'idées que définit le mot « guerre ». Une partie — la moins nombreuse — de l'opinion anglaise réagit avec une exaltation hystérique; ces gens-là ajoutent foi aux nouvelles les plus monstrueuses ; ils font appel à l'aide polonaise et russe, et ils affaiblissent ainsi la position tactique du Gouvernement dans les pourparlers avec la Russie. Mais la majorité observe une attitude plus virile et songe : si la guerre est inévitable, nous la ferons résolument, et le plus tôt sera le mieux, afin d'en finir et de retourner à une situation plus tranquille. Les communications de presse venues d'Allemagne, disant que le Führer a regagné Berchtesgaden, que monsieur le Ministre des Affaires étrangères du Reich et le colonel-général von Brauchitsch ont pris leurs vacances, et que c'est pour tous la saison des vacances, n'ont guère calmé l'émotion qui règne ici.

En résumé, on constate que l'hostilité pour l'Allemagne a gagné du terrain, que la volonté de lutte s'est renforcée, que le sentiment s'est accentué, qu'on pourrait formuler ainsi : nous ne devons plus transiger, notre honneur est en jeu ; nous devons nous battre ; le Gouvernement ne doit plus faire aucune concession. Les propos de la presse allemande sur l'Angleterre décadente, sur l'absence chez elle de toute volonté de lutte, ont beaucoup contribué à cet état d'esprit.

La différence essentielle entre l'état d'esprit des Anglais en automne 1938 et celui d'à présent est la suivante : alors, la grande masse n'était pas encline à lutter et restait passive ; aujourd'hui, elle a arraché l'initiative au Gouvernement et pousse le cabinet en avant. Aussi mal fondée et aussi dangereuse que soit cette attitude de l'opinion anglaise, il faut compter avec elle, car c'est une réalité sérieuse, surtout dans un pays comme l'Angleterre où l'opinion publique joue un rôle aussi décisif.

Néanmoins, il serait faux de conclure de cette caractéristique de l'opinion publique, que la Grande-Bretagne s'est définitivement engagée dans la voie de la guerre. La vague d'excitation s'apaisera comme elle est montée, dès que seront assurées les conditions nécessaires. La condition essentielle, ce serait une atmosphère plus tranquille en Angleterre, qui permettrait un examen plus impartial du point de vue allemand. Il existe une tendance en ce sens. A l'intérieur du cabinet et d'un cercle restreint, mais influent, d'hommes politiques, un effort se dessine pour passer du négativisme du front d'encerclement à une politique constructive² vis-à-vis de l'Allemagne (cf. rapport A. 2492 du 24 juin). Et aussi fortes que soient les influences contraires à l'œuvre pour tuer en germe cette plante délicate, — elles ont inspiré la campagne de presse de la fin de la semaine passée — la personnalité de Chamberlain nous garantit jusqu'à un certain point que la politique de l'Angleterre ne sera pas confiée aux mains d'aventuriers sans vergogne.

Signé : von Dirksen.

¹ Nous donnons en italique les passages du rapport de Dirksen à l'Office des Affaires étrangères, en date du 10 juillet 1939, qui ont été omis dans le Livre Blanc de l'Office des Affaires étrangères hitlérien (Auswärtiges Amt, N° 2. Dokumente zur Vorgeschichte des Krieges, Berlin 1939. Gedruckt in der Reichsdruckerei, N° 252, S. 241— 242) où manquent également le numéro d'expédition de la lettre de Dirksen et sa référence à un rapport précédent (en tête de la lettre). Pour le reste, le texte allemand original que nous traduisons ici correspond au texte publié par l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne.

² Dans l'original : « ... über die Negativität der Einkreisungsfront zu einer konstruktiven Politik... »

**NOTES DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN SUR
L'ENTRETIEN DE WOHLTHAT AVEC H. WILSON ET HUDSON**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

Absolument secret.

NOTES.

Voici ce que M. Wohlthat m'a communiqué touchant les conversations qu'il a eues avec Sir Horace Wilson et Mr. Hudson, du Ministère du Commerce d'Outre-Mer :

1. Hudson lui a fait savoir, par l'intermédiaire du représentant norvégien à la Commission de la pêche à la baleine, qu'il était très désireux de s'entretenir avec lui. J'ai donné mon consentement à cet entretien, qui a eu lieu hier, dans l'après-midi. Hudson a développé de vastes plans de coopération anglo-allemande en vue d'ouvrir de nouveaux marchés mondiaux et d'exploiter ceux qui existent. Il a déclaré, entre autres, qu'il existe encore dans le monde trois grandes régions où l'Allemagne et l'Angleterre auraient de larges possibilités d'appliquer leurs efforts, savoir : l'Empire anglais ¹, la Chine et la Russie. L'Angleterre ne saurait, par ses propres moyens, satisfaire entièrement aux besoins de son empire, et une plus large participation de l'Allemagne serait ici possible. De même, le Japon ne peut satisfaire toute la Chine sous le rapport économique ; en Russie, la situation est analogue.

Hudson a ensuite été plus explicite en ce qui concerne la délimitation des sphères d'intérêts anglaises et allemandes, et la possibilité d'éviter une concurrence à mort sur les marchés communs.

M. Wohlthat a eu l'impression que Hudson est un homme à l'horizon étendu et qui possède son sujet à fond.

2. Dans son premier entretien, Sir Horace Wilson a développé devant M. Wohlthat des idées qu'il a reprises et développées dans son deuxième entretien. Sir Horace avait préparé un papier où il exposait tout un programme circonstancié et qui commençait par ces mots : « En supposant que... » ² (ce qui signifie probablement : « En supposant qu'un accord politique soit conclu avec l'Angleterre, les points suivants entreraient en vigueur »). Sir Horace Wilson a donné très nettement à entendre que Chamberlain approuvait ce programme ; et il a engagé Wohlthat à s'entretenir sans tarder avec Chamberlain afin de recevoir de ce dernier la confirmation de ce que lui, Wilson, avançait. Mais étant donné le caractère officieux de ces conversations, Wohlthat a estimé qu'un entretien de ce genre avec Chamberlain serait déplacé.

Comme après son premier entretien avec Wilson M. Wohlthat avait eu l'occasion de converser avec Hudson, il a eu, d'accord avec moi, un second entretien avec Wilson. Il était pour lui très important d'avoir, sur certains points, une idée plus nette que celle qu'il avait pu se faire au cours du premier entretien. Il a expliqué à Wilson son désir de s'entretenir avec lui une seconde fois en disant qu'il voulait le mettre au courant de son entretien avec Hudson, et s'assurer en même temps si Hudson avait parlé au nom du Cabinet.

Le programme que M. Wohlthat a examiné avec Sir Horace Wilson renferme :

- a) des clauses politiques,
- b) des clauses militaires,
- c) des clauses économiques.

a)

1) *Pacte de non-agression*. M. Wohlthat entendait par là les pactes habituels de non-agression conclus par l'Allemagne avec d'autres Puissances ; mais Wilson voulait que par pacte de non-agression on entendît une renonciation au principe même de l'agression.

2) *Pacte de non-intervention*, qui doit comprendre une délimitation des sphères d'influence ³ entre les grandes Puissances, surtout entre l'Angleterre et l'Allemagne.

b) — *Limitation des armements*,

- 1) Sur mer,
- 2) sur terre,
- 3) dans les airs.

c)

1) Questions coloniales. C'est, en l'occurrence, la question du développement futur de l'Afrique qui a surtout été débattue. Wilson a repris le projet que l'on sait, prévoyant la formation d'une vaste zone coloniale africaine pour laquelle certaines décisions uniformes devraient être prises. La question de savoir dans quelle mesure la propriété individuelle des colonies allemandes devant nous faire retour nous serait assurée après la formation de cette zone internationale — est restée ouverte. Que dans ce domaine les Anglais sont ou seraient largement disposés, du moins théoriquement, à accéder à nos vœux, cela est attesté par un fait que M. Wohlthat connaissait assurément : le Cabinet anglais a décidé en février de rendre à l'Allemagne ses colonies. Sir Horace Wilson a également parlé d'une activité coloniale allemande dans le Pacifique ; mais dans cette question M. Wohlthat s'est montré très réservé.

2) Matières premières et leur acquisition pour l'Allemagne.

3) Marchés industriels.

4) Règlement du problème des dettes internationales.

5) Entraide financière ⁴.

Sir Horace Wilson entendait par là l'assainissement de l'Est et du Sud-Est de l'Europe par l'Allemagne. Quand ce point a été débattu, M. Wohlthat a parlé de la clause qualifiée de la nation la plus favorisée, pour l'inclusion de laquelle l'Allemagne doit tout particulièrement insister. Quand je lui ai demandé quelle était la portée de cette clause, M. Wohlthat m'a répondu que la clause de la nation la plus favorisée, jointe à l'étalon-or universellement adopté, comme c'était le cas avant la guerre, n'a plus aujourd'hui la même efficacité. Etant donné la différence des systèmes monétaires et des niveaux d'existence, ainsi que des coûts de production, il est impossible d'accorder pour les exportations en Allemagne des chances identiques à des pays aussi différents que le Canada, l'Argentine et la Roumanie. Un pays comme la Roumanie ou la Yougoslavie, où le niveau d'existence est très bas, devrait bénéficier de conditions plus favorables par l'application de tarifs douaniers réduits pour une partie de sa production exportée en Allemagne. M. Wohlthat a dit qu'il se rendait parfaitement compte que ce serait en fait la suppression de la clause de la nation la plus favorisée, mais qu'il était très important de donner à la chose un nom dont nul ne se froissât.

Le but final auquel tend M. Wilson ⁵, c'est la conclusion d'un large arrangement anglo-allemand portant sur toutes les questions essentielles, ainsi que le Führer l'envisageait dès le début. Cela permettrait, a-t-il dit, de soulever et de régler des questions d'une portée telle, que les problèmes du Proche-Orient qui, comme ceux de Dantzig et de la Pologne, ont abouti à une impasse, seraient relégués au second plan et perdraient de leur importance. Sir Horace Wilson a dit expressément à M. Wohlthat que la conclusion d'un pacte de non-agression permettrait à l'Angleterre de renoncer aux engagements qu'elle a contractés envers la Pologne. Ce qui fait que le problème polonais perdrait beaucoup de son acuité.

M. Wohlthat ayant demandé si les propositions de Hudson avaient été approuvées, Wilson a répondu qu'elles avaient été débattues par des membres influents du Cabinet, mais qu'au stade actuel aucune décision définitive n'était encore intervenue.

M. Wohlthat a fait remarquer à ce propos que le règlement de principe des questions traitées avec M. Hudson devait être précédé d'un règlement des questions coloniales.

M. Wohlthat ayant ensuite demandé si le Gouvernement anglais consentirait, le cas échéant, que du côté allemand on mît à l'ordre du jour des questions autres que celles déjà mentionnées, Wilson a répondu affirmativement ; il a dit que le Führer n'avait qu'à prendre une feuille de papier blanc et à énumérer les questions qui l'intéressaient ; le Gouvernement anglais était prêt à les examiner.

M. Wohlthat a encore demandé comment on pourrait recevoir d'un homme politique anglais, ou de quelque autre instance, confirmation de ce programme de pourparlers, afin que les pourparlers puissent entrer dans le stade des réalisations.

Sir Horace Wilson a répondu que la condition décisive, c'était que le Führer désignât un représentant pour discuter le programme qui précède. Si le Führer y consentait, on accepterait du côté anglais de poursuivre la discussion de cette question par n'importe quel canal.

Concernant les conversations qu'il a eues en juin ⁶, M. Wohlthat a dit à Sir Horace Wilson qu'il en avait rendu compte au feldmaréchal Goering ; il a ajouté qu'il chercherait à savoir si le Führer considère le moment comme propice pour aborder une discussion de ce genre.

Sir Horace Wilson a répondu avec beaucoup de vivacité que si cela était, un pas très important serait fait en vue de surmonter les difficultés.

Sir Horace Wilson a dit ensuite qu'on se proposait, en Angleterre, de procéder cet automne à de nouvelles élections. Du point de vue intérieur, à ne considérer que la tactique à suivre, il est indifférent au Gouvernement que les élections se déroulent sous ce mot d'ordre : « Soyons prêts à la guerre ⁷ » ou sous cet autre : « Un accord durable avec l'Allemagne est en vue et peut être réalisé ». Il peut mobiliser ses électeurs sous chacun de ces mots d'ordre et il est assuré du pouvoir pour cinq ans encore. Il va sans dire qu'il préférerait, quant à lui, un mot d'ordre pacifique.

Londres, le 21 juillet 1939.

Signé : von Dirksen.

Copies :

1. A M. le Conseiller Kordt pour information.
2. Sous pli fermé pour les Archives.

¹ Dans l'original : « Das englische Empire ».

² Dans l'original en anglais : « Under the assumption that... »

³ Dans l'original : « Grossräume ».

⁴ Dans l'original le point 5 est en anglais : « Exchange of financial facilities ».

⁵ Dans le texte dactylographié on lit ici le nom de Wohlthat ; mais il a été biffé au crayon bleu et au-dessus on a écrit : «Wilson ».

⁶ On voit par là que des conversations relatives à un accord anglo-allemand avaient déjà eu lieu en juin. On n'a pas retrouvé dans les archives de Dirksen d'autres documents se rapportant à ces conversations.

⁷ Dans l'original : « Bereitschaft für einen kommenden Krieg ».

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN A
L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

Londres, le 24 juillet 1939.

Secret.

A. 2974.

A joindre aux rapports du 24 juin — A. 2492 et du 10 juillet — A. 2718 ¹.

A l'Office des Affaires étrangères, Berlin.

RAPPORT POLITIQUE.

Objet : Décision du Gouvernement britannique de mener une politique constructive.

L'émotion provoquée à la fin de la semaine par la crise de Dantzig s'est calmée, et la tranquillité générale est revenue, qui permet aux hommes d'Etat de concentrer leur attention sur cette question cruciale : la tension des rapports germano-anglais entraînera-t-elle la guerre, ou pourra-t-on aboutir à un accord pacifiquement ? Les hommes politiques, responsables et non-responsables, ceux qui désirent vivement la guerre et les autres plus lucides, sont unanimes sur ce point : l'extrême tension de ces derniers mois ne peut plus durer. Alors que la presse et la majorité des hommes politiques s'en tiennent à des considérations fatalistes ou à un verbiage belliqueux, quelques hommes d'Etat d'Angleterre, peu nombreux mais dont le rôle est réellement décisif, ont réfléchi plus profondément aux considérations exposées dans mon rapport du 24 juin 1939 relativement à une politique constructive à l'égard de l'Allemagne, et les ont concrétisées encore davantage. Entre temps, les tendances de la politique intérieure et étrangère indiquées dans ce rapport — tension des relations avec le Japon, suspension des pourparlers relatifs à un pacte avec la Russie, doutes quant à la valeur de l'allié polonais, considérations de tactique électorale — ont continué d'agir, renforçant les tendances constructives.

Les considérations d'ordre général sur la façon dont on pourrait aboutir à un règlement pacifique des rapports avec l'Allemagne semblent s'être condensées dans une série de points concrets qui, pris en bloc et simultanément, pourraient faire l'objet d'une discussion. A l'heure actuelle, on est en train d'élaborer un vaste programme économique, fondé sur l'apaisement politique, et qui, grâce à une formule très large, doit assurer l'application du principe de la non-agression et de la délimitation des sphères d'intérêts politiques ; les points suivants seront inclus dans ce programme : colonies, matières premières, sphères d'intérêts économiques, entente pour une collaboration sur les marchés de tiers pays. Il va sans dire qu'il comprend également un point relatif à la limitation des armements, ce qui, pour les Anglais, présente l'intérêt le plus vif.

Le Conseiller d'Etat Wohlthat pourra donner, sur ces plans des milieux dirigeants d'Angleterre, des renseignements plus précis, car sur l'initiative des Anglais, il a eu la semaine dernière, étant à Londres, des conversations détaillées à ce sujet.

Pour ceux qui préconisent ces plans, la question la plus ardue est celle-ci : comment aborder ces pourparlers ? L'opinion publique est si montée, les instigateurs de guerre et les intrigants ont si bien pris le dessus, que la nouvelle de pareils plans de pourparlers avec l'Allemagne serait immédiatement torpillée par Churchill ou d'autres incitateurs sous le mot d'ordre : « Pas de second Munich ! » ou bien « Pas de retour à la politique d'apaisement ! » Ce groupe a montré combien il est actif et dangereux en publiant que des pourparlers confidentiels avaient eu lieu entre Wohlthat et Sir Horace Wilson et aussi entre Wohlthat et le Ministre du Commerce d'Outre-Mer Hudson ; et la publication d'un programme des pourparlers, absolument fantaisiste et mensonger, a encore répandu un poison supplémentaire. Que le *Daily Telegraph* et le *News Chronicle* dirigent toute cette campagne d'excitation montre clairement quels sont ceux qui travaillent dans la coulisse.

Les personnalités qui élaborent le programme des pourparlers comprennent donc que les mesures préliminaires en vue d'un rapprochement avec l'Allemagne doivent être tenues dans le plus grand secret. Ce n'est que lorsqu'il saura l'Allemagne prête à mener des pourparlers de ce genre, et quand on se sera mis d'accord, — du moins en ce qui concerne le programme, et peut-être aussi sur certains principes généraux, — que le Gouvernement anglais se sentira assez fort pour informer l'opinion publique de ses intentions et des mesures déjà prises. Et s'il peut ainsi faire espérer que les rapports germano-anglais seront réglés, cette nouvelle, il en est convaincu, sera accueillie par l'opinion avec la joie la plus vive et réduira tous les intrigants au silence.

On place tant d'espoir dans la réalisation d'un plan de ce genre qu'on va jusqu'à le considérer comme un mot d'ordre électoral très efficace qui assurera aux partis gouvernementaux la victoire aux élections d'automne et les

laissera au pouvoir pour cinq années encore. Mais parmi les agents électoraux la conviction s'est affermie qu'on peut très certainement aussi obtenir la victoire aux élections par le mot d'ordre contraire : « Préparons-nous à la prochaine guerre ! », s'il n'y a aucun espoir de s'entendre avec l'Allemagne.

Cela signifie par ailleurs que le manque de temps exerce une certaine pression pour l'adoption d'une décision de principe relativement à l'ouverture des pourparlers avec l'Allemagne et pour la réalisation d'un accord de principe. Comme les élections auront vraisemblablement lieu en novembre, et que pour les organiser il faudra environ six semaines, la partie anglaise s'efforcera de régler la question allemande fin septembre au plus tard. En ce qui concerne les délais, on manifeste un certain optimisme, car on suppose que la partie allemande, si elle donne en principe son accord pour l'ouverture des pourparlers, doit elle aussi s'attacher à faire vite, étant donné le prochain congrès du parti à Nuremberg.

Pour conclure, je voudrais souligner que le problème germano-polonais a été envisagé dans les plans de règlement des rapports avec l'Allemagne : si, comme on l'espère, un accord est réalisé entre l'Angleterre et l'Allemagne, la solution du problème polonais sera considérablement simplifiée, car une atmosphère tranquille faciliterait la conduite des pourparlers et l'intérêt que l'Angleterre porte à la Pologne diminuerait.

Les plans, exposés ci-dessus, d'hommes d'Etat anglais autorisés peuvent paraître utopiques, étant donné le langage forcené de la presse anglaise et de certains hommes politiques, et vu la politique d'encerclement que l'on continue de mener, bien qu'avec un entrain qui n'est déjà plus le même. Mais ils acquièrent quelque réalité quand on considère le peu d'influence exercée par la presse anglaise germanophobe et lorsqu'en outre on se rend compte qu'un accord avec l'Allemagne est toujours pour l'Angleterre le but essentiel, le but désiré, à l'opposé d'une guerre que l'on ferait très à contrecœur, mais que l'on considère comme inévitable si un accord n'est pas réalisé avec l'Allemagne.

Signé : von Dirksen.

¹ Voir le document N° 12.

N°15

NOTES SUR LA CONVERSATION TÉLÉPHONIQUE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AVEC HORACE WILSON ET ORME SARGENT

Copie pour M. l'Ambassadeur.

NOTES.

J'ai téléphoné aujourd'hui à Sir Horace Wilson, puis à Sir Orme Sargent (Sir Alexander Cadogan est en congé), et je leur ai annoncé que j'avais certaines remarques à faire à propos de la publication dans la presse de communications inspirées par M. Hudson sur son entretien avec M. Wohlthat. Je m'en suis tenu presque littéralement au texte ci-dessous de mes notes ¹ :

1.) L'entretien entre M. Hudson et M. Wohlthat a eu lieu sur l'initiative non de M. Wohlthat, mais du délégué norvégien (auquel M. Hudson avait demandé d'être l'intermédiaire).

2.) Comme on prétend que M. Hudson a déclaré à plusieurs représentants de la presse que l'Ambassade allemande a commis une indiscrétion, je veux déclarer que personne n'a été informé de l'entrevue ni par un membre de l'Ambassade, ni par M. Wohlthat.

3.) Si j'en juge par ce que M. Wohlthat m'a rapporté sur son entretien avec M. Hudson, la communication publiée dans les journaux est — pour le moins — des plus inexactes.

Sir Horace Wilson s'est montré très circonspect au téléphone et n'a rien répondu, de sorte que, pour plus de certitude, je lui ai demandé encore une fois si je m'étais exprimé assez clairement, à quoi il a répondu que oui.

Avec Sir Orme Sargent l'entretien a duré plus longtemps, car il m'a demandé si réellement le délégué norvégien avait joué le rôle d'intermédiaire de M. Hudson ; à quoi j'ai répondu en donnant certains détails sur l'entretien du Norvégien avec M. Wohlthat. J'ai spécifié à Sir Orme Sargent que si je lui téléphonais, c'est que, vu les questions posées aujourd'hui au Parlement, la chose pouvait revêtir un caractère d'extrême urgence.

Sir Orme Sargent s'est informé incidemment du contenu de l'entretien de M. Wohlthat avec M. Hudson ; je lui ai répondu que le soi-disant emprunt n'avait joué aucun rôle au cours de l'entretien qui, dans l'essentiel, avait été consacré avant tout à l'ouverture de marchés mondiaux, à la coopération, au règlement des prix et aux questions monétaires.

Sir Orme Sargent m'a remercié de ma communication et m'a dit qu'il allait aussitôt dresser un mémorandum.

Londres, le 24 juillet 1939.

Signé : von Dirksen.

1. A M. Kordt.
2. A M. von Selzam.
3. A M. le Dr. Hesse.
4. Aux Archives.

¹ Les trois paragraphes qui suivent sont en anglais dans l'original.

**REVUE DE LA PRESSE ANGLAISE DU 10 AU 24 JUILLET 1939, PAR LE
CONSEILLER DE L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE A LONDRES HESSE LE
CONSEILLER A L'AMBASSADE POUR LES AFFAIRES DE PRESSE.**

REVUE POLITIQUE DE LA PRESSE du 10 au 24 juillet 1939.

Londres, le 24 juillet 1939.

1.) Ces deux dernières semaines ont apporté une aggravation considérable de la tension dans le domaine de la politique extérieure. Il y a à cela deux raisons :

a) la mobilisation qui se développe à l'intérieur du pays (après avoir mobilisé les forces de l'air, on procède en fait à une large mobilisation de l'armée et de la flotte),

b) la polémique entre le groupe qui désire l'apaisement et le groupe qui ou bien estime que l'Allemagne doit subir une défaite diplomatique incontestable, ou bien rejette tout accord avec elle, et par là même pousse à la guerre. On a pu constater aisément que toute ombre de tendance ayant pour but de réaliser l'apaisement a provoqué une réaction du parti de la guerre. On peut le démontrer irréfutablement entre autres en faisant appel au témoignage de la presse politique.

2.) Comme premier exemple de cette tendance, il faut citer les bruits qui ont couru vers le milieu de la semaine du 10 au 17 juillet : à Dantzig, disait-on, la situation s'était améliorée et des pourparlers avaient été entamés, qui devaient réconcilier l'Allemagne et la Pologne. Et l'on ajoutait volontiers foi à ces bruits ; je dirai plus : la grande masse les approuvait et les accueillait avec soulagement. Mais cela ne répondait pas aux vues du parti de la guerre qui s'est par conséquent efforcé, au moyen d'une contre-manœuvre, d'aggraver la tension qui se relâchait. Le *News Chronicle* a utilisé comme prétexte à une interview avec le Président polonais Rydz-Smigly, les déclarations forgées de toutes pièces d'un prétendu informateur allemand, déclarations selon lesquelles le Führer aurait l'intention, pour régler pacifiquement la question de Dantzig, de poser sa candidature à la présidence du Sénat de Dantzig. L'interview avait pour but de montrer l'intransigeance du point de vue polonais et par là même de rendre impossible tout accord sur le retour de Dantzig au Reich. L'interview du président polonais, qui n'est revenue aux journaux anglais que par voie détournée — par l'intermédiaire de la presse varsoviennne — a été, pour ces milieux, l'occasion d'obliger le Gouvernement britannique à déclarer de nouveau qu'il viendrait en aide à la Pologne en toute circonstance, si elle était prête à engager la lutte. Une partie de la presse s'est montrée encore plus tranchante qu'auparavant en disant que toute modification unilatérale du statut de Dantzig donnerait à la Pologne le droit d'intervenir. D'autre part, la propagande polonaise a reçu la possibilité d'affirmer plus énergiquement que jamais que la perte de Dantzig par la Pologne et son rattachement au Reich entraînerait, pour la Pologne, du point de vue stratégique, la perte de son indépendance. Aucune argumentation allemande disant que la possession ou la perte de Dantzig n'ont rien à voir avec la situation stratégique de la Pologne, n'a été publiée ici¹.

3.) Cette orientation de l'opinion publique vers un point de vue polonophile encore plus tranché et plus exclusif a eu pour conséquence de rendre encore plus tranchante la position de la presse en ce qui concerne Dantzig. Aussi les communications fondées sur des déclarations qui auraient été faites à une conférence de presse au Ministère de la propagande, ont-elles suscité ici le plus grand étonnement ; ces communications affirmaient : a) que le Führer est résolu à 100% à ne pas permettre qu'une guerre mondiale éclate à cause de Dantzig, et b) que le Führer s'attend d'autre part à un règlement de la question de Dantzig qui soit à 100% en faveur de l'Allemagne. Etant donné la tension des esprits, ces déclarations ne pouvaient être considérées ici que comme la preuve d'un changement d'orientation dans la politique de l'Allemagne. A la manière dont la presse a interprété et présenté ces communications, on a vu avec quel soulagement on accueillerait ici un règlement pacifique de la question de Dantzig au moyen de pourparlers, si ce règlement s'avérait possible. Mais d'autre part, on a vu aussi combien sont fortes les influences hostiles. A la suite de la première impression favorable produite par ces déclarations, deux mesures ont été prises, qui ont aussitôt affaibli cette impression et qui ont même en partie provoqué un sentiment contraire. La première de ces mesures, c'est la déclaration du Bureau d'informations allemand ; elle a donné ici l'impression que la partie allemande voulait revenir sur sa première déclaration ; la seconde, ce sont les déclarations de la section de la presse au Foreign Office, qui a jugé bon de relever le caractère contradictoire de la déclaration allemande et de souligner que le Gouvernement britannique restera fidèle aux dernières déclarations de Chamberlain. Ces deux déclarations ont eu pour résultat de créer la méfiance à l'égard des intentions de l'Allemagne, ce qui ressort clairement de tous les commentaires. De plus, le Foreign Office a demandé à la presse de poser la question dans toute son acuité afin qu'« en Allemagne on n'ait pas l'impression que l'Angleterre est disposée à permettre qu'on la trompe par quelque subterfuge ». Ce mot d'ordre a été repris notamment par le *Times*, selon lequel un commentateur allemand aurait déclaré que le Führer compte que

finalement le Cabinet britannique fera pression sur Varsovie et l'obligera à certaines concessions. En réalité, une telle déclaration eût été un moyen de mettre Chamberlain aux prises avec des difficultés d'ordre personnel, car sa position tranchée s'explique en partie par le fait que ses adversaires le croient capable de faire, un beau jour, une nouvelle volte-face pour retourner à la politique d'« apaisement ». Déjà le *News Chronicle*, le *Daily Herald* et le *Yorkshire Post* lui adressent des reproches de ce genre et le soupçonnent de vouloir profiter des vacances d'automne du Parlement pour manœuvrer dans ce sens. Or, ces reproches et ces soupçons frappent précisément en un des points les plus sensibles de la situation intérieure. Qu'en l'occurrence le *Times* ait eu recours à une dénaturation partielle des déclarations qu'il nous attribue, ne fait qu'indiquer à quel point sont montés et combien sont susceptibles les partisans de Chamberlain dans cette question. Le résultat a été une nouvelle confirmation, plus énergique, du point de vue anglais, dans l'éditorial du *Times* du 24 juillet. Cet article expose de façon réellement complète l'actuel point de vue du Gouvernement dans la question de Dantzig. Mais en même temps il indique sans aucune équivoque ce que les Anglais considèrent comme le côté faible de la question de Dantzig : l'article répète que l'inclusion de Dantzig dans le Reich signifierait pour la Pologne, au point de vue stratégique, la perte de son indépendance. La même opinion est d'ailleurs énoncée dans le *Sunday Times* par l'ex-Ministre des Affaires étrangères Eden. Si l'on parvenait à démontrer que cette manière d'envisager le rattachement de Dantzig au Reich est erronée, une grande partie de la propagande que l'on fait ici n'aurait plus d'effet. Il faudrait pour cela souligner deux choses : a) que même aujourd'hui la Pologne n'a pas libre accès à la mer, mais uniquement accès à une mer intérieure où règne l'Allemagne et qui, en cas de guerre, serait immédiatement bloquée ; b) qu'en cas de guerre la Pologne perdrait le corridor en quelques heures, ce qui explique qu'aujourd'hui déjà, elle ne songe pas à le défendre. Maintenant déjà ces deux arguments produisent leur effet dans les conversations privées, mais jusqu'à présent n'a pas encore confirmé d'Allemagne cette argumentation d'ordre stratégique.

4.) Il ne faut pas oublier que la tension actuelle rend extrêmement difficile toute argumentation sur le fond de la question. La pénétration de l'argumentation de la propagande allemande sur la question de Dantzig est encore rendue très difficile du fait qu'on tient sans cesse des propos qui sont commentés ici, en Angleterre, par nos adversaires, comme de graves offenses à l'honneur anglais. Cela est arrivé entre autres avec la réponse du Ministre du Reich à la Propagande au discours malveillant de St. King-Hall. Le chef de la Section de la Presse au Foreign Office m'a déclaré au cours d'un entretien orageux qu'à de pareils articles on ne peut, à proprement parler, répondre que par une déclaration de guerre, cependant que le Directeur de la Presse auprès du Premier Ministre s'appliquait à me prouver que des articles de ce genre devaient nécessairement donner au Premier Ministre l'impression que l'Allemagne renonçait absolument à arriver à une compréhension mutuelle avec l'Angleterre, et qu'en fin de compte elle voulait la guerre. En présence de telles déclarations il faut, bien sûr, faire la part de l'excitation extrême de ces messieurs, de leur désir d'agir sur moi dans des buts de propagande, ainsi que de leur hypersensibilité un peu artificielle. Néanmoins elles montrent combien il serait utile, du point de vue d'ici, d'observer une certaine modération, si on estime encore, en Allemagne, qu'une argumentation positive est désirable. Il faut, d'autre part, prendre en considération que St. King-Hall n'est aucunement une personnalité autorisée. On le considère comme un affairiste politique douteux avec lequel personne ne veut avoir sérieusement affaire. En tout cas, il est certain que lord Halifax ne se solidarise nullement avec lui, et que King-Hall reçoit ses inspirations et de l'argent pour ses écrits non du Gouvernement anglais, mais très probablement d'émigrés, Tchèques et Juifs. On sait que Benès a recueilli en Amérique des sommes considérables qui sont utilisées exclusivement pour « la libération de la Tchécoslovaquie ». On sait aussi que St. King-Hall est membre du comité d'action pour « la libération delà Tchécoslovaquie » qui se compose surtout de libéraux de gauche, de marxistes et de Juifs, et d'autre part qu'il se trouve en contact étroit avec le parti dit « Parti allemand de la liberté ». Cela étant, on conçoit sans peine que les propos violents à l'adresse du Gouvernement britannique sont relevés par tous nos ennemis pour une campagne d'excitation des plus acharnées dans des buts de politique intérieure. Il est incontestable que l'atmosphère de surexcitation extrême qui règne à Londres, ainsi que la lutte déclenchée autour de cette question : existe-il encore une possibilité d'arriver à une compréhension mutuelle avec l'Allemagne ? favorisent dans une large mesure cette utilisation malintentionnée de déclarations allemandes catégoriques qui, en d'autres circonstances, ne feraient pas autant d'effet.

5.) L'utilisation par la presse des pourparlers de Wohlthat avec le Ministre du Commerce Hudson, et ses commentaires à ce sujet, illustrent cette atmosphère curieuse. Pendant plusieurs jours il a couru sur l'entretien du Dr. Wohlthat des bruits qu'on a cependant réussi à démentir jusqu'au moment où le Ministre lui-même a jugé bon de communiquer à la presse des renseignements superflus en réponse à une question qui lui était posée. D'après des renseignements dignes de foi, c'est l'Ambassade française qui a ébruité la chose : ayant appris vendredi que cet entretien avait eu lieu, elle a aussitôt sonné l'alarme. Mais comme cette alarme a été donnée tard dans la soirée du vendredi, par des amis français en Angleterre, et qu'elle n'a pu avoir de répercussion dans les journaux du samedi, c'est lundi seulement que l'effet de cette communication s'est fait sentir dans la presse. Les déclarations de Hudson sont révélatrices de l'atmosphère psychologique qui, manifestement, empêche à l'heure actuelle des personnalités influentes du Gouvernement de manifester ne fût-ce que l'ombre du désir d'arriver à un accord. Une partie des déclarations de Hudson publiées dans la presse, déclarations exagérées et déplacées, ne

peuvent en tout cas s'expliquer que par sa crainte qu'on dise de lui qu'il est pour une politique d'apaisement. Un exemple caractéristique qui montre quels sont en Angleterre les milieux qui s'efforcent d'empêcher tout rapprochement avec l'Allemagne, c'est le fait que Vernon Bartlett, du *News Chronicle*, et Gordon Lennox, du *Daily Telegraph*, ont été les premiers à ouvrir un feu croisé, et que plus que tous les autres G. Lennox a déformé et falsifié délibérément l'entretien.

6.) Considérant la situation intérieure actuelle, il faut bien se dire qu'au cours de la quinzaine qui vient et qui est la dernière quinzaine d'activité du Parlement, le désir d'augmenter la tension deviendra beaucoup plus fort. Duff Cooper a proposé dans la presse de créer une sorte de Conseil d'observation parlementaire, composé surtout d'adversaires de la politique d'apaisement et qui devrait empêcher le retour de Chamberlain à cette politique. Il est donc à prévoir que la presse de ces milieux (*News Chronicle, Daily Herald, Daily Telegraph*) fera tout pour paralyser le Gouvernement par une campagne politique dans la presse, et le priver ainsi de toute liberté d'action pour un accord avec l'Allemagne.

Signé : Dr. Fritz Hesse.

¹ A gauche, dans la marge, on a écrit au crayon ordinaire : « Comment cela pouvait-il se faire ? Cela s'est fait dans des conversations. »

N°17

**TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE
RIBBENTROP A L'AMBASSADEUR A LONDRES DIRKSEN**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ.

Berlin, 31 juillet [193]9. 13 h. 18.

Londres, 31 juillet [193]9. 14 h. 10.

A l'Ambassade d'Allemagne, Londres.

Très urgent !

286 du 31.7.

A l'Ambassadeur. Personnel.

Je vous prie de télégraphier immédiatement la teneur des conversations politiques que le Directeur au Ministère Wohlthat a eues lors de sa dernière visite à Londres, et surtout de me rendre compte des conversations que Wohlthat a eues avec vous, étant donné qu'il déclare avoir mené des pourparlers politiques en accord avec l'Ambassadeur.

Ribbentrop.

N°18

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN A
L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ.

OAE. Berlin.

Très urgent ! N° ... ¹ du 31.VII.

Réponse aux instructions télégraphiées N° 286 du 31.VII.

Au Ministre du Reich. Personnel.

1. Durant son séjour ici, le Directeur au Ministère Wohlthat a été invité pour un entretien par Sir Horace Wilson, ainsi que par le Ministre du Commerce d'Outre-Mer Hudson. S'étant mis d'accord avec moi, W[ohlthat] a accédé à cette demande, et il m'a communiqué de vive voix l'objet de ces entretiens. J'ai annoncé par télégraphe sa présence ici (cf. télégramme N° 263 du 23. VII), et j'ai présenté un rapport écrit sur ses conversations avec Wilson (A. 2974 du 24.VII) ².

2. Dans mes entretiens avec Wohlthat, j'ai notamment examiné avec lui dans quelle mesure les communications que Wilson lui avait faites s'accordaient avec les tendances vers une politique constructive que j'avais observées dans les milieux gouvernementaux d'ici (cf. rapports A. 2492 du 24.VI et A. 2718 du 10.VII) ³. Et ainsi nous avons pu établir que les tendances de caractère général observées jusqu'à présent s'étaient cristallisées dans un plan fondé avant tout sur des bases économique-politiques, et qui avait été élaboré, ou du moins approuvé, par Chamberlain.

3. Pour résumer les communications que j'ai faites précédemment, je voudrais répéter encore une fois que l'initiative manifestée par Wilson et Hudson peut s'expliquer par le point de vue qui règne ici, à savoir :

- a) que la tension qui existe dans les rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre conduira à la guerre si des tentatives ne sont pas faites pour régler les rapports entre ces deux pays ;
- b) que la politique anglaise d'encerclement est dangereuse pour la cause de la paix et s'accompagne d'un risque considérable pour l'Angleterre ;
- c) que l'état des armements de l'Angleterre permet au Gouvernement d'essayer d'arriver à un compromis avec l'Allemagne sans qu'on puisse le soupçonner de faiblesse.

4. Le désir de Wilson de développer devant Wohlthat ses idées de caractère essentiellement économique-politique doit de toute évidence être expliqué par le fait que Wilson — premier Conseiller économique du Gouvernement britannique — a vu en Wohlthat — commissaire ⁴ au plan quadriennal — un spécialiste de sa branche. Comme l'a noté un journal d'ici, Wohlthat s'est comporté comme un auditeur courtois, ce qui apparaît aussi du fait qu'il a catégoriquement décliné la proposition de Wilson de recevoir, par une instance politique (le Premier Ministre Chamberlain), confirmation des idées qu'il lui exposait, et cela parce qu'il ne se considérait pas comme mandaté à cet effet.

Dirksen.

¹ Le numéro n'est pas indiqué dans l'original.

² Voir le document N° 14.

³ Voir le document N° 12.

⁴ Dans l'original le mot « commissaire » est écrit au crayon au lieu de « conseiller économique » biffé dans le texte.

N°19

**TÉLÉGRAMME DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'OFFICE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE WEIZSAECKER A L'AMBASSADEUR A
LONDRES DIRKSEN**

A¹ 3104².

Berlin, le 31 juillet [193]9. 22 h. 30.

Londres, le 31 juillet [193]9. 23 h. 30.

A l'Ambassade d'Allemagne.

Londres. 289 du 31.7.

A joindre au N° 286³ A¹ 3101².

A M. l'Ambassadeur. Personnel.

A son retour à Berlin, Wohlthat a rendu compte de son entretien avec Sir Horace Wilson. Son rapport a été communiqué par le général-feldmaréchal Goering au Ministre des Affaires étrangères du Reich. Il contient une proposition de Wilson relative à une large coopération anglo-allemande, autrement dit, à un accord de caractère politique, militaire et économique. Ces propositions sont sans doute considérées, du côté anglais, comme un sondage officiel. De toute évidence, Wohlthat n'a pas adressé à Wilson une question qui s'imposait : ces propositions impliquaient-elles la renonciation aux pourparlers liés à la politique d'encerclement, notamment avec Moscou ? Comme il vous l'a déjà demandé dans le précédent télégramme, le Ministre des Affaires étrangères du Reich vous prie de lui faire savoir télégraphiquement l'objet des pourparlers avec Wohlthat, et ce que vous en pensez.

Weizsaecker.

¹ Cachet.

² Les chiffres sont écrits au crayon bleu.

³ Voir le document N° 17.

N°20

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN A
L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

Londres, le 31 juillet 1939.

Strictement confidentiel !

A. 2964.

1 annexe (2 exemplaires).

Réponse aux instructions télégraphiées N° 267 du 22 courant.

A l'Office des Affaires étrangères, Berlin.

Objet : Comment éclairer l'opinion britannique sur les problèmes de politique extérieure de l'Allemagne, et notamment sur la question de Dantzig.

I. Conditions pour toute activité de propagande.

II. Propositions concernant les méthodes de propagande :

- a) articles de presse ;
- b) lettres à la rédaction ;
- c) diffusion de brochures, etc. ;
- d) déclarations polonaises ;
- e) divers.

III. Activité de l'Ambassade jusqu'à présent :

- a) lettres à la rédaction ;
- b) conférences faites par agents non allemands ;
- c) bons offices pour l'organisation des causeries et conférences faites par une personnalité de Dantzig ;
- d) utilisation de rapports fournis par les établissements allemands en Pologne¹ ;
- e) utilisation du discours du Führer en date du 28 avril ;
- f) articles pour orienter la presse allemande et anglaise.

I.

En matière de journalisme, les rapports entre les deux pays sont placés devant l'alternative suivante : ou bien donner à chaque attaque, à chaque calomnie une réponse brutale analogue, conformément au proverbe : « à dur âne, dur aiguillon », — et alors il faut renoncer à trouver dans la presse de l'autre pays une compréhension de ses idées et de ses buts politiques, et les moyens de les diffuser ; ou bien renoncer à payer de la même monnaie chaque attaque dans la presse de l'autre partie, et consacrer tous ses efforts à faire pénétrer ses vues politiques dans la presse et dans l'opinion publique de l'autre pays. Combiner les deux termes de l'alternative — mener une campagne hostile dans sa presse et [en même temps] trouver audience et diffusion dans la presse [de l'autre pays] — est pratiquement impossible.

La remarque d'ordre général qui précède est d'une importance toute particulière, dans l'état actuel des rapports entre les journalisms allemand et anglais, et étant donné notre désir de trouver dans l'opinion anglaise la compréhension de nos actes et de nos buts. Car une condition nécessaire, si l'on veut essayer d'éclairer ici l'opinion sur nos problèmes, — et notamment sur Dantzig, la question de l'Est et les colonies —, c'est de reconsidérer la propagande antibritannique à laquelle on se livre en Allemagne dans la presse, à la radio et autrement, et d'amener ainsi l'apaisement général. On ne saurait tenter avec quelque chance de succès, de faire comprendre le point de vue allemand dans la question de Dantzig quand le couple royal, l'Armée britannique, les institutions britanniques sont violemment attaqués ou tournés en dérision par notre propagande, ou quand l'opinion publique en Angleterre est sans cesse et de plus en plus indisposée et mise en émoi par la diffusion en masse de mauvaises traductions d'articles allemands qui blessent la mentalité anglaise.

Cette condition remplie, on pourra songer à établir quelles sont les méthodes de propagande active les plus appropriées.

II.

a) Le rapport N° A 2925, du 21 de ce mois, indiquait déjà les principales raisons qui s'opposent à l'insertion dans les journaux d'ici, même s'ils appartiennent à l'opposition de droite, des matériaux envoyés jusqu'à présent, et qui ont une valeur incontestable pour éclairer l'Ambassade. Il faut en outre signaler ceci : la presse britannique — sa

partie qui compte — se fait un devoir de ne publier aucun article du dehors, mais uniquement ce qu'écrivent ses collaborateurs. C'est pourquoi les matériaux remis par l'Ambassade ne pourraient, dans le meilleur des cas, paraître qu'après avoir été remaniés par la rédaction, comme produit du journal qui les publie. Peut-être pourra-t-on faire passer çà et là des matériaux appropriés sous leur forme primitive (ainsi qu'il est dit dans le rapport en question). Mais en règle générale, ils ne pourront servir qu'à informer certaines rédactions et à former leurs opinions.

Ce qu'il conviendrait de diffuser dans le Royaume-Uni, ce serait, par ailleurs, de bonnes traductions de certains articles de la *Deutsche Diplomatische Korrespondenz* dont la langue correspond en général à la psychologie anglaise. Si l'on pouvait, dans certains cas, avoir ici sous la main quelques exemplaires de la traduction de chacun de ces articles un jour avant leur publication en Allemagne, ils auraient beaucoup plus de chances d'être publiés dans la presse d'ici également.

b) A part cela, les « Lettres à la rédaction » ont été et restent l'une des meilleures possibilités de propagande. Cela est déjà indiqué au point 3 b de l'annexe au compte rendu du 8 de ce mois — A 2725. Des lettres de ce genre peuvent, ainsi qu'il est dit dans le rapport indiqué, être écrites aussi bien d'Angleterre que d'Allemagne. Pour des raisons d'organisation, il semble néanmoins opportun qu'en Allemagne 2 ou 3 personnes sachant manier la plume s'occupent exclusivement de dépouiller les 15 ou 20 principaux journaux et revues paraissant dans le Royaume-Uni, et d'écrire des lettres pour réfuter les arguments que l'on trouve dans les éditoriaux ou les «Lettres à la rédaction». Si ces « Lettres à la rédaction » sont concrètes et écrites en assez bon anglais, si elles sont exemptes de toute polémique malicieuse, on peut espérer qu'elles seront publiées. Même si dans tel ou tel cas elles ne passaient point, elles n'en exerceraient pas moins une certaine influence sur les opinions de la rédaction.

Indépendamment de ces réponses organisées d'Allemagne, l'Ambassade s'estimera toujours tenue, pour sa part, d'aider à rédiger de ces lettres ici.

c) La diffusion de brochures dûment composées en langue anglaise est des plus efficaces. Je me réfère ici au point 2 de l'annexe au rapport du 8 de ce mois — A 2725. La réaction qu'a suscitée jusqu'à présent la brochure de M. Fuchs, envoyée de Dantzig, est tout à fait satisfaisante. Un rapport sera fait à ce sujet.

On peut prédire le succès au recueil d'opinions anglaises que M^{me} Margarete Gartner a l'intention de publier. Et aussi à la réédition projetée du livre de Dawson et de son article publié en 1931 dans le *Nineteenth Century* (numéro de décembre).

d) Pour finir, nous vous prions encore une fois d'instruire régulièrement l'Ambassade des propos agressifs tenus par des hommes politiques polonais, avec indication exacte des sources. La presse d'ici tait les propos de ce genre. L'Ambassade pourrait en tirer parti.

e) On trouvera d'autres propositions au point f) de la partie III.

III.

a) Malgré les circonstances dont j'ai parlé dans la partie I, qui rendent toute propagande extrêmement difficile, l'Ambassade a pu enregistrer certains succès dans ce domaine. Je citerai la lettre de Sir Arnold Wilson, inspirée par nous et parue dans le *Times* du 7.VII. 1939, sur les impressions qu'il a rapportées de son récent séjour à Dantzig, et la lettre du professeur Haferkorn, publiée dans le *Times* du 28 de ce mois, également rédigée en accord avec l'Ambassade. On procède en ce moment à l'envoi d'autres lettres de ce genre. C'est ainsi, par exemple, que l'historien Sir Raymond Beazley, sur les suggestions de l'Ambassade, écrit régulièrement aux principaux journaux de province.

b) L'Ukrainien W. von Korostovetz qui, comme nous F avons annoncé par ailleurs, possède de très belles relations, surtout dans les milieux conservateurs, a été chargé de traiter à fond la question de Dantzig dans des exposés aux réunions du parti conservateur à Londres et en province. Ainsi que l'annonce M. von Korostovetz, ses conférences sur ce thème suscitent un intérêt général.

c) En outre, il va sans dire que l'Ambassade s'efforce toujours, dans des entretiens et des causeries en petit comité, d'agir sur des personnalités influentes et de les inciter aussi à une certaine activité de propagande. Des conversations de ce genre sur la question de Dantzig ont lieu quotidiennement. Il convient, à ce propos, de signaler l'activité du professeur Haferkorn qui est ici depuis déjà près de trois semaines, et qui, par l'intermédiaire de l'Ambassade, est entré en relations avec des personnalités influentes, parmi lesquelles lords Arnold, Brocket, Queenborough, Noël Buxton, le duc de Buccleuch, Geoffrey Dawson, rédacteur en chef du *Times*, et ses collaborateurs Deakin et Kennedy, le général Ismay, secrétaire du Comité de Défense Impériale, le général Sir Wyndham Childs et les députés Sir Thomas Moore, Sir Arnold Wilson, W. Cazalet et beaucoup d'autres. Haferkorn a habilement plaidé le point de vue dantzigois et l'on a pu constater qu'il avait fait un bon travail de propagande.

Il serait désirable qu'on envoyât ici d'autres personnes dans ce même but, si possible des citoyens de la Ville libre de Dantzig.

d) Les exposés sur la situation de la minorité allemande en Pologne, qui sont régulièrement expédiés à l'Ambassade, et notamment les matériaux joints à la lettre du 4 mai 1939 — N° Polit. V 3303, — ont été envoyés à une haute instance gouvernementale, — ces derniers en traduction anglaise faite ici même.

e) En ce qui concerne l'utilisation du discours du Führer du 28 avril dernier, je me réfère au rapport du 29.IV. 39 — N A. 1687.

f) Ci-joint un article du Conseiller de presse à l'Ambassade Dr. Hesse, où celui-ci s'arrête plus particulièrement sur les arguments dont on use d'ordinaire ici dans la question de Dantzig. On a pu constater qu'en somme la propagande polonaise en Angleterre s'appuie sur trois thèses principales :

Si Dantzig était rattachée au Reich

- 1) l'indépendance politique de la Pologne serait menacée ;
- 2) la situation stratégique serait profondément modifiée au détriment de la Pologne ;
- 3) l'indépendance économique de la Pologne serait mise en question.

L'article ci-joint répond à ces arguments sous une forme appropriée à la mentalité anglaise. Le travail de l'Ambassade se trouverait facilité si cet article était répandu aussi largement que possible en Allemagne sous la signature d'une personnalité marquante. En ce cas, l'Ambassade demanderait qu'on mît à sa disposition 500 exemplaires en anglais 24 heures avant sa publication en Allemagne. Si l'article paraît sous la signature de M. le Ministre des Affaires étrangères du Reich, on peut lui prédire la plus large publicité dans le Royaume-Uni.

Signé : von Dirksen.

¹ Dans l'original : « der deutschen Behörden in Polen ».

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
WEIZSAECKER**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

OAE. Berlin.

N° 278 du I. VIII. 1939.

Réponse au télégramme N° 289 du 31.VII¹.

Pour le Secrétaire d'Etat. Personnel.

PAR AVION — DÉPÊCHE.

1. Concernant l'entretien Wohlthat — Sir Horace Wilson et mon opinion à ce sujet, je me réfère au rapport télégraphié M 277 du 31. VII². Si, au cours de l'entretien, Wohlthat n'a pas soulevé expressément la question de la renonciation à la politique d'encerclement, c'est qu'il avait été entendu avec moi qu'il écouterait plus qu'il ne parlerait.

2. Bien que l'entretien n'ait pas été approfondi au point de vue politique, j'ai l'impression qu'en traitant des questions de politique économique, c'est un vaste programme constructif qu'on a voulu nous proposer. Les difficultés que le Gouvernement britannique éprouve à réaliser ce programme, étant donné l'état actuel de l'opinion, ont été signalées dans mon rapport du 24.VII — A. 2974³.

3. Il est clair pour les personnalités dirigeantes d'ici qu'un accord avec l'Allemagne serait incompatible avec une politique d'encerclement. Les considérations déterminantes, dans cette question, se fondent à peu près sur les thèses suivantes :

a) Un accord avec l'Allemagne dissoudrait chimiquement, pour ainsi dire, le problème de Dantzig et frayerait la voie à un règlement germano-polonais, auquel l'Angleterre n'aurait plus aucune raison de s'intéresser.

b) Malgré l'envoi — ou plutôt à cause de l'envoi — d'une mission militaire, on est sceptique ici quant aux succès des pourparlers en vue d'un pacte avec la Russie. La composition de la mission militaire anglaise en témoigne : un amiral, jusqu'ici commandant de Portsmouth, qui pratiquement est à la retraite et n'a jamais servi à l'Etat-major de l'Amirauté ; un général qui n'est de même qu'un officier de troupe ; un général d'aviation qui est un pilote et instructeur excellent, mais non un stratège. Cela prouve que la mission militaire a plutôt pour tâche de déterminer la valeur combative de l'Armée soviétique que de passer des accords pratiques.

Un officier supérieur du Ministère de l'Air a dit récemment à l'Attaché de l'Air qu'il était convaincu que ni du côté britannique ni du côté russe on n'avait sérieusement le désir de conclure un accord.

c) Relativement à la valeur militaire de la Pologne, des doutes subsistent encore, qui trouvent leur expression dans la réserve dont on fait preuve au point de vue financier. Le rapport du général Ironside n'a pas non plus, à ce qu'on dit, été très positif.

d) Roden Buxton (frère de lord Noël Buxton), homme politique du Labour Party et qui a les meilleures relations, a développé dans un entretien avec le Conseiller d'Ambassade les mêmes thèses que Wilson, et il a déclaré que la renonciation à la politique d'encerclement serait la conséquence toute naturelle d'un accord avec l'Allemagne. Les notes sur l'entretien avec Buxton vous sont envoyées par le même avion.

4⁴. On a de plus en plus l'impression que les possibilités d'un accord de principe avec l'Allemagne doivent être établies au cours des semaines qui viennent, afin qu'on puisse formuler clairement les mots d'ordre électoraux (voir le rapport du 24.VI — A. 2974). On espère ici que la détente politique, que doivent, croit-on, amener les vacances, créera les conditions permettant d'établir un programme de conversations ayant des chances d'être réalisé.

Dirksen.

¹ Voir le document N° 19.

² Voir le document N° 18.

³ Voir le document N° 14.

⁴ Dans l'original, le chiffre « 3 » est ici répété par erreur.

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
WEIZSAECKER**

Exemplaire personnel de M. l'Ambassadeur.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

A. 3107.

1 annexe.

Londres, le 1^{er} août 1939.

Copie.

Objet : Les rapports anglo-allemands.

Présenter d'urgence à M. le Secrétaire d'Etat.

Je vous envoie ci-joint la copie des notes du Conseiller d'Ambassade Kordt sur l'entretien qu'il a eu samedi dernier avec Mr. Charles Roden Buxton, homme politique travailliste. Bien que M. Roden Buxton n'appartienne pas au parti gouvernemental, et que ses idées en politique étrangère soient à l'opposé de celles de la majorité du Labour Party, j'estime que ses propos présentent un certain intérêt. Le terme de « sphère d'intérêts », pris dans le sens d'une délimitation des sphères d'influence ¹ des grandes Puissances, avait également été employé par Sir Horace Wilson dans son entretien avec M. le Conseiller d'Etat Wohlthat. Un fait digne d'attention, c'est ensuite que, tout comme Buxton, Chamberlain, prenant hier la parole aux Communes, a rappelé expressément l'accord anglo-français de 1904 et le traité anglo-russe de 1907, mais bien entendu, à un tout autre propos : le Premier Ministre a signalé qu'il avait fallu neuf mois de pourparlers en 1904 et quinze mois en 1907 pour aboutir à d'heureux résultats. Chamberlain a voulu atténuer par là le reproche qu'on lui adresse de faire traîner en longueur les conversations avec le Gouvernement soviétique.

Signé : von Dirksen.

ANNEXE.

NOTES.

A ¹ 3107 ².

Aujourd'hui, 29 juillet 1939, l'ex-député travailliste Mr. Charles Roden Buxton, frère de lord Noël Buxton, le pair travailliste bien connu, après entente préalable est venu me rendre visite pour avoir avec moi un entretien particulier. Mr. Roden Buxton qui à l'heure actuelle n'exerce aucun mandat, occupe à la direction du Labour Party un poste comparable à celui d'un officier dirigeant du Bureau des Opérations à l'Etat-Major général. Il a un bureau à lui à la Chambre des Communes et il prépare, pour le Labour Party, des recommandations sur des problèmes politiques. Sa femme et lui sont connus en Allemagne depuis leur courageuse intervention en faveur des populations civiles allemandes durant l'occupation française en Haute-Silésie et dans la Rhur. Mr. Roden Buxton est un quaker, et il jouit d'une excellente réputation, même auprès de ses adversaires politiques, en raison de sa connaissance des problèmes européens et de ses beaux traits de caractère. M. Roden Buxton a commencé par me prévenir qu'il ne parlait ni au nom du Labour Party, ni au nom du Gouvernement ; qu'il voulait uniquement m'exposer ses idées sur les possibilités qui, selon lui, existent encore de prévenir une conflagration. Il a dû se convaincre qu'une discussion publique concernant les moyens de sauvegarder la paix ne peut aujourd'hui conduire au but. L'état d'excitation des peuples est tel que toute tentative d'arbitrage raisonnable est aussitôt sabotée dans l'opinion. Il est donc nécessaire de revenir à une sorte de diplomatie secrète. Les milieux dirigeants d'Allemagne et de Grande-Bretagne doivent, par des conversations excluant toute participation de l'opinion publique, s'efforcer de trouver une voie qui permette de sortir de difficultés intolérables. La voie qu'il a en vue est celle qui, en 1904, a permis à lord Landsdowne de mettre fin à la tension avec la France et qui a fait également ses preuves en 1907, lors du règlement des rapports jusque-là tendus avec la Russie. En 1904 et en 1907 l'Angleterre était, au fond, placée devant les mêmes problèmes qu'aujourd'hui. De 1898 à 1904, la France avait profité de chaque occasion pour créer dans le monde des difficultés à l'Empire britannique, car elle estimait qu'il n'était d'autre issue, dans la situation tendue qui s'était créée, que de s'assurer le plus d'alliés possibles pour la guerre à venir. Les conversations menées à l'insu de l'opinion publique ont abouti au traité de 1904, qui attribuait le Nord-Ouest de l'Afrique à la France et le Nord-Est à l'Angleterre. Il en fut de même avant 1907. A cette époque, la Russie s'attachait à miner l'Empire dans le Sud de la Perse, en Afghanistan et au Thibet. Grâce au traité de 1907, les antagonismes ont été, cette fois encore, éliminés par la création de sphères d'intérêts.

Il se demande s'il ne serait pas possible d'appliquer aujourd'hui cette même procédure à l'égard de l'Allemagne. La notion d'espace vital, formulée par le Führer, oriente la pensée dans ce sens. J'ai ici interrompu M. Roden Buxton pour lui signaler que la politique britannique fait tout le contraire. Elle est intervenue dans des affaires qui n'entraient aucunement dans sa sphère d'intérêts. Elle a même accordé des garanties à des Etats qui n'en avaient que faire, et elle a poussé le Gouvernement polonais à une attitude d'intransigeance absolue vis-à-vis des propositions raisonnables de l'Allemagne. La réponse de M. Roden Buxton a montré qu'il n'approuve nullement cette politique, bien qu'il appartienne au Labour Party. C'est même pourquoi il est passé chez moi. Les antagonismes se sont à ce point aggravés qu'il n'est, à proprement parler, d'autre alternative que la guerre ou un accord raisonnable. M. Roden Buxton a ensuite esquissé le plan que voici :

La Grande-Bretagne se déclare prête à conclure avec l'Allemagne un accord délimitant les sphères d'intérêts. Par délimitation des sphères d'intérêts il entend, d'une part, la non-immixtion d'autres Puissances dans ces sphères d'intérêts et, d'autre part, la reconnaissance active du droit légitime, pour la grande Puissance favorisée, d'empêcher les Etats situés dans la sphère de ses intérêts, de mener une politique qui lui soit hostile. Concrètement, cela signifierait que :

- 1) L'Allemagne s'engage à ne point s'immiscer dans les affaires de l'Empire britannique.
- 2) La Grande-Bretagne s'engage à respecter entièrement les sphères d'intérêts allemandes à l'Est et au Sud-Est de l'Europe. Cela aurait pour conséquence que la Grande-Bretagne renoncerait aux garanties qu'elle a accordées à certains Etats situés dans la sphère des intérêts allemands. La Grande-Bretagne s'engage ensuite à travailler pour que la France répudie son alliance avec l'Union soviétique et renonce à toutes les attaches qu'elle possède dans le Sud-Est de l'Europe.
- 3) La Grande-Bretagne s'engage à mettre fin aux conversations actuellement menées avec l'Union soviétique en vue de la conclusion d'un pacte. A ce propos M. Roden Buxton a rappelé, de façon assez singulière, que le traité tchéco-soviétique était resté lettre morte.

De son côté, outre la non-intervention dont il a été question, l'Allemagne doit promettre :

- 1) de se déclarer acquise à une coopération européenne (M. Roden Buxton a exprimé à ce sujet des idées analogues à celles de Mussolini sur le pacte à quatre) ;
- 2) de garantir l'attribution, au bout de quelque temps, d'une certaine autonomie à la Bohême et à la Moravie (j'ai indiqué que cette autonomie culturelle existait déjà, et M. Roden Buxton n'a pas insisté sur cette idée) ;
- 3) de consentir à une réduction générale des armements. Ce n'est pas à l'Allemagne seule qu'on demandera de procéder à cette réduction des armements ; on veut éviter que les dépenses pour les armements ne ruinent complètement tous les peuples. Répondant à une question que je lui avais posée, Roden Buxton a déclaré que le potentiel d'armement ⁴ des Etats pourrait rester le même, mais à un niveau réduit : ce serait comme si une famille, après avoir habité un appartement au cinquième étage d'une maison moderne, en louait un autre de même dimension au second pour faire des économies. Cette concession, a-t-il dit, est nécessaire pour que Chamberlain et lord Halifax puissent entamer avec nous des pourparlers politiques sur une base raisonnable et réaliste. Il est clair qu'un programme aussi vaste qui, par ailleurs, réglerait également la question Coloniale dans un sens favorable à l'Allemagne, ne pourrait être discuté que dans le secret le plus absolu, et ne serait réalisable que dans une atmosphère de confiance accrue.

Je me suis, en somme, borné à écouter, mais à la fin de l'entretien j'ai énergiquement rappelé le discours du Führer qui, on le sait, a depuis longtemps déjà prévenu l'Angleterre qu'elle ne doit pas se mêler de choses qui ne la regardent pas. Pour terminer, j'ai demandé à Mr. Roden Buxton s'il avait fait part de ses réflexions à des membres du Gouvernement britannique. M. Roden Buxton s'est refusé à répondre nettement. Mais je crois que de ses explications diffuses on peut conclure que des idées de ce genre préoccupent Sir Horace Wilson, et par conséquent le Premier Ministre Chamberlain. Il n'est pas exclu que M. Roden Buxton ait voulu lancer un ballon d'essai. Mais j'ai eu l'impression que dans sa façon de penser M. Roden Buxton s'appuie sur une analyse exacte de la question.

Londres, le 31 juillet 1939.

Signé : Th. Kordt.

¹ Dans l'original : « Grossräume ».

² Cachet.

³ Les chiffres ont été ajoutés au crayon bleu.

⁴ Dans l'original : « Rüstungspotentiale ».

**NOTES SUR L'ENTRETIEN DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES
DIRKSEN AVEC LORD KEMSLEY**

Copie pour M. l'Ambassadeur.

POUR MÉMOIRE.

Lord Kemsley, chez qui j'étais invité à prendre le thé aujourd'hui, m'a fait part comme suit des impressions que lui a laissées son voyage en Allemagne :

Il a passé une journée à Berlin ; il a déjeuné avec le Reichsleiter Rosenberg ; puis il s'est rendu en automobile à Bayreuth en passant par Leipzig ; il a visité chemin faisant un camp du Service du Travail ; il a vu *Parsifal* et, pendant l'entracte, il a été présenté avec sa femme au Führer avec lequel il a eu une conversation de plus d'une heure. Il s'est aussi entretenu assez longuement avec le Ministre du Reich Goebbels ; puis il est retourné en Angleterre par Ostende.

Lord Kemsley a été très impressionné par l'enthousiasme (keenness) de toutes les personnalités allemandes, et des plus petits fonctionnaires eux-mêmes, avec lesquels il a parlé ; il a notamment cité le Gauleiter Waechtler qui lui a fait visiter les constructions de Nuremberg. Il a répété à plusieurs reprises que cela avait fait sur lui une très forte impression. Puis il a déclaré très fermement qu'il était tout simplement impossible que les peuples allemand et anglais fussent entraînés dans une guerre l'un contre l'autre.

Il s'est montré assez réservé sur son entretien avec le Führer. Il a dit que le Führer lui avait accordé tout le temps nécessaire pour parler et qu'il avait pu exposer en détail le point de vue anglais. Il a dit au Führer l'état d'esprit qui règne ici, et il s'est rencontré avec lui pour reconnaître qu'on était en présence d'une tension dangereuse à laquelle il fallait essayer de mettre fin. Il a également déclaré au Führer que Chamberlain serait accueilli avec la même approbation unanime du Parlement, qu'il annonçât aux Communes une déclaration de guerre ou qu'il proclamât qu'il considère qu'un accord avec l'Allemagne est bien près d'être réalisé. Le Führer lui a semblé très dispos et bien portant.

Lord Kemsley a aussi parlé avec beaucoup d'enthousiasme de son entretien avec le Reichsleiter Rosenberg (une personnalité charmante)¹, auquel il a expliqué que, tout comme Hitler et Mussolini, Chamberlain est en quelque sorte le Führer de l'Angleterre. Ses paroles ont fait visiblement une certaine impression sur Rosenberg.

La personnalité du Ministre du Reich Goebbels, qu'il considère comme un homme très intelligent et d'une vaste culture, a également produit sur lui une très forte impression.

Il a eu aussi, naturellement, de longs entretiens avec le Dr. Dietrich, chef de la presse du Reich, qui lui a expliqué qu'au point de vue politique l'heure n'était pas venue de procéder à l'échange prévu d'articles de journaux, et qu'il vaudrait mieux attendre un moment politiquement plus favorable, qui sans doute ne tarderait pas à venir. Il ne semble pas que lord Kemsley ait contesté cet argument et il ne s'est pas montré particulièrement contrarié de cet ajournement.

Il a dit ensuite qu'il avait reçu une invitation à assister au congrès du parti, mais qu'il ne savait pas s'il aurait le temps d'en profiter.

Londres, le 2 août 1939.

[Dirksen].

1. A M. Kordt.
2. A M. von Welck.
3. A M. le Dr. Hesse, pour information.
4. Aux Archives.

¹ En anglais dans l'original : « charming personality ».

N°24

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN A
L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AVEC, EN ANNEXE, DES NOTES SUR
L'ENTRETIEN DIRKSEN — HORACE WILSON**

A. 3186.

1 copie.

1 annexe (en 3 exemplaires).

Copie pour M. l'Ambassadeur.

Londres, le 3 août 1939.

Absolument secret.

RAPPORT POLITIQUE.

A l'Office des Affaires étrangères, Berlin.

Objet : Notes sur l'entretien avec Sir Horace Wilson.

Me référant à mes précédents rapports télégraphiés du 31. VII N° 277 ¹ et du 1. VIII N° 278 ², je vous envoie ci-jointes mes notes sur l'entretien que j'ai eu le 3 août avec Sir Horace Wilson.

Signé : von Dirksen.

ANNEXE AU RAPPORT DU 3.8.1939.

A. 3186.

Absolument secret.

NOTES SUR L'ENTRETIEN AVEC SIR HORACE WILSON LE 3 AOÛT 1939.

I.

La conversation que M. Kordt a eue avec Mr. Butler ayant révélé que Sir Horace Wilson désirait avoir un entretien avec moi en sus de sa conversation avec M. Wohlthat, il, a été convenu que je passerais chez lui aujourd'hui à 4 heures. L'entretien a eu lieu et a duré près de deux heures.

II.

J'accordais une grande importance au fait que Sir Horace Wilson pouvait confirmer les notes que j'avais prises après mon entretien avec M. Wohlthat relativement à sa conversation avec Sir Horace Wilson. Il me semblait essentiel de recevoir cette confirmation, afin de pouvoir me faire une idée tout à fait nette sur ces points si importants, d'autant plus qu'après l'incident provoqué par l'indiscrétion de Hudson, une nouvelle campagne a été déclanchée contre la politique d'apaisement de Chamberlain. J'ai pu constater que ce qui a fait le fond des conversations Wohlthat-Wilson n'a pas changé. Sir Horace Wilson m'a confirmé avoir remis à M. Wohlthat le programme de pourparlers suivant :

1) Conclusion d'un pacte de « non-agression » par lequel les deux parties s'engagent à ne point recourir à une action agressive unilatérale en tant que méthode de leur politique. La vraie pensée du Gouvernement anglais sur ce point, Sir Horace Wilson me l'a dévoilée quand je lui eus demandé au cours de l'entretien comment un accord avec l'Allemagne pouvait aller de pair avec la politique d'encerclement menée par le Gouvernement anglais : il m'a répondu qu'un accord anglo-allemand comportant la renonciation à une agression contre de tierces Puissances rendrait, le Gouvernement britannique entièrement quitte des engagements de garanties qu'il assume à l'heure actuelle vis-à-vis de la Pologne, de la Turquie, etc. ; car ces engagements n'ont été pris que pour le cas d'une agression, et c'est cette éventualité qu'ils envisagent dans leur rédaction actuelle. Ce danger une fois disparu, les engagements tomberaient d'eux-mêmes.

2) Une déclaration anglo-allemande où les deux Puissances proclament leur désir de provoquer une détente ³ de l'atmosphère politique pour créer la possibilité d'une collaboration en vue d'améliorer la situation économique mondiale.

3) Des pourparlers sur le développement du commerce extérieur.

4) Des pourparlers relatifs aux intérêts économiques de l'Allemagne dans le Sud-Est.

5) Des pourparlers sur la question des matières premières. Sir Horace Wilson a souligné que la question coloniale doit également figurer ici. Il serait pour le moment inopportun d'approfondir cette question très délicate. Il suffirait de convenir que la question coloniale doit être objet de pourparlers.

6) Un accord de non-intervention. Sir Horace Wilson a expliqué que la déclaration que l'on demande à la partie allemande figure déjà dans le discours du Führer du 28 avril. Du côté anglais on serait prêt à faire, concernant la plus grande Allemagne ⁴, une déclaration de non-intervention qui couvrirait aussi la question de Dantzig. Relativement à la sphère des intérêts allemands, Sir Horace Wilson a évité de se prononcer aussi nettement que lors de son entretien avec M. Wohlthat, ou que M. Roden Buxton dans sa conversation avec M. Kordt, bien qu'on puisse conclure de la marche de l'entretien que cette revendication allemande pourrait être discutée dans ce point du programme.

7) Armements ⁵. Sir Horace Wilson a dit à ce sujet qu'il voulait souligner nettement qu'il fallait entendre par là non pas un désarmement, mais des conversations sur les armements en général. Il est apparu par la suite qu'il se rend très bien compte des difficultés que présente un accord sur une limitation des armements, et aussi qu'un tel accord ne peut être mis à l'ordre du jour et réalisé que dans quelques années.

8) Profitant de l'occasion, j'ai demandé à Sir Horace Wilson de m'expliquer comment les bruits relatifs à un gros « emprunt de désarmement » que, dit-on, Mr. Hudson aurait promis, avaient pu apparaître dans les journaux, étant donné que M. Wohlthat n'en a pas parlé dans l'entretien qu'il a eu avec moi. Sir Horace Wilson a dit qu'on avait examiné à plusieurs reprises les moyens à employer pour surmonter les difficultés financières et économiques qui seraient à craindre à la suite d'une limitation des armements. Il se peut que Hudson se soit saisi de cette idée et l'ait développée. Mais aujourd'hui, cette question est enterrée ; elle ne se pose plus. Il croit, quant à lui, qu'on aurait dans ce cas ⁶ à traverser une période de trois à six mois de difficultés financières, surtout dans le domaine de la technique monétaire.

III.

Revenant à l'entretien qu'il a eu avec Wohlthat, Sir Horace Wilson a souligné que l'ouverture de pourparlers confidentiels avec le Gouvernement allemand était liée à un gros risque pour Chamberlain. Si quelque chose en transpirait, le scandale serait énorme, et Chamberlain serait sans doute contraint de donner sa démission. Le député travailliste Dalton a déjà signalé hier aux Communes les bruits qui courent à propos de nouvelles « tentatives d'apaisement » de Chamberlain ; et lui, Wilson, vient de recevoir une lettre anonyme qui veut le mettre en garde, ainsi que Chamberlain, contre des manœuvres de ce genre.

Comme j'objectais qu'il me semblait douteux qu'un Gouvernement anglais pût conclure avec l'Allemagne un accord qui l'engagerait, étant donné l'état d'esprit qui règne actuellement et que quiconque se prononce pour une entente avec l'Allemagne est considéré comme un traître et flétri comme tel, Sir Horace Wilson m'a répondu qu'un tel accord était parfaitement possible, mais que les personnalités participant aux négociations du côté anglais devraient déployer toute leur habileté pour ne pas aboutir à un échec. Au stade actuel, il faut avant tout le secret le plus absolu. La question s'est posée : comment et sous quelle forme pourra-t-on par la suite informer l'opinion des plans du Gouvernement ? A ce propos, Wilson m'a dit — sans se préoccuper si c'était à tort ou à raison — que du côté anglais la confiance dans l'Allemagne et dans ses intentions pacifiques, avait été ébranlée ; qu'il fallait avant tout convaincre l'opinion britannique qu'elle pouvait avoir confiance [en l'Allemagne]. En outre, il est à craindre que dans les semaines ou dans les mois qui viennent, des événements se produisent qui provoqueront une nouvelle crise. Selon des informations que possède le Gouvernement britannique, 2 millions d'Allemands seraient bientôt appelés sous les drapeaux ; et des manœuvres menaçantes pour la Pologne, auxquelles participeraient un grand nombre d'avions, se dérouleraient à la frontière polonaise. Si l'on tient compte aussi de la récente déclaration du Ministre du Reich Goebbels, disant que la guerre des nerfs doit continuer, on peut s'attendre à une situation telle qu'il serait difficile de croire au succès des futures négociations. Il n'y aurait aucun sens en effet à poursuivre des conversations en vue d'un accord si une nouvelle crise dangereuse était à prévoir. Il faut bien reconnaître qu'on aboutit à un cercle vicieux, car on ne saurait calmer l'opinion publique en annonçant des négociations (on ferait ainsi tort aux négociations), alors qu'on se refuse du côté allemand à faire des déclarations apaisantes tant qu'on n'aura pas un tableau net en ce qui concerne les négociations. Étant donné la constitution démocratique qui est celle de l'Angleterre, il est difficile à Chamberlain d'adresser à l'opinion publique une déclaration d'apaisement, car alors il devrait sans doute donner sa démission avec tout son cabinet. Ce cercle vicieux pourrait être plus vite rompu si le Führer, qui n'a pas à craindre d'attaques à l'intérieur, prenait l'initiative de faire une déclaration apaisante de ce genre. Il le peut d'autant mieux qu'il est un homme d'État non seulement grand mais, encore heureux qui, conscient de sa force et des succès qu'il a obtenus, peut dire son mot sans risquer de nuire à son prestige et sans avoir à craindre des ébranlements intérieurs.

A cela, j'ai répondu que les grandes manœuvres projetées en Allemagne ne peuvent d'aucune manière être comparées aux mesures militaires prises par d'autres États : les Polonais ont depuis quatre mois mobilisé 1

million d'hommes et sont à notre frontière (Sir Horace Wilson a contesté ce chiffre, mais il n'a pas protesté quand j'ai dit 900.000) ; les forces armées anglaises de terre, de mer et de l'air sont plus ou moins mobilisées ; d'importantes mesures de mobilisation ont été prises en France. Il est donc impossible d'exiger de nous que nous rapportions nos mesures ou que nous renoncions aux manœuvres.

Sir Horace Wilson a répliqué que ce n'est pas ce qu'il avait en vue ; il existe toutefois des différences essentielles dans la manière d'exécuter les manœuvres. On peut les organiser de telle sorte que l'autre partie y voie une menace directe et un défi ; mais on peut aussi les exécuter différemment, comme des manœuvres ordinaires du temps de paix.

J'ai de nouveau rappelé que si l'on nous accuse d'avoir trompé la confiance qu'on avait mise en nous, nous sommes là-dessus d'un autre avis que les Anglais. Quoiqu'il en soit, c'est un fait que durant ces derniers mois le but de la politique anglaise a été de monter une coalition mondiale contre l'Allemagne, et qu'aujourd'hui encore elle tient certains membres de la coalition financièrement et militairement prêts à une action éventuelle contre l'Allemagne. Nous devons savoir avec certitude comment le Gouvernement anglais concilie cette politique avec la possibilité d'un accord avec l'Allemagne. Il ne saurait assurément être question pour le Führer de faire des déclarations apaisantes ou amicales sans savoir sur quelle attitude il peut compter de la part des Anglais en ce qui concerne les revendications allemandes légitimes.

En réponse, Sir Horace Wilson a réitéré, concernant la politique anglaise d'encerclement, l'explication déjà citée, à savoir que cette politique serait infirmée par la conclusion d'un traité de non-agression avec l'Allemagne, Quant à l'assurance, que doit avoir le Führer, que des concessions seront faites du côté anglais avant qu'il puisse en quelque sorte tendre la branche d'olivier, là aussi il y a une difficulté : c'est qu'il faut aboutir au préalable à des résultats concrets ; quoiqu'il en soit, la partie allemande doit être bien certaine qu'elle est pleinement informée du programme des conversations ; la partie anglaise ne s'est-elle pas déclarée prête à discuter tous les points que lui soumettra la partie allemande ? Jusqu'à quel point il sera possible d'arriver à une entente, il est naturellement encore trop tôt pour le dire.

L'entretien s'est ensuite porté sur la question de savoir comment devaient être poursuivies les conversations commencées avec M. Wohlthat, si toutefois la partie allemande désirait les poursuivre. Sir Horace Wilson a dit que la partie anglaise serait profondément déçue si nous ne continuions pas l'œuvre entreprise : il ne resterait plus alors qu'à rouler vers la catastrophe⁷. C'est pourquoi il voudrait tant savoir comment on a accueilli à Berlin son entretien avec Wohlthat.

Je lui ai répondu que je ne pouvais rien dire de précis à ce sujet. Que je ne voyais pas moi-même clairement comment, d'un point de vue purement technique, ces conversations pourraient être poursuivies ; il ne pouvait, par exemple, être question d'un nouveau voyage de M. Wohlthat à Londres à la suite de l'indiscrétion de Hudson.

Sir Horace Wilson pense qu'on peut trouver une issue ; il sera possible de s'entendre, le moment venu. Les deux délégués pourraient se rencontrer en Suisse, ou bien ailleurs.

IV.

L'entretien que je viens d'esquisser a fait progressivement apparaître certains points précis que Sir Horace Wilson a résumés sous la forme suivante :

- 1) Quelles instructions le Führer a-t-il données concernant la discussion ultérieure du rapport présenté par Wohlthat, et que pense le Gouvernement allemand des mesures à prendre immédiatement ?
- 2) Sera-t-il possible au Führer d'influer sur les événements des prochaines semaines, pour autant que cela dépend de lui, afin qu'ils ne conduisent pas à une aggravation de la situation ?
- 3) En admettant que le programme et certains de ses points à discuter soient déjà élaborés, comment le Führer pourrait-il faire savoir qu'il est décidé à prendre l'initiative de créer une atmosphère où le programme des conversations pourrait être débattu avec des chances de succès ?

J'ai demandé quel serait, du côté anglais, l'apport préalable justifiant un apport préalable analogue du côté allemand. Sir Horace Wilson a répondu que le Gouvernement britannique avait donné des preuves de sa bonne volonté et de son initiative en examinant avec M. Wohlthat les points déjà mentionnés, et qu'il avait de la sorte informé le Gouvernement allemand qu'il était prêt à entreprendre des pourparlers.

Il ressort de toute la conversation que j'ai eue avec Sir Horace Wilson qu'il considère le programme de pourparlers qu'il a communiqué à M. Wohlthat, et qu'il m'a confirmé, comme un sondage officiel de la part de l'Angleterre qui attend à présent une réponse de l'Allemagne. Il était bien évident que la partie anglaise était très inquiète de la situation difficile où ses manœuvres ont conduit le Gouvernement britannique. D'une part, une opinion publique qu'il a surexcitée par sa politique et par sa propagande antiallemande ; de l'autre, le désir de prévenir, par un accord avec l'Allemagne, une guerre qu'on estime inévitable dans le cas contraire.

L'inquiétude à l'idée que sa politique d'encerclement peut avoir à en souffrir passe, me semble-t-il, au second plan ; le sentiment ici dominant est que les liens qu'on a établis au cours de ces derniers mois avec d'autres Etats ne sont qu'un moyen subsidiaire en vue d'arriver à une entente effective avec l'Allemagne, et que ces liens cesseront d'exister dès qu'on atteindra le seul but important et digne d'efforts : un accord avec l'Allemagne. De même, l'adhésion éventuelle de la France et de l'Italie n'ont joué dans l'entretien qu'un rôle secondaire. Sir Horace Wilson a dit incidemment que c'est entre l'Allemagne et l'Angleterre que l'accord doit être conclu ; bien entendu, au cas où cela serait jugé souhaitable, l'Italie et la France pourraient être invitées à s'y associer.

Londres, le 3 août 1939.

Signé : von Dirksen.

¹ Voir le document N° 18.

² Voir le document N° 21.

³ Dans l'original, on lit en anglais et entre parenthèses : « improve ».

⁴ Dans l'original : « Gross-Deutschland ». Après ce mot on lit entre parenthèses : « Greater Reich ».

⁵ Dans l'original, le mot anglais : « Armaments » a été ajouté entre parenthèses.

⁶ De toute évidence, au cas où un désarmement serait réalisé.

⁷ Dans l'original, on lit, entre parenthèses, ces mots en anglais : « heading on to the catastrophe ».

NOTES SUR L'ENTRETIEN DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AVEC HALIFAX

Copie pour M. l'Ambassadeur.

Secret !

NOTES SUR L'ENTRETIEN AVEC LORD HALIFAX 9 AOÛT 1939.

Après que j'eus communiqué à lord Halifax le but de ma visite — c'était une visite d'adieu avant mon départ en congé — il se mit à parler de la situation à Dantzig et me demanda si je pouvais lui indiquer pourquoi la polémique s'envenimait dans la presse des deux pays. Je lui ai répondu affirmativement ; j'ai cité l'article provocateur du [journal] Czas, et j'ai ajouté que même sans cela la partie allemande avait encore, incontestablement, d'autres sujets d'inquiétude et d'irritation, le commissaire général polonais Chodacki ayant déclaré au commissaire de la Société des Nations Burckardt que l'ouverture des frontières douanières de Dantzig avec la Prusse orientale signifierait la guerre, — ce qui prouve une fois de plus le bien-fondé de ses craintes quant à la possibilité où sont les autorités polonaises locales de créer à tout moment une menace pour la paix.

A quoi lord Halifax a répondu que je pouvais être persuadé que lui-même et le Gouvernement britannique font tout ce qui dépend d'eux pour amener les Polonais à la modération. Il est en outre convaincu que ni Beck ni Rydz-Smigly ne veulent un conflit avec l'Allemagne.

Je lui ai fait remarquer que la diversité des déclarations et des opinions politiques a toujours fait la faiblesse intérieure de la Pologne ; aujourd'hui, cela se répète. A l'état d'esprit pacifique de certaines personnalités s'opposent les tendances belliqueuses d'autres groupes politiques.

Lord Halifax ayant déclaré qu'il serait hautement désirable qu'on fit preuve de modération de part et d'autre pour que le calme se rétablît et que la possibilité d'un accord apparût au cours des conversations, j'ai répondu que, pour notre part, nous avons dans une large mesure fait preuve de calme et de modération, et j'ai cité à titre d'exemples l'attitude du Sénat ¹ pendant ces derniers jours et les démentis que nous avons opposés aux communications alarmantes de la presse mondiale.

A ce propos, j'ai expliqué à lord Halifax que ce qu'il faut craindre de la situation internationale, c'est moins une explosion violente et inévitable dans un avenir immédiat, que le fait que l'on bloque de toutes parts les possibilités d'un règlement des antagonismes par la voie des pourparlers. Le complexe de Dantzig a cessé d'être un objet de pourparlers possible, depuis que Chamberlain, par sa déclaration du 12 juillet, en a trop rétréci le cadre, — sans parler de l'attitude polonaise et du fait qu'on excite la presse mondiale par de fausses nouvelles. Ramener le calme dans la situation internationale est en général devenu impossible par suite de la création d'un front de la non-agression, des nouvelles alarmantes qui se succèdent sans cesse sur l'envoi de commissions militaires ² en Pologne ou à Moscou, ou encore de communications relatives au renforcement financier des adversaires éventuels de l'Allemagne. Il va sans dire que nous suivons avec une attention extrême et très résolument la façon dont ces événements se développent, et que nous tirons nos conclusions. Enfin, le complexe des rapports germano-anglais est bloqué parce qu'à chaque tentative de compromis de la part du Gouvernement anglais, l'opinion publique en Angleterre s'insurge et crie à la trahison.

Lord Halifax a exprimé une fois de plus son opinion que l'on connaît déjà : la confiance a été fortement ébranlée, surtout celle du peuple anglais, à la suite de l'entrée des Allemands à Prague, quoi que l'on puisse incontestablement dire bien des choses pour justifier cette dernière, comme aussi pour justifier les autres actions brusquées de l'Allemagne, et tant que la tranquillité ne sera pas recouvrée, tant que la confiance ne sera pas rétablie, la tension se prolongera. Le Führer est le seul homme au monde qui pourrait faire renaître cette confiance en donnant, d'une manière ou de l'autre, le signal pour une détente de l'atmosphère. Lui, Halifax, a essayé d'expliquer le sens de la politique anglaise dans son discours de Chatham-house et sans doute y a-t-il réussi, car il a reçu de nombreux témoignages d'approbation de tous les points du pays. La politique anglaise poursuit un double but : elle veut, d'une part, prévenir d'autres actes d'agression en groupant les puissances ; de l'autre, améliorer les relations avec l'Allemagne en examinant ses revendications et ses griefs au cours de pourparlers. Il est convaincu que la glace une fois rompue, on ira très loin du côté anglais pour parvenir à un accord avec l'Allemagne.

Dans la suite de l'entretien, lord Halifax m'a dit qu'il voulait m'exposer en détail ses idées et ses opinions consécutives à Munich, et la manière dont elles se sont modifiées depuis. Après Munich, il était convaincu que pour 50 ans la paix était assurée au monde à peu près sur cette base : l'Allemagne, puissance dominante sur le continent, exercerait avant tout ses droits dans le Sud-Est de l'Europe, des droits de caractère essentiellement commercial et politique ; là, l'Angleterre ne ferait du commerce que sur une échelle réduite ; en Europe

occidentale, l'Angleterre et la France, mises à l'abri d'un conflit avec l'Allemagne par des lignes de fortifications établies de part et d'autre, s'attacheraient à protéger leurs possessions par des mesures défensives et à développer leurs ressources [naturelles] ; amitié avec l'Amérique ; amitié avec le Portugal ; l'Espagne resterait en attendant un facteur encore mal défini, qui, en tout cas, resterait nécessairement en dehors de toute combinaison de Puissances pour les années qui viennent ; la Russie, située à l'écart, continuerait d'être le grand pays difficilement observable ; l'Angleterre s'efforcera d'assurer ses communications à travers la Méditerranée par Aden, Colombo, Singapour, vers les Dominions et l'Extrême-Orient. Mais l'entrée à Prague a eu lieu, et elle a tout changé ; avant tout, elle a brisé l'idée de stabilité que l'on s'était faite de la nouvelle situation internationale. Puis des doutes sont apparus : où l'Allemagne s'arrêterait-elle, et s'arrêterait-elle jamais ? Et le désir est né de se mettre à l'abri de nouvelles surprises.

Je lui ai répondu que, naturellement, ce processus revêt pour les Allemands un aspect tout autre ; je ne veux pas parler des nombreuses fois où l'on a trompé notre confiance, ni de la triste expérience qui nous a obligés à compter non sur des pourparlers, mais sur la promptitude de nos propres décisions. Je sais fort bien l'interprétation que lord Halifax donne à sa politique, à la politique britannique. Mais il doit, de son côté, se mettre à la place d'un homme d'Etat allemand. Celui-ci ne voit qu'une chose : une coalition toujours grandissante est en train de se créer contre l'Allemagne et le potentiel de guerre qui s'oppose à celle-ci augmente et se modifie constamment, et non en sa faveur. Dans le meilleur des cas, on peut comparer la politique de l'Angleterre à celle d'un homme qui jetterait un filet à la tête d'un autre homme en lui disant que s'il se tient tranquille, il ne lui arrivera aucun mal, mais que s'il se met à marcher, il se fera aussitôt un grand tort à lui-même. Rien d'étonnant si l'Allemagne, voyant tout cela, considère avec un certain scepticisme les déclarations des hommes d'Etat anglais quand ils affirment leur désir de tenir compte des revendications allemandes, de leur plein gré et par des pourparlers. Je ne puis non plus considérer que l'on ait raison de parler sans cesse de confiance trompée. La confiance et la foi dans la probité d'un partenaire ne naissent qu'au cours de longs rapports d'affaires exempts de déceptions. Mais cela n'exclut pas la confiance qui est nécessaire pour conclure un traité, et qui naît de la conscience de sa propre force. L'Angleterre peut sans doute trouver en elle cette confiance en s'appuyant sur le groupement des Puissances qui sont pour elle. Mais au lieu de cela l'opinion publique s'émeut à l'extrême chaque fois que l'Angleterre et l'Allemagne parlent de régler les rapports anglo-allemands, ne fût-ce que sur le plan économique, comme ce fut le cas lors des conversations Wohlthat-Hudson. Cela montre, me semble-t-il, que du côté anglais, notamment en raison du système démocratique et de l'attitude incorrecte adoptée par la presse, les conditions font défaut pour un règlement pacifique³.

Lord Halifax m'a expliqué que si, aux Communes, Chamberlain se levait et déclarait qu'après tels et tels actes commis par l'Allemagne, il ne reste plus qu'à faire la guerre, le Parlement serait unanime à le suivre ; mais qu'il l'approuverait également s'il déclarait voir la possibilité d'un arrangement avec l'Allemagne. Cet arrangement, chaque Anglais le désire, au fond. L'autre jour, lors d'une *garden-party*, il s'est entretenu, dans sa résidence d'été, avec de nombreux mineurs et avec les secrétaires de leurs syndicats. Ils ont été unanimes à lui affirmer que les députés travaillistes de l'opposition, à la Chambre des Communes, n'expriment pas l'opinion véritable de l'homme qui travaille. Le Premier Ministre a fait la même expérience lors de son voyage dans la Galles du Sud ; la situation y est assez complexe ; n'empêche que le Premier Ministre a été accueilli avec un réel enthousiasme. Lui-même, Halifax, s'est rendu compte que les mineurs à qui il a parlé comprenaient et approuvaient la politique du Gouvernement : il ne doit plus y avoir d'agression ; une solution pacifique des difficultés existantes est désirable⁴. Il doit convenir avec moi qu'à l'heure actuelle l'opinion publique, très montée, envisage avec méfiance des pourparlers avec l'Allemagne, et que les difficultés que j'ai mentionnées sont en effet insolubles pour le moment. Mais il n'est pas moins vrai qu'une période de tranquillité, indispensable pour apaiser l'opinion publique, créerait une situation tout autre, et qu'alors, il serait incontestablement possible de discuter les problèmes de l'apaisement. Le Gouvernement britannique souhaite très vivement que cela arrive bientôt ; alors il ira très loin pour atteindre ce but.

Londres, le 9 août 1939.

Signé : von Dirksen.

1. A M. Kordt, pour information.
2. Sous pli fermé pour les Archives.

¹ Du Sénat de Dantzig.

² C'est ainsi dans l'original.

³ Dans l'original les trois dernières phrases ont été biffées au crayon.

⁴ Dans l'original les deux points devant « il ne doit plus » ont été remplacés par un point et on a biffé la fin de la phrase.

**NOTES SUR L'ENTRETIEN DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES
DIRKSEN AVEC L'AMBASSADEUR D'ITALIE A BERLIN ATTOLICO**

Secret.

NOTES SUR L'ENTRETIEN AVEC L'AMBASSADEUR ATTOLICO ¹

Lors de mon séjour à Berlin, j'allai rendre visite le 15 août, sans l'avoir averti, à l'Ambassadeur d'Italie Attolico, avec lequel je suis en rapports d'amitié très étroits depuis le temps où nous étions tous les deux à Moscou. Comme il avait une visite, il me pria d'attendre quelques minutes, disant qu'ensuite il disposerait d'un temps illimité pour s'entretenir avec moi. Dans l'intervalle, j'entendis qu'on l'appelait au téléphone pour une communication urgente. Après quelques paroles de bienvenue, M. Attolico me dit qu'on venait de lui téléphoner de Rome et qu'il devait s'y rendre immédiatement pour faire son rapport. Il paraissait très ému et très excité, et il ajouta sans aucun préambule qu'il devait me parler d'homme à homme, d'ami à ami, et qu'il est des moments où c'est ainsi qu'il faut agir.

Lors des pourparlers avec Ciano, me dit-il, des décisions ont été prises qui peuvent facilement entraîner la guerre, et plus précisément la guerre avec la Pologne. On a pris pour point de départ cette thèse erronée que l'Angleterre n'interviendrait pas. J'exprimai en quelques mots des doutes quant à l'exactitude de ces renseignements, disant qu'on aurait très certainement prévu l'éventualité d'une participation de l'Angleterre à un tel conflit. Mais M. Attolico resta sur son opinion et me dit que je devais m'employer à faire revenir mes supérieurs sur leur opinion. Je lui répondis que je me préparais justement à présenter mes rapports.

Tout notre entretien n'a pas duré plus de cinq minutes ; M. Attolico était aussi ému que pressé, et il a été presque seul à parler. Je me suis borné à placer quelques brèves remarques, ne pouvant pas ne rien objecter à l'affirmation qu'une guerre avec la Pologne est inévitable, et qu'en l'occurrence l'Allemagne n'a pas tenu compte du rôle de l'Angleterre.

von Dirksen ².

¹ Non datées.

² Signature autographe de Dirksen.

N°27

**LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ALLEMAGNE WEIZSAECKER AVEC, EN ANNEXE, UN MÉMORANDUM SUR
LA POSITION PRÉSUMÉE DE L'ANGLETERRE AU CAS D'UN CONFLIT
GERMANO-POLONAIS**

Groeditzberg, circonscription de Goldberg,

Silésie, le 19.8.1939.

Personnel et confidentiel ¹.

Cher M. von Weizsaecker,

Sur la base de notre dernier entretien à Berlin, j'ai résolu d'exposer, dans un mémorandum à M. von Ribbentrop, quelle serait selon moi la position de l'Angleterre dans un conflit germano-polonais. J'aurai ainsi plus de chances d'arriver à mon but — qui est de me faire entendre — que si j'essayais encore une fois d'écrire à M. le Ministre des Affaires étrangères du Reich pour le prier de me recevoir afin d'entendre mon rapport.

C'est pourquoi je joins mon mémorandum à cette lettre, en vous priant de le faire parvenir au Ministre des Affaires étrangères du Reich, si vous n'avez aucune objection à faire quant à sa teneur. Au cas où vous en auriez, je vous saurais gré de me le dire. Mais j'espère que vous n'en aurez point, car ayant conscience de mes responsabilités, je me suis efforcé d'exposer mes idées aussi clairement et avec autant de circonspection que possible.

Je vous serais obligé si votre chancellerie, ayant préparé la quantité de copies nécessaires pour l'expédition, en envoyait une à l'Ambassade de Londres. Vu l'insuffisance des moyens techniques dont je dispose ici, et afin d'aller plus vite, je n'ai pas préparé de copies.

En ce qui concerne les renseignements qui vous ont été communiqués hier par téléphone, je n'ai pas précisé mon attitude à leur égard, car j'ignore la teneur des propos qui me sont attribués, et avec la meilleure volonté du monde, je ne vois pas ce qu'on pourrait trouver à redire aux quelques mots que j'ai prononcés au cours d'un entretien qui n'a pas duré plus de cinq minutes ².

Avec mes meilleurs vœux et Heil Hitler !

Toujours vôtre ;

Dirksen.

ANNEXE.

Groeditzberg, Silésie, le 18 août 1939.

Secret.

**MÉMORANDUM SUR LA POSITION PRÉSUMÉE DE L'ANGLETERRE AU CAS D'UN CONFLIT
GERMANO-POLONAIS.**

I. Etant donné la tension toujours croissante que l'on observe dans les rapports germano-polonais, la question de la position présumée de l'Angleterre au cas d'un conflit germano-polonais acquiert une importance qui grandit sans cesse. Pour y répondre, il faut tout d'abord analyser les causes qui ont incité la Grande-Bretagne à une liaison aussi étroite avec la Pologne.

II. Les considérations de politique extérieure qui ont commandé cette liaison sont connues et n'ont besoin que d'être caractérisées sous une forme brève et expressive : la très vive inquiétude éprouvée par l'Angleterre dès 1933-1936 à la suite du renforcement de l'Allemagne, s'est encore accentuée après l'Anschluss de l'Autriche et le retour au Reich de la région des Sudètes. Les résultats de Munich ont été considérés comme une défaite diplomatique. Après le rattachement de la Bohême et de la Moravie, qui eut lieu en mars dernier, et sous l'influence de l'inquiétude toujours croissante qui résulte du fait que la situation de la Grande-Bretagne dans le monde se trouve menacée, la volonté a mûri de s'opposer à toute modification ultérieure du rapport des forces en faveur de l'Allemagne, qui serait réalisée au moyen d'actes unilatéraux. Pour atteindre ce but on a repris la vieille conception de la sécurité collective, mais sous cette nouvelle enseigne : « formation d'un front de non-agression », autrement dit, encerclement de l'Allemagne. La Pologne est devenue la clé de voûte de ce front de non-

agression : en mars, une campagne mensongère déclenchée dans la presse l'a proclamée la nouvelle « victime » de l'« agression » allemande. Tant que l'Angleterre s'en tiendra à la politique d'encerclement, elle devra considérer l'exécution des garanties données à la Pologne comme une question dont dépend dans une grande mesure sa réputation à l'extérieur.

III. En dehors des facteurs de politique extérieure, d'autres facteurs importants, d'ordre psychologique, influent sur la position de l'Angleterre à l'égard de la Pologne. Les nombreuses défaites diplomatiques que l'Angleterre a essuyées l'une après l'autre au cours de ces dernières années (Asie orientale, Abyssinie, Espagne, Autriche, Munich, Bohême-Moravie, échec de la politique de la S.D.N.) ont agi de façon toujours plus déprimante sur l'amour-propre anglais. L'abandon du Négus, de Schuschnigg, de Benès, il l'a ressenti comme un aveu d'infériorité morale qui finirait par faire apparaître l'Angleterre aux yeux du monde entier comme un pays faible, indigne de confiance et de crédit politique. En même temps que le revirement qui, en politique extérieure, fut la conséquence de la nouvelle orientation de la politique anglaise après le 15 mars, on a vu se produire un revirement moral. Aujourd'hui, sur la base des nouveaux engagements qu'elle a assumés, l'Angleterre veut prouver sa force et sa fidélité aux traités, et rétablir sa réputation politique. En même temps, elle veut surmonter en elle son complexe d'infériorité. Voilà la raison cachée de la répétition continuelle, et qui semblerait presque hystérique, de cette seule et même thèse, par Chamberlain et les autres hommes d'Etat britanniques : si Dantzig est rattaché à l'Allemagne contre la volonté de la Pologne, — sans parler du rattachement ultérieur des anciens territoires allemands, — la Grande-Bretagne ne pourra rester passive et devra considérer que le casus foederis est créé.

C'est pourquoi l'opinion anglaise regarde Dantzig comme hypnotisée et en proie à une idée fixe.

C'est un facteur psychologique avec lequel il faut compter, et qui permet de tirer des conclusions sur la position de l'Angleterre au cours du développement ultérieur des rapports germano-polonais.

IV. Ce qui joue encore un grand rôle dans l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis du complexe des problèmes germano-polonais, c'est la circonstance suivante, qui n'a rien à voir avec la politique extérieure : l'Angleterre ne connaît pas le vrai visage de la Pologne. Au cours de nombreux siècles de voisinage, les Allemands ont compris la fragilité de l'Etat polonais, la manie des grandeurs qui lui est propre, sa soif de conquérir et d'opprimer implacablement les minorités nationales, mais cette compréhension est restée étrangère aux Anglais pour différentes raisons : parce qu'ils sont naturellement peu enclins à aller au fond d'une situation et d'une mentalité qui leur sont étrangères ; parce qu'ils sont butés en ce qui concerne tous les arguments qui plaident en faveur des revendications formulées par l'Allemagne et, enfin, parce que pendant cinq années de trêve dans les contestations germano-polonaises — 1934-1939 — nous n'avons pas pu tirer parti des vexations infligées à la minorité allemande, dans une pleine mesure et avec suffisamment de force. C'est pourquoi l'opinion anglaise accueille actuellement avec réserve et défiance les communications allemandes et dantziennes relatives aux violences inouïes perpétrées par la Pologne, et qu'elle a tendance, dans les cas douteux, à se ranger du côté de cette dernière.

V. Se basant sur cet exposé des facteurs pondérables et psychologiques qui influent sur l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis du complexe des problèmes germano-polonais, on peut se demander : quelle est la position qu'occuperait éventuellement l'Angleterre dans un conflit germano-polonais ?

1) Il faut tout d'abord faire cette remarque d'ordre général : la Grande-Bretagne ne s'est pas liée à 100% : elle ne s'est pas engagée d'avance à intervenir aux côtés de la Pologne au cas de *n'importe quel* ³ conflit. Cela contredirait à la psychologie des Anglais qui se ménagent toujours la possibilité de se dérober aux engagements pris. Ainsi s'explique la condition en vertu de laquelle le casus foederis ne joue pour l'Angleterre que si l'indépendance de la Pologne se trouve menacée. Voilà qui assure une certaine élasticité. On affirme, mais cela n'est pas encore prouvé, que la Pologne s'est engagée à demander l'agrément de l'Angleterre avant de prendre les armes. Cela signifierait qu'au cas où la Pologne déclarerait la guerre sans s'être assurée de son consentement, l'Angleterre aurait toute liberté d'action.

Une intervention *automatique* ³ de l'Angleterre dans un conflit qui mettrait aux prises l'Allemagne et la Pologne pour Dantzig ou pour le corridor est aussi improbable qu'il serait erroné d'appliquer à l'Angleterre la façon de poser la question du politique français Déat dans son article « Pourquoi mourir pour Dantzig ? » Poser ainsi la question, ce serait méconnaître le fond du problème. L'Angleterre n'est pas vitalemment intéressée au sort de Dantzig, mais elle est intéressée à prouver qu'elle peut payer les lettres de change politiques tirées sur elle.

2) De ce qui vient d'être exposé au point 1), il ressort qu'à la question : l'Angleterre interviendra-t-elle dans un conflit germano-polonais ? on ne peut donner une réponse générale qui soit un « oui » ou un « non », mais qu'il faut étudier chaque cas particulier pour se faire une idée nette de la position de l'Angleterre dans chacun de ces cas. Les cas possibles sont les suivants :

a) Dantzig proclame son retour au Reich à la suite d'une décision du Sénat ou d'un plébiscite. La Pologne ne répond pas par des actions militaires. Il n'y a pas de batailles, à peine quelques coups de feu échangés çà et là. Dans ce cas, l'Angleterre reste à l'écart.

b) Si la Pologne riposte par une action militaire à la décision prise par le Sénat d'un « rattachement au Reich », et déclare que le moment est venu pour son alliée de remplir ses engagements, l'Angleterre, ainsi que Chamberlain et Halifax l'ont déclaré à maintes reprises, apportera à la Pologne une aide militaire.

c) Si on monte une provocation du côté polonais, par exemple si on bombarde un village allemand sur l'ordre d'un chef de batterie polonais forcené, ou si quelque agglomération allemande est bombardée par un aviateur polonais, ce qui déterminera avant tout l'attitude de l'Angleterre c'est, premièrement, que l'opinion mondiale n'ait pas le moindre doute, la moindre incertitude quant au fond de l'affaire et, deuxièmement, que l'opinion anglaise dispose du temps indispensable pour tirer les choses au clair et se convaincre que la Pologne est seule coupable. Sinon, on courrait le risque, étant donné les préventions de l'Angleterre contre l'Allemagne, de la voir se ranger du côté de la Pologne et répondre à un appel à l'aide de cette dernière au cas où des actions militaires s'ensuivraient (cf. la partie IV).

d) Si l'Allemagne, pour des raisons d'ordre militaire, pour prévenir une agression éventuelle de la part de la Pologne, par exemple, est obligée de recourir contre elle à des actions militaires, il est à prévoir que l'Angleterre lui viendra en aide. Il est peu probable que l'Angleterre reste neutre si l'Allemagne, au cours d'une telle guerre, écrase la Pologne en un temps très court. Là encore l'Angleterre déciderait de sa conduite en songeant non au bonheur ou au malheur de la Pologne, mais uniquement à conserver sa position dans le monde.

VI. La position de l'Angleterre à l'égard de la Pologne et du complexe des problèmes germano-polonais, telle que je viens de l'exposer, n'est pas quelque chose d'immuable. En dépit de sa solidité apparente, l'alliance anglo-polonaise est sujette à de constantes modifications internes. On a déjà pu s'en rendre compte depuis quelques mois qu'elle existe. Plus l'Angleterre s'avance dans le dédale de la politique orientale, plus elle a de doutes et d'appréhensions. Les besoins d'argent insatiables de la Pologne ont déjà eu pour résultat un échec partiel des conversations financières. Le ton impudent des journaux polonais, s'il est soigneusement tu par la presse anglaise, n'en mécontente pas moins les milieux dirigeants. Si on y regarde de plus près, la force militaire de la Pologne est problématique. On commence à comprendre que les difficultés spécifiques des rapports polono-russes diminuent la valeur de la Pologne en tant qu'alliée. La politique de l'Angleterre à l'Est n'est pas encore fixée, ne serait-ce que parce que les pourparlers continuent avec l'Union soviétique ; il faut ajouter à cela qu'on estime du côté anglais que l'état actuel des rapports avec l'Allemagne n'est pas encore complètement tiré au clair. Un facteur qui influe immuablement sur la position générale de l'Angleterre, c'est sa volonté de réfuter l'opinion répandue selon laquelle elle est un pays décadent, un pays faible, sur lequel on ne peut pas compter. Précisément dans sa position vis-à-vis de la Pologne, elle continuera à se laisser guider par ces considérations-là.

von Dirksen⁴.

A M. le Secrétaire d'Etat pour M. le Ministre des Affaires étrangères du Reich.

¹ L'original est un texte dactylographié, corrigé et signé par Dirksen.

² Après les mots : « et avec la meilleure volonté du monde, je ne vois pas », on a biffé, dans l'original : « ce qu'on pourrait trouver à y redire. Quand A[ttolico] m'a déclaré qu'on ne croyait pas, chez nous, à une intervention de l'Angleterre en cas de conflit, je n'ai fait qu'exprimer en quelques mots mes doutes quant à l'exactitude de son hypothèse, car il aurait certainement été tenu compte de cette possibilité vraisemblable. Et quand A[ttolico] a dit que je devais exposer la situation réelle, j'ai répondu qu'évidemment je rendrais compte. Tout l'entretien n'a pas duré cinq minutes ». Voir les notes relatives à l'entretien de Dirksen avec Attolico, document N° 26.

³ Souligné dans l'original.

⁴ Signature autographe de Dirksen.

N°28

**LETTRE DU CHARGÉ DE MISSIONS SPÉCIALES WOHLTHAT A
L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN**

Berlin W 8, le 25 août 1939

Leipziger Strasse, 3.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES GÉNÉRAL-FELDMARÉCHAL GOERING
COMMISSAIRE AU PLAN QUADRIENNAL.

Le Directeur au Ministère, Chargé de missions spéciales WOHLTHAT ¹.

W XX/730.

Très honoré M. von Dirksen,

J'étais encore en vacances quand, de passage à Berlin, vous avez été assez aimable pour vous mettre en contact avec mes bureaux. Me voici rentré, et je tiens en tous cas à vous informer de mon retour. Le rapport que j'avais adressé à M. le général-feldmaréchal a été, ainsi que je l'ai appris par la suite, communiqué à M. le Ministre des Affaires étrangères du Reich. Lorsqu'on vous a demandé un rapport télégraphique, j'ai prié M. le Secrétaire d'Etat von Weizsaecker de porter le mien à votre connaissance, étant donné qu'à Londres, en raison du peu de temps dont je disposais, il m'avait été impossible de vous laisser confirmation par écrit du rapport que je vous avais fait de vive voix.

Mon rapport a été considéré plutôt comme un tableau général de l'état des esprits. Le vôtre devait servir de base à un examen approfondi des problèmes envisagés.

Je serais très heureux de pouvoir bientôt discuter encore une fois la situation avec vous.

Avec mes meilleurs vœux et

Heil Hitler !

Je reste toujours votre

Wohlthat ².

¹ En-tête.

² Signature autographe de Wohlthat.

AIDE-MÉMOIRE RÉCAPITULATIF DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN

Secret.

AIDE-MÉMOIRE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES RAPPORTS POLITIQUES ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ANGLETERRE DURANT MON TEMPS DE SERVICE A LONDRES MAI 1938-AOÛT 1939.

I. Mai 1938 — Munich.

II. Munich — Prague.

III. Prague.

IV. Mai 1939 — début de la guerre.

- 1) La politique d'encerclement en action.
- 2) Opposition croissante à la politique d'encerclement.
- 3) Vers une détente.
- 4) La crise de Dantzig et les progrès de l'esprit belliciste.
- 5) Attitude de la presse allemande vis-à-vis de l'Angleterre.
- 6) Proposition anglaise de pourparlers transmise par Sir H. Wilson.
- 7) Coup d'œil d'ensemble.
- 8) Accueil fait à Berlin à la proposition de Sir H. Wilson.

I.

MAI 1938 — MUNICH.

J'étais à Alexandrie quand j'appris ma nomination à Londres, le 2 avril 1938. Le 10, j'arrivais à Berlin. Le 30, je partais pour Londres.

L'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de l'Allemagne durant cette période était déterminée par deux faits ou tendances : par l'influence toujours croissante du Premier Ministre Chamberlain sur la politique étrangère, et par l'Anschluss de l'Autriche.

Comme Ministre des Finances Chamberlain avait exercé, avant encore que d'être nommé Premier Ministre, une influence extrêmement forte sur les destinées de son pays, mais plutôt sur la politique financière et économique, ainsi que sur la politique impériale. Devenu Premier Ministre, il se mit à diriger aussi la politique extérieure de l'Angleterre. Connaissant la force de résistance passive profondément enracinée chez les fonctionnaires du Foreign Office pour toute orientation qui leur était antipathique en politique extérieure, il s'appuya avant tout, pour mener à bien ses plans de politique étrangère, sur Sir Horace Wilson, « Secrétaire d'Etat à la Chancellerie d'Empire »¹. Il se débarrassa ensuite du Ministre des Affaires étrangères Eden, responsable de l'échec de la politique éthiopienne, et le remplaça par lord Halifax qui lui était tout acquis. Et il nomma, contre la volonté du Foreign Office, Sir Nevile Henderson Ambassadeur à Berlin.

A l'extérieur, le but de Chamberlain était d'arriver à un accord avec les Etats totalitaires. Au début de mars 1938 une proposition, d'ailleurs très imparfaite et très insuffisante, fut faite sur son ordre au Gouvernement du Reich en vue de régler la question coloniale ; cette proposition, Henderson la transmit personnellement au Führer (aucune réponse ne fut donnée du côté allemand). Chamberlain entama également des pourparlers avec l'Italie en vue de régler le problème d'Abyssinie et de délimiter les sphères d'intérêts dans le Proche-Orient ; ces pourparlers aboutirent, en avril, à la conclusion d'un large accord.

Mais à côté de cette orientation positive dans les rapports germano-anglais, il y avait les conséquences négatives de l'Anschluss de l'Autriche. L'Angleterre qui, post factum, se plaît à affirmer qu'elle a bien accueilli tous les actes justifiés de la politique allemande et n'a condamné que la destruction de l'Etat tchécoslovaque, a en réalité condamné, du commencement à la fin, tout ce qu'a entrepris l'Allemagne pour défendre ses intérêts vitaux légitimes, et elle y a réagi par une campagne de presse acharnée. On l'a vu lors de l'occupation de la Rhénanie, puis lors du règlement du problème des Allemands des Sudètes, et au printemps 1938, lors de l'Anschluss de l'Autriche. L'effet de ce dernier sur l'Angleterre fut d'autant plus fort que les informations dont disposait le Gouvernement britannique étaient manifestement très incomplètes et provenaient des milieux légitimistes d'Autriche ; en tout cas, on ignorait à Londres combien étaient fortes en Autriche les aspirations vers l'Anschluss, et qu'on y était préparé. C'est pourquoi l'opinion lui a été unanimement défavorable et hostile : « Rapt de l'Autriche »² — violence³ faite à l'Autriche — tel était le leitmotiv qu'on entendait alors et que pendant longtemps encore on a continué d'entendre.

Une certaine duplicité se manifestait également dans l'attitude du Gouvernement lui-même envers l'Allemagne : alors que lord Halifax tenait aux rapports qui s'étaient établis avec l'Ambassade allemande — ainsi, notre Chargé d'affaires fut le premier des représentants étrangers qu'il informa des résultats politiques de la visite de Daladier à Londres — le Ministère de l'Intérieur dénonçait l'accord anglo-allemand sur les passeports. Les raisons d'ordre technique invoquées par l'Angleterre ne jouèrent pas, en l'occurrence, le rôle déterminant ; on le vit bien lorsque l'Allemagne eut tenu compte des objections anglaises : malgré tout, la dénonciation ne fut pas rapportée. Il était donc évident que le Ministère de l'Intérieur voulait refuser tout visa d'entrée que, pour telle ou telle raison, il jugeait indésirable ; et il considérait comme indésirable toute activité dans un sens nettement national-socialiste.

Alors déjà, les rapports anglo-allemands étaient donc caractérisés par la coexistence, du côté anglais, de deux tendances contradictoires.

Dès que la campagne d'excitations contre l'Anschluss de l'Autriche se fût apaisée, le problème tchécoslovaque se posa — pour ainsi dire nécessairement et automatiquement — au premier plan. Dès ma première visite à lord Halifax, ce fut là, sur son initiative, le thème essentiel de notre entretien. Je déclarai, conformément aux instructions reçues, que nous nous efforcions d'aboutir à un règlement pacifique de la question des Sudètes, mais qu'il fallait mettre un terme aux persécutions dont étaient victimes les Allemands des Sudètes. La crise tchèque de fin de semaine ⁴ du 21 mai plaça la question des Allemands des Sudètes au tout premier rang des problèmes européens, place qu'elle a continué d'occuper jusqu'à la conférence de Munich où elle fut réglée. Durant cette crise, le Gouvernement anglais ajouta foi aveuglément aux nouvelles alarmantes de source tchécoslovaque ou aux fausses informations de son service secret et de ses attachés militaires ; il partait tout bonnement de ce principe que les communications tchèques relatives à la concentration de troupes allemandes devaient avoir un certain fondement, et il nous adressa des avertissements en conséquence. Il était bien évident qu'en reprenant à son compte les insinuations tchèques, l'Angleterre devait provoquer de très vives réactions du côté allemand. Ainsi donc, la crise de la fin de semaine ⁵ marqua, dans les rapports anglo-allemands, un tournant dans un sens négatif.

Dès que l'on connut la situation réelle, on recouvra quelque lucidité et on adopta une attitude plus critique à l'égard de Benès ; mais il était trop tard pour effacer l'impression produite en Allemagne. La tendance se dessina immédiatement de régler la question des Sudètes, reconnue dangereuse, de façon satisfaisante pour l'Allemagne et dans un sens qui lui fût favorable. Un familier de l'Ambassade française à Londres nous suggéra de proposer qu'un plébiscite fût institué dans la région des Sudètes. Cette proposition aurait été vraisemblablement acceptée par l'Angleterre et par la France. Mais en réponse au télégramme que j'adressai à ce sujet, je reçus bientôt pour instruction de ne pas donner suite à cette idée.

Au cours des mois qui suivirent, la question tchécoslovaque perdit de son actualité immédiate, bien que l'opinion politique continuât de s'en préoccuper vivement. Le voyage de Henlein à Londres ⁶ produisit une impression particulièrement forte. Le Gouvernement cherchait un moyen de régler pacifiquement la question : c'est ce dont témoignent plusieurs articles du *Times*, ballons d'essai qui préconisaient le détachement de la région des Sudètes ou, du moins, un plébiscite ; ces articles étaient, disait-on, d'inspiration officieuse.

La propagande gouvernementale des armements, notamment en ce qui concerne l'aviation, exerçait alors une très forte influence sur l'opinion publique. La campagne d'excitation contre les Allemands, menée par une grande partie de la presse, agissait dans le même sens. Les masses commençaient à se dire que la guerre était inévitable ; elles furent prises d'une panique hystérique. Des bonnes refusaient d'entrer en service dans des maisons qui se trouvaient sur la côte sud, par peur des bombes allemandes. Le Conseiller d'Ambassade voulait louer une maison ; trois propriétaires refusèrent de signer le contrat déjà prêt, car, disaient-ils, la guerre avec l'Allemagne étant toute proche, un contrat avec un membre de l'Ambassade allemande n'avait plus aucun sens. On se plaignait partout qu'à Londres les maisons ne trouvaient presque plus d'acheteurs, toujours par crainte des bombes allemandes. Cet état d'esprit de la population s'exprima aussi par la forte pression du Parlement sur le Gouvernement pour qu'il complétât les armements aériens et prît des mesures de défense antiaérienne plus effectives. Les Ministres responsables, lord Winterton et Swinton, durent se retirer. L'Angleterre comprenait qu'elle avait cessé d'être une île.

Les rapports germano-anglais évoluèrent quelque peu quand la question de la reconnaissance par l'Allemagne des dettes autrichiennes fut examinée. A la suite de notre refus de céder aux exigences de l'Angleterre, il y eut un échange de vues assez violent, au cours duquel les Anglais menacèrent de bloquer les sommes qui d'après eux leur revenaient, quand ils établiraient la balance commerciale [avec l'Allemagne]. Le clearing obligatoire, c'eût été la guerre commerciale. Mais finalement on s'entendit pour des pourparlers sur une large base relativement aux dettes autrichiennes et aux questions économiques. Ces pourparlers se déroulèrent à Londres et aboutirent finalement à l'accord du 1^{er} juillet. Cet accord, qui exerça une action favorable sur les rapports économiques et sur la City, créa aussi une atmosphère propice sur le plan de la politique étrangère.

Cette atmosphère propice s'améliora encore après la visite du capitaine Wiedemann, aide de camp du Führer. Il était venu plusieurs fois au cours de l'été, mais n'avait eu aucun entretien avec des personnalités officielles. Cette fois, au su du Führer et d'ordre du général-feldmaréchal Goering, il était venu sonder le terrain pour savoir si une visite de ce dernier à Londres serait bien accueillie. M. Wiedemann eut un long entretien avec lord Halifax qui y associa Cadogan. Le Gouvernement anglais applaudit à l'idée d'une visite du feldmaréchal. Halifax alla si loin qu'il déclara que le plus beau moment de sa vie serait celui où le Führer, en visite officielle à Londres suivrait le Mail⁷ au côté du roi. Le capitaine Wiedemann me fit part de ses entretiens et s'engagea, comme je le lui demandai instamment, à informer le Ministre des Affaires étrangères du Reich qui n'avait reçu jusqu'alors aucune communication à ce sujet ; c'était, me semblait-il, le meilleur moyen de sortir de la situation délicate où je me trouvais, étant informé d'une démarche de politique étrangère qu'ignorait encore le Ministre des Affaires étrangères du Reich.

La valeur politique et sentimentale de ces conversations préliminaires fut fortement réduite du fait que, par suite d'une indiscretion comme nous en voyons souvent se produire, la presse anglaise en fut informée et se livra aux commentaires les plus sensationnels. Berlin ne donna pas suite à ce projet. Et pendant les deux mois qui suivirent, les pourparlers avec les hommes d'Etat anglais furent menés par l'intermédiaire de la princesse Hohenlohe.

Quelques jours plus tard, vers le 24 juillet, je pris mon congé et je fis, entre autres, une visite d'adieu à Sir Horace Wilson. Il me demanda si je voulais voir le Premier Ministre, et au bout d'un moment me conduisit dans le cabinet de travail du Premier. Au cours d'un entretien qui dura vingt minutes, Chamberlain me dit ses craintes au sujet du conflit germano-tchécoslovaque et demanda que l'Allemagne n'entreprît pas de démarches trop hâtives, tout emploi de la force pouvant être gros de conséquences graves. Il fallait qu'on donnât du temps au Gouvernement britannique, et celui-ci ferait tout son possible pour amener un règlement pacifique. Chamberlain ne me dit rien de la décision du Gouvernement anglais d'envoyer lord Runciman à Prague comme médiateur ; elle fut publiée dans la presse un ou deux jours plus tard.

Cette visite fut elle aussi divulguée par la presse; elle donna lieu à des commentaires qui déformaient la vérité et où il était dit notamment qu'elle était due à mon initiative et qu'elle n'était pas sans rapports avec la visite de Wiedemann. A la suite d'une explication pressante que j'eus par téléphone avec Wilson, les journaux publièrent une information complémentaire. Mais on ne peut dire que ce fut une rectification, car elle était encore une fois inexacte et déformait la réalité. Le Ministre des Affaires étrangères du Reich s'est entretenu deux fois par téléphone avec moi à ce sujet ; je lui ai donné toutes les explications nécessaires.

La tendance générale de la politique anglaise dans la question tchécoslovaque se précisa de plus en plus au cours de l'été : le Gouvernement britannique désirait manifestement éviter la guerre s'il en avait la moindre possibilité. Il s'efforçait de trouver une issue qui pût donner satisfaction aux exigences allemandes. Il était visiblement prêt à exercer une forte pression sur les Tchèques, pourvu qu'on n'eût point recours à la violence mais uniquement à la méthode des pourparlers. Dans le cas contraire, nous courrions le risque de voir les Anglais se ranger du côté de nos adversaires. C'est dans ce sens que j'ai parlé dans mes rapports oraux et écrits.

Ayant pris mon congé, j'arrivai à Berlin à la fin de juillet. Je présentai un rapport assez circonstancié au Ministre des Affaires étrangères du Reich ; je fus également invité à me rendre à Munich auprès du suppléant du Führer auquel je fis mon rapport ; j'eus aussi un long entretien avec M. von Neurath.

Vers le 8 août, je reçus une lettre privée de Chamberlain où il m'annonçait que lord Runciman était parti pour Prague et me parlait de l'importance de sa mission ; elle servait, disait-il, la cause de la paix, et peut-être permettrait-elle de trouver une solution acceptable pour les deux parties. Chamberlain me demandait, ou en tout cas me suggérait l'idée, d'en informer le Führer au cours de mon prochain rapport.

Comme j'étais en traitement à Reichenhall et que, suivant l'usage, je m'étais adressé à la chancellerie du Ministre des Affaires étrangères pour demander d'être reçu par le Führer afin de lui faire mon rapport, j'essayai de savoir au juste quand je serais reçu. Mais malgré tous les efforts du Ministre d'Etat Meissner, je ne fus pas convoqué à Berghof.

Cependant, la tension augmentait en raison des vexations toujours accrues que les Tchèques faisaient subir aux Allemands des Sudètes et du désespoir croissant de ces derniers — surtout pendant le congrès du parti. Après avoir essayé à mainte reprise d'apprendre du Ministre des Affaires étrangères du Reich la date à laquelle je serais reçu par le Führer pour lui faire mon rapport afin de lui transmettre le message de Chamberlain, je fus finalement admis un peu avant l'heure d'un thé que le Führer offrait à des hôtes d'honneur étrangers. Le rapport dura à peine 5-7 minutes. Je lui communiquai la teneur de la lettre de Chamberlain, à quoi il répondit que le général anglais Hamilton lui avait dit que Runciman était libéral jusqu'à la moelle des os et n'avait qu'une idée très vague des problèmes dont il aurait à s'occuper. Je lui répliquai qu'on pouvait espérer qu'il apprendrait à les connaître ; le

Führer me répondit qu'il n'aurait pas assez de temps pour cela. Et là-dessus l'entretien prit fin ; il avait encore été écourté par un coup de téléphone du docteur Ley au sujet de ses détachements du travail.

Avant et après mon rapport au Führer, le Ministre des Affaires étrangères du Reich, qui étudiait la question de savoir si les Ambassadeurs à Londres et à Paris devaient ou non regagner leurs postes, fut reçu par le Führer avec lequel il eut un court entretien, il nous donna pour instruction, au comte Welzeck et à moi, de rester en Allemagne en attendant.

Après le grand discours que le Führer prononça le 12 septembre à Nuremberg, la situation ne cessa de s'aggraver ; elle trouva son dénouement dans le voyage de Chamberlain à Berchtesgaden. Me conformant aux instructions reçues, je me rendis, avec les hauts fonctionnaires de l'Office des Affaires étrangères, à Munich et à Berchtesgaden, mais je ne fus pas invité à participer à la conférence de Berghof ; et c'est seulement tandis que je rentrais en automobile à Munich avec Sir Horace Wilson que je fus mêlé aux événements. Wilson semblait très satisfait des résultats de sa participation aux pourparlers, mais il soulignait les grosses difficultés que Chamberlain aurait à surmonter pour gagner le Parlement et les Français à nos revendications.

C'est de la même manière que je participai à la Conférence de Godesberg : je fis en automobile avec Sir Horace Wilson la route de Cologne à Godesberg. Wilson semblait pleinement satisfait du résultat obtenu, autrement dit : que Chamberlain eût réussi à persuader les Français et les Tchèques à consentir après plébiscite à la cession des Sudètes. Il parla d'un traité de non-agression qui devait être octroyé à ce qui restait de la Tchéquie. Ce qu'il considérait avant tout comme très important, c'est que les délais établis par les Allemands ne fussent ni si courts ni si ultimatifs, car cela pouvait selon lui entraîner l'échec de tout l'accord. Quand j'en informai le Ministre des Affaires étrangères du Reich, il me répondit : « Trois jours ! » Je ne fus pas invité à participer aux conversations de Godesberg, et je n'eus l'occasion de m'entretenir ni avec le Ministre des Affaires étrangères du Reich, ni avec le Führer. En rentrant à Cologne, Sir Horace Wilson était très soucieux et déprimé.

Je ne participai pas à la Conférence de Munich. En réponse à la demande que j'adressai par téléphone à l'Office des Affaires étrangères, je reçus pour instruction de rejoindre mon poste en passant par Berlin. Je me bornai à une visite d'adieu au Secrétaire d'Etat, car je n'eus pas l'occasion de m'entretenir avec le Ministre des Affaires étrangères du Reich. On avait l'impression à Berlin que le protocole germano-anglais signé à Munich apportait peu de changement à la situation.

II.

MUNICH — PRAGUE.

Quand je regagnai Londres, le 6 octobre, et que je fus informé de l'état d'esprit qui y régnait, j'eus l'impression que le résultat le plus important de la crise qu'on venait de traverser, c'était que les rapports germano-anglais n'en avaient pas souffert. On la considérait plutôt comme une catastrophe naturelle qui était heureusement passée et dont nul ne portait la responsabilité. On avait mieux compris le caractère artificiel de l'Etat tchèque et sa fragilité. On était secrètement heureux qu'après la Conférence de Munich, la Tchéquie eut définitivement cessé d'être une pomme de discorde. Le protocole signé à Munich par le Führer et par Chamberlain était considéré comme une nouvelle base et comme indiquant la voie à suivre pour développer les rapports germano-anglais (« la paix pour une génération »)⁸. Une base grâce à laquelle on croyait en la possibilité de régler les comptes et de provoquer une détente. Désormais on était préoccupé par cette question : quels sont les problèmes qui se posent entre les deux pays, et comment les résoudre ?

En même temps, et avant tout sous la pression du Parlement, dans un grand tapage de presse, la course aux armements recommença et l'on se mit à combler les lacunes⁹ qui s'étaient révélées à la fin de septembre, lors des préparatifs militaires.

La première ombre qui tomba sur ce tableau des rapports germano-anglais, tableau assez réjouissant pour qui l'observait d'Angleterre, fut le discours du Führer à Sarrebruck (tutelle¹ ; attaques contre Eden, Churchill, Cooper). Malgré cela, il y eut, durant les semaines qui suivirent, différents discours de Chamberlain, de Sir Samuel Hoare, de Sir John Simon et d'autres, où l'Allemagne était directement ou indirectement invitée à formuler ses revendications afin qu'on pût commencer les pourparlers ; il y était question des colonies, des matières premières, du désarmement ; dans des entretiens particuliers, on indiquait comme programme la délimitation des sphères d'intérêts économiques ; ce n'est que plus tard que la notion d'« espace vital » devint courante. On avait, pour parler du peuple allemand, des paroles justes et amicales (« race courageuse, forte et brave »). A peine voyait-on s'ébaucher la tendance à faire une distinction entre le peuple allemand et ses dirigeants, et à les dresser l'un contre l'autre, tendance qui allait se placer résolument au premier plan dans les mois qui suivirent, et qui avait pour point de départ la Conférence de Munich et les manifestations d'un état d'esprit pacifique qu'on prétendait avoir observées là-bas parmi le public.

Les idées rapportées ci-dessus, qui furent exprimées dans différents discours, Sir Samuel Hoare me les a répétées lors d'un week-end que nous avons passé ensemble à Petworth House.

Comme du côté allemand aucune réponse amicale ne fut faite à ce sondage anglais, et qu'il y eut même des déclarations officielles et les propos négatifs de la presse, les voix anglaises qui avaient proposé de s'expliquer et d'entamer des conversations, se turent peu à peu. N'ayant pas d'instructions officielles, je me bornai alors à justifier notre position négative par la méfiance que faisaient naître les armements excessifs de l'Angleterre, par la campagne déclenchée dans la presse, par les articles hostiles de Duff Cooper, etc., m'efforçant pour le reste de maintenir l'ancienne température jusqu'au moment où la situation se préciserait sur une base plus large.

Elle se précisa bientôt, à la suite des manifestations anti-juives du 10 novembre en Allemagne. Celles-ci donnèrent lieu, en Angleterre, à une réaction des plus vives, due à des causes purement sentimentales et à une compréhension insuffisante du point de vue allemand, réaction parfois sciemment attisée. Tous les éléments antiallemands et pro-juifs descendirent dans l'arène et se livrèrent à une propagande antiallemande effrénée, surtout les émigrés, une partie influente des personnalités politiques et économiques dépendantes des Juifs, les ultra-pacifistes, etc. De nombreuses personnalités officielles adoptèrent dans leurs discours et leurs déclarations publiques une attitude qui nous était hostile. Le fonds Baldwin, par ses collectes, ses annonces, etc. donna une nouvelle impulsion à la propagande antiallemande sous le masque de la philanthropie. Au cours de ces semaines toutes les voix raisonnables, toute tendance de s'expliquer furent étouffées. Un certain apaisement se produisit en décembre. Un nouvel incident, très court, fut provoqué par le projet de discours de Chamberlain au banquet de la Foreign-Press-Association qui m'obligea, juste avant le banquet, à décliner l'invitation pour tous les Allemands invités.

Quand ensuite, à la fin de décembre, il y eut une certaine accalmie, la question : comment faire sortir du point mort les rapports germano-anglais afin de les développer dans le sens prévu par le protocole signé à Munich par le Führer et par Chamberlain ? se posa de nouveau. J'en vins à la conclusion que la voie *économique*¹¹ était celle qui ouvrait les plus vastes perspectives. Pour l'Allemagne, les questions économiques étaient au premier plan. Le Führer plaça au centre de son discours du 30 janvier la question des exportations allemandes, qu'il présenta comme une nécessité vitale, et déclara qu'il prévoyait toute une suite d'années de paix. La visite de Schacht à Londres, en décembre, fraya la voie à une coopération économique. Durant mon séjour à Berlin, vers la mi-janvier, le Ministre des Affaires étrangères du Reich se déclara entièrement d'accord avec toutes ces tendances. Du côté anglais, je notai, durant les entretiens préparatoires, une vive sympathie pour ces idées.

Donc à partir du milieu de décembre, je m'attachai à prouver avec toujours plus d'énergie, dans mes conversations avec des Anglais influents, qu'il fallait tenter de décharger l'atmosphère en se plaçant sur le terrain des questions économiques : il existait beaucoup de frottements d'ordre politique, mais il y avait dans les intérêts économiques des deux pays des éléments communs, les éléments d'un développement mutuel ; de plus, chez nous ces intérêts étaient au premier plan. Il était donc utile et nécessaire d'aboutir, par notre collaboration, à l'apaisement et à la confiance dans le domaine économique, et l'on verrait ensuite pour le reste. J'ai développé ces idées devant lord Runciman, par exemple, pendant un week-end à Bocket-Hall, et il m'a déclaré que Chamberlain l'avait spécialement chargé de s'occuper des questions allemandes. Je m'en suis également entretenu de façon circonstanciée avec lord Halifax et d'autres personnalités influentes. Ces entretiens ont eu leur effet : je l'ai noté quand, quelques mois plus tard, lord Runciman m'a parlé des suggestions que j'avais alors énoncées.

L'instant était favorable à une intensification accrue de l'activité dans le domaine économique, car il y avait à ce moment différentes possibilités de réaliser une politique de ce genre : à la fin de janvier eut lieu le banquet annuel de la Chambre de Commerce germano-anglaise ; des pourparlers se déroulaient alors sur la houille, auxquels on attachait une grande importance du côté anglais ; enfin, des conversations étaient envisagées entre les groupements industriels centraux des deux pays. On tira parti, très activement, de ces trois possibilités : au banquet annuel de la Chambre de Commerce assistèrent, de part et d'autre, de nombreuses personnalités en vue : le Directeur au Ministère Wiehl, le Ministre du Commerce d'Outre-Mer Hudson, et beaucoup d'autres. Profitant de l'occasion, on lança, du côté anglais, un premier ballon d'essai : le Ministre de l'Economie du Reich Funk ne viendrait-il pas à Londres ? On enregistra également un progrès sensible dans les pourparlers sur la houille, grâce aux concessions faites de part et d'autre ; ils furent couronnés par l'enraiment de la baisse des prix et de la concurrence sur les différents marchés. La conclusion de l'accord fut marquée, démonstrativement, par un banquet auquel assista entre autres le Ministre du Commerce Stanley qui prononça un discours. Il fut décidé que les pourparlers entre les groupements industriels dirigeants des deux parties auraient lieu à Düsseldorf, à la fin de février, et de part et d'autre on établit provisoirement la composition des délégations.

La démarche la plus importante fut la tentative d'inviter le Ministre de l'Economie du Reich Funk à faire un voyage à Londres. Lancée une première fois au banquet de la Chambre de Commerce, cette idée fut reprise dans les jours qui suivirent avec tant d'insistance qu'il me fallut demander une réponse à Berlin. Cette réponse disait que M. Funk, étant surchargé de travail, ne pouvait se rendre à Londres pour le moment, ni fixer une date

ultérieure pour son voyage. Malgré tout, on ne renonça pas, du côté anglais, à l'idée d'un échange de visites, dont celle du Ministre du Commerce Stanley. Sir Frederick Leith-Ross vint me voir pour s'entretenir avec moi à ce sujet. Alors que du côté allemand on ne donnait pas de réponse positive, la partie anglaise continuait d'insister pour une visite de Stanley et proposait, comme réponse du côté allemand, un discours que je ferais au banquet organisé par les participants aux conversations sur la houille, où je parlerais d'un échange de visites. Cette proposition, nous avons dû l'accepter ; je présentai au Ministre des Affaires étrangères du Reich, conformément à ses instructions, le projet du discours que je devais prononcer au banquet. Il était conçu dans un esprit pratique, et très sobre.

Tous les dirigeants de l'industrie houillère allemande et leurs collègues anglais prirent part aux fêtes organisées à l'occasion de la conclusion de l'accord sur le charbon. Au banquet, le ton des discours prononcés, entre autres par le Ministre Stanley, fut très amical. Les Anglais soulignèrent à plusieurs reprises que leur collaboration avec leurs collègues allemands était exempte de tiraillements, qu'elle se poursuivait dans une atmosphère de confiance totale et qu'elle était bien plus efficace qu'avec les Américains. Il fut définitivement entendu que Stanley se rendrait à Berlin à un banquet organisé par la même industrie. On convint également qu'une conférence des dirigeants de l'industrie houillère se tiendrait à Düsseldorf. Il devenait de plus en plus évident que du côté anglais on attachait à cette rencontre plus d'importance que n'en comportaient les questions assez insignifiantes qui figuraient à l'ordre du jour, et qu'on espérait profiter de ces conversations pour établir des contacts directs afin de s'entendre d'une façon générale sur des actions en commun des industries anglaise et allemande. L'atmosphère était extrêmement favorable et elle amena une certaine détente sur le plan politique également.

Je n'avais alors, c'est-à-dire à la fin de février, aucune raison de supposer qu'un coup allait être porté à ce cours des événements, sur le plan politique, par les événements de Tchécoslovaquie. Lors de mon séjour à Berlin pour raison de service, au milieu de janvier, le Ministre des Affaires étrangères du Reich manifesta, dans son premier entretien, de la froideur pour l'Angleterre, mais fit preuve, quatre jours plus tard, dans sa dernière conversation, du plus vif intérêt pour la question d'une intensification ultérieure des rapports anglo-allemands sur une base économique. Comme on venait de recevoir à Berlin le mémorandum de Mussolini sur ses conversations avec Chamberlain à Rome, où il apparaissait que ce dernier avait prié le Duce de contribuer à l'amélioration des rapports anglo-allemands, j'ai estimé que cela avait déterminé une attitude plus favorable de notre part.

Cette impression s'accroissait encore quand, après mon retour à Londres, le docteur Hesse, Conseiller de Presse, fut convoqué à Berlin par le Ministre des Affaires étrangères du Reich, et reçut la mission secrète d'établir le contact avec le Gouvernement anglais par l'intermédiaire de Stewart, chef de la section de la presse près la Chancellerie de Chamberlain, que Hesse connaissait personnellement, afin de préparer un rapprochement général. Il devait aussi proposer la conclusion d'un traité de non-agression, pour la signature duquel le Ministre des Affaires étrangères du Reich se déclarait prêt à se rendre à Londres. A ces propositions faites par le Dr. Hesse, Stewart répondit que leur importance exigeait qu'on les soumit aux instances politiquement responsables. Après quoi le Dr. Hesse fut invité à avoir un entretien avec Sir Horace Wilson qui se contenta de l'écouter. Aucune réponse à ces propositions ne fut faite du côté anglais, soit que les événements politiques (Tchécoslovaquie) eussent rendu toute réponse inutile, soit que ce rapprochement par voie officielle fut désagréable aux Anglais. Cette phrase que Halifax jeta en passant, dans un entretien qu'il eut avec moi : « M. von Ribbentrop doit venir à Londres »¹², milite en faveur de cette version. Je lui dis tout net que ce n'était pas là une réponse qu'il convenait de donner à l'initiative du Ministre des Affaires étrangères du Reich ; celui-ci cherchait un moyen de créer une détente dans les relations avec l'Angleterre et il avait communiqué ses considérations en Angleterre officiellement pour ne pas s'exposer au risque d'un refus officiel.

Fin février, à l'ouverture de l'exposition de l'art japonais ancien à Berlin, je contractai la grippe et ne pus prendre part à rien ; je n'eus de conversations d'affaires que les deux jours qui précédèrent mon départ. Les bruits s'étaient renforcés, selon lesquels les rapports avec la Tchécoslovaquie s'aggravaient en mars, ce qui pourrait rendre nécessaire une invasion-éclair allemande. Le Ministre des Affaires étrangères du Reich n'eut pas le temps de me recevoir, de sorte qu'il ne me donna à cet égard aucune confirmation précise, ni aucune instruction me disant dans quel sens parler ou quelle attitude adopter devant la réaction que susciterait probablement en Angleterre l'entrée des Allemands en Tchécoslovaquie.

En rentrant en Angleterre le 9 mars, et jusqu'au 15 mars, je retrouvai l'atmosphère optimiste de février. C'était à la veille du voyage de Stanley à Berlin, fixé au 17 mars et auquel il était évident que le Gouvernement britannique attachait beaucoup d'importance. Il était en effet considéré du côté anglais comme un acte d'une grande portée politique : c'est ce que prouvèrent par la suite les propos tenus par Stanley lui-même après son échec. Ce n'est que plus tard également qu'on apprit que le Cabinet britannique avait, selon les informations reçues par M. le Conseiller d'Etat Wohlthat, pris la décision, à la fin de février, de rendre à l'Allemagne ses colonies.

On voit par là que le Gouvernement britannique avait l'intention de travailler encore une fois au rapprochement avec l'Allemagne, qui était resté au point mort après Munich, après l'incident juif.

III.

PRAGUE.

Quand, vers le 12 mars, le conflit éclata entre la Tchéquie et la Slovaquie, — à la suite d'un changement de cabinet provoqué par Prague en Slovaquie, — la presse anglaise ne manifesta pas pour ces événements un très vif intérêt. La sécession de la Slovaquie fut à son tour accueillie avec calme ; la presse déclara presque unanimement que ces événements ne regardaient pas la Grande-Bretagne.

Par contre, l'entrée des Allemands en Bohême et en Moravie, et l'occupation de Prague, marquèrent un tournant dans les rapports germano-anglais et, d'une façon plus générale, dans la politique extérieure britannique. Les événements du 15 mars influèrent sur la mentalité anglaise de trois façons :

1). Au point de vue du rapport des forces politiques ¹³, l'annexion de la Bohême et de la Moravie, et la transformation de la Slovaquie en protectorat ¹⁴, marquaient un accroissement de puissance qui allait au delà de ce que l'Angleterre était prête à laisser l'Allemagne s'attribuer par des actes unilatéraux sans s'être au préalable consultée avec elle. Déjà l'Anschluss de l'Autriche avait été mal accueilli, car il signifiait un changement du rapport des forces en faveur de l'Allemagne. Le rattachement de l'Allemagne des Sudètes ¹⁵ à la suite de la Conférence de Munich avait été ressenti comme une grave défaite diplomatique, mais on avait fini par le digérer — avec l'arrière-pensée que désormais la position de l'Angleterre dans le monde et toute la situation mondiale étaient en jeu.

2). Au point de vue politique étrangère — dans les relations entre les deux peuples — la liquidation unilatérale de la Tchécoslovaquie fut considérée comme une infraction à l'accord de Munich, comme une violation de la lettre ou, tout au moins, de l'esprit de cet arrangement. Dans les masses l'impression s'accrut que Chamberlain « avait été roulé », que c'était agir « déloyalement » ¹⁶ envers ce vieil homme qui, en septembre, avait trois fois pris l'avion pour se rendre en Allemagne afin de « sauver la paix ».

3). Toute la conception que s'était faite l'Anglais moyen du national-socialisme, fut ébranlée. La théorie raciste était l'un des quelques principes fondamentaux du national-socialisme que l'Anglais avait fini par comprendre et qui était jusqu'à un certain point accessible à son entendement. Il se souvenait aussi des assurances, données du côté allemand, que l'Allemagne n'avait pas intérêt à s'incorporer les Tchèques qui lui étaient étrangers par l'origine et par la race. Il vit une contradiction inexplicable entre les principes et les actes dans ce fait que les Allemands s'étaient annexés près de 7 millions d'hommes de race étrangère.

Les réflexions, les sentiments et les impressions que je viens de rapporter savaient dans une certaine mesure les fondements même des rapports germano-anglais. Il va sans dire que pareille attitude provoquée par l'entrée des Allemands en Bohême et en Moravie était très injuste, ou du moins partielle, et ne tenait aucun compte de la marche des événements. Elle ne voyait pas que la situation, dans ce qui restait de la Tchéquie, se faisait toujours plus instable ; que la catastrophe avait été provoquée par les agissements du Gouvernement de Prague contre la Slovaquie ; que le rattachement de la Bohême et de la Moravie avait eu lieu sur l'initiative du Président Hacha ; que le protectorat n'avait pas été incorporé, mais qu'il avait reçu une large autonomie.

Le temps manquait pour que tous ces contre-arguments pussent être efficaces. L'entrée à Prague fut, pour les Anglais, comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Quand ils se furent remis du premier choc, une opinion commença à se former, avec une rapidité et une intensité qui culbutaient tous les arguments du bon sens, opinion fondée sur une incompréhension totale des actes de l'Allemagne. Le temps et les possibilités manquaient pour agir sur l'opinion publique en faveur de l'Allemagne autrement que dans des conversations privées. Le 15, on apprenait l'occupation de Prague, et dès le 19 les Ambassadeurs étaient rappelés de part et d'autre.

La première réaction officielle à la nouvelle de l'occupation de Prague ne fut pas mauvaise. Chamberlain et Halifax firent le jour même devant le Parlement des déclarations modérées : désapprobation, mais continuation de l'ancienne politique. On annonça naturellement aussitôt que la visite de Stanley n'aurait pas lieu, mais par ailleurs on ne nota aucun indice important du tournant qui devait s'opérer dans l'état d'esprit général au bout de quelques jours.

Le raidissement de l'attitude de l'Angleterre vint tout d'abord non du Gouvernement, mais des milieux politiques, du Parlement, des circonscriptions électorales ; à Londres, il fut d'autant plus marqué que le contact était plus étroit entre les députés et leurs électeurs. Les raisons de cette accalmie avant l'orage et du déchaînement de l'orage par les milieux politiques les plus larges étaient de différentes sortes : l'Anglais moyen, qui est lent à se faire une idée, devait tout d'abord se remettre du choc causé par cette nouvelle inattendue, et se rendre compte de la portée de l'événement. Et alors, il se trouva sous l'emprise des sentiments et des considérations que j'ai déjà signalés. Ajoutons à cela une autre circonstance décisive : il était clair pour les électeurs conservateurs que la

destruction de l'Etat tchécoslovaque non seulement était une défaite politique de Chamberlain, en raison de l'échec de sa politique d'« apaisement », mais encore mettait en danger sa position à l'intérieur et, avec elle, le pouvoir du parti conservateur en général. Toutes les forces intéressées au maintien de cette position, et notamment toute la machine du parti, furent mises en œuvre et, pour des raisons de tactique électorale, firent pression sur Chamberlain et sur son cabinet afin d'enlever, par l'abandon de la politique d'apaisement et un langage plus acerbe adressé à l'Allemagne, leurs atouts aux partis de l'opposition (notamment aux groupes d'opposition au sein du parti conservateur), et de payer tribut aux sentiments des électeurs.

En même temps les éléments germanophobes influents, qui agissaient dans la coulisse, s'agitaient de nouveau, notamment au Foreign Office ; ils obtinrent du Ministre des Affaires étrangères Halifax, personnellement acquis au Premier Ministre, qu'il modifiât l'orientation de la politique extérieure britannique. Il n'est pas douteux que c'est alors que fut conçue au Foreign Office la politique d'encerclement.

Cédant à ces influences, Chamberlain prononça le vendredi 17 mars, à Birmingham, le discours très acerbe que l'on sait. Il jeta les fondements de la politique d'encerclement en déclarant que l'Angleterre allait se mettre en contact avec les autres Puissances qui pensaient comme elle.

Dès lors, les événements se précipitèrent. J'eus ces jours-là deux violentes altercations avec Halifax qui non seulement se prononça catégoriquement contre l'annexion de la Bohême et de la Moravie et ne voulut entendre aucun contre-argument, mais encore se cabra et aggrava sciemment la situation : il refusa net toute excuse pour l'insulte impudente faite au Führer en pleine Chambre des Communes par le député Duff Cooper que le Président n'avait même pas rappelé à l'ordre ; il menaça de faire expulser des ressortissants allemands et exigea le départ d'un collaborateur de l'Ambassade. Le même jour — le 18 — l'Ambassadeur Henderson était ostensiblement rappelé à Londres pour « faire son rapport ».

En ces journées et jusqu'au début de la semaine suivante, l'hostilité aux Allemands fut encore aggravée pour la raison suivante : les députés qui s'étaient rendus le dimanche dans leur circonscription pour prendre contact avec leurs électeurs revinrent très impressionnés par l'animosité qui régnait dans le pays [contre les Allemands], et ils influèrent en conséquence sur le Gouvernement. Ainsi donc, les événements suivirent une marche opposée à celle de 1936, lors de l'occupation de la Rhénanie ; à cette époque le Gouvernement et le Parlement avaient été d'abord pour la guerre, mais durent, par suite de l'action modératrice des électeurs, montrer plus de réserve.

L'opinion fut ensuite travaillée par une campagne de presse autour des plans de conquête en Roumanie qu'on prêtait à l'Allemagne. Lors des pourparlers pour la conclusion d'un traité de commerce, par suite des intrigues — d'ordre économique privé — de Tilea, Ambassadeur de Roumanie à Londres, on inculqua au Gouvernement et à l'opinion l'idée fixe qu'une invasion allemande en Roumanie était imminente. Cet état d'hystérie s'accrut encore à la suite des bruits selon lesquels l'Allemagne avait terminé de grands préparatifs militaires à la frontière polonaise, également en vue d'envahir la Pologne, ou tout au moins le territoire de Dantzig.

A peine avait-on appris le rappel de Henderson à Londres, que je recevais, moi aussi, le samedi 18 mars, l'ordre de regagner Berlin pour faire mon rapport. Je partis le dimanche et j'arrivai à Berlin le lundi 20. Le Ministre des Affaires étrangères du Reich n'eut pas le temps de me recevoir pour entendre mon rapport. Après cinq jours d'attente je me rendis, avec l'agrément du Ministre du Reich, à Groeditzberg, où je me tins à sa disposition. Je ne fus pas convoqué pour présenter mon rapport, mais je reçus une invitation au banquet organisé à l'intention des hôtes d'honneur du Führer et pour le discours du Führer du 28.IV. Là non plus je n'eus pas la possibilité de faire mon rapport au Ministre des Affaires étrangères du Reich. Quand ensuite, le 2 mai, je reçus pour instruction de rejoindre mon poste, je déclarai que je devais d'abord faire mon rapport au Ministre des Affaires étrangères du Reich. Au cours de l'entretien que j'eus avec lui bientôt après, le Ministre des Affaires étrangères du Reich me donna des instructions dont la teneur était à peu près la suivante : nous ne voulons pas de guerre avec l'Angleterre, mais nous sommes prêts à faire face à toute éventualité. Si la Pologne cherche querelle à l'Allemagne, elle sera broyée. Nous sommes prêts à faire la guerre 10 et même 20 ans. Les Anglais doivent renoncer à aider la Pologne. Le 6 mai, j'étais de retour à Londres.

IV.

PRAGUE — DÉBUT DE LA GUERRE.

1). *La politique d'encerclement en action.* Durant mon absence un grand tournant s'était opéré dans la politique étrangère anglaise ; il se traduisit par ceci que les tentatives de diminuer la tension avec l'Allemagne par des conversations directes furent pour quelque temps abandonnées. On entreprit par contre d'organiser une coalition mondiale contre l'Allemagne afin de s'opposer par la force à une extension de l'espace vital allemand et d'obliger, comme sous la menace d'un revolver, l'Allemagne à exposer ses desiderata devant ce tribunal qui déciderait ensuite.

Dans le premier accès de fureur, le Gouvernement anglais distribua des garanties à toute une série d'Etats : garanties unilatérales si l'Etat intéressé était hostile à un accord bilatéral ; garanties bilatérales si l'Etat en question consentait à s'intégrer dans un système d'alliances. Une alliance étroite fut conclue précipitamment avec la Pologne, et la fausse nouvelle d'une invasion allemande ne joua pas en l'occurrence le dernier rôle.

Après mon retour à Londres, j'essayai de me faire une opinion, d'établir si les relations germano-anglaises menaient irrévocablement à la guerre ou s'il subsistait encore un espoir de paix. Quand je considérais d'Allemagne l'ensemble de la situation, la guerre me semblait inévitable, car de toute évidence l'Angleterre menait une politique d'encerclement avec la plus grande énergie, sans regarder au prix, dans les domaines politique, militaire ou financier ; et l'Allemagne, ainsi que l'avait déclaré le Führer dans son discours de Wilhelmshaven, ne pouvait attendre tranquillement, comme en 1914, que l'anneau de fer se fût entièrement refermé sur elle.

A Londres, mes premières impressions parurent confirmer cette opinion. On était précisément au moment où l'Union soviétique allait s'intégrer à la politique d'encerclement. De longs pourparlers pleins de vicissitudes, qui allaient durer tout l'été, venaient de s'engager. Ce qu'il faut noter, c'est l'opiniâtreté, le fanatisme, l'hystérie presque, avec lesquels l'opinion politique poussait aux pourparlers et pressait le Gouvernement de faire toujours plus de concessions pour que le pacte fût conclu aussi rapidement que possible. On accepta tous les soujets de l'Union soviétique ; on se laissa prendre aux arguties russes de plus en plus impudentes, et l'on vit arriver le moment où, par une concession dans la question de l'« agression indirecte », les petits Etats allaient être livrés à la Russie.

L'attitude de l'opinion attestait que si une pression était exercée en vue de hâter la conclusion d'un accord, c'est qu'on estimait que sans une aide de la Russie la coalition n'était pas assez forte pour atteindre le but qu'elle se proposait. Le cachet d'hystérie dont toutes ces considérations étaient assez fortement empreintes en Angleterre ne donnait pas l'impression de la force.

Parallèlement aux conversations avec les Russes, d'innombrables négociations techniques particulières se poursuivirent durant tout l'été avec les autres participants à la politique d'encerclement : négociations financières avec la Pologne ; pourparlers militaires avec la Pologne à Londres ; visite du général Ironside à Varsovie ; ouverture de crédits à la Roumanie et à la Turquie ; arrivée d'une mission militaire turque à Londres ; pression sur la Yougoslavie.

Cette activité incessante donnait de plus en plus l'impression, surtout à l'étranger, que l'Angleterre voulait rendre au plus vite l'encerclement imperméable, et cherchait ainsi à augmenter, et augmentait en effet, le danger de guerre. De la sorte furent définitivement étouffées les saines tendances qui subsistaient encore, d'autant plus que la presse ne connaissait pas de bornes dans sa campagne de mensonges et de calomnies. Le *Sunday Express*, par exemple, publia une série d'articles sous ce titre : « L'homme qui a tué Hitler »¹⁷, selon lesquels le Führer avait été tué depuis quelque temps déjà et remplacé par un sosie tenu prêt d'avance ! Ensuite, différents journaux annoncèrent que Goering avait été blessé au cours d'un attentat, etc., etc.

L'attitude des autorités envers les Allemands était, elle aussi, des plus inamicales. Le Landesgruppenleiter Karlowa et 5 autres membres du parti national-socialiste furent expulsés d'Angleterre sans aucun motif. Des négociants allemands du Reich, établis en Angleterre depuis déjà 10 ou 15 ans, se virent retirer leur permis de séjour ; à d'autres on refusa l'autorisation de rentrer en Angleterre. Il devint pratiquement impossible aux enfants allemands de continuer à fréquenter les écoles anglaises parce qu'on y enseignait à détester, à haïr les Allemands.

2). *Opposition croissante à la politique d'encerclement.* A regarder de plus près les différentes tendances, on constata que tout ce qui brillait n'était pas or, autrement dit que tout ce qu'on donnait pour un front bien résolu à se battre, n'était pas tel en réalité. On vit de plus en plus se cristalliser des milieux peu nombreux, mais influents, pour qui le front d'encerclement n'était pas un but en soi, mais un moyen d'atteindre le but ; autrement dit, l'Angleterre prenait conscience de la supériorité de l'Allemagne et de l'impossibilité où elle était elle-même de jouer dans les pourparlers le rôle d'un partenaire de force égale. Elle voulait, en armant et en constituant une coalition, obliger l'Allemagne à formuler dorénavant ses revendications par voie de pourparlers. Et l'on pouvait constater que ces revendications étaient de mieux en mieux comprises. La notion d'« espace vital » elle-même était entrée dans l'usage en Angleterre.

Tandis que s'affirmaient ces tendances plus raisonnables, on revenait à une appréciation toujours plus lucide de l'efficacité du front unique en train de se créer. Alors qu'à l'occasion de l'entrée de la Turquie dans ce front, la joie avait été sans bornes, la déception allait croissant en ce qui concerne la Pologne et la Russie : on se convainquit de plus en plus de la fragilité de l'Etat polonais, et que celui-ci était atteint de la folie des grandeurs, que rien ne pouvait assouvir ses besoins d'argent. L'Union soviétique provoquait le mécontentement par les conditions de plus en plus onéreuses qu'elle posait au cours des négociations, par sa défiance non déguisée à l'égard de Chamberlain et par la froideur glaciale avec laquelle elle réagissait aux avances anglaises.

Cet état d'esprit se manifesta dans plusieurs discours de Chamberlain et de Halifax où s'exprimait nettement le principe de la politique bipartite de l'Angleterre, ou politique jumelée¹⁸ comme on l'appelle encore : l'Angleterre veut, en s'armant et en s'assurant des alliés, accroître sa puissance et se mettre au niveau de l'axe ; mais elle veut d'autre part essayer, par voie de négociations, d'aboutir à un accord avec l'Allemagne, et elle est prête pour cela à faire des sacrifices : dans la question des colonies, de l'acquisition de matières premières, de l'espace vital, des sphères d'intérêts économiques. C'était là les expressions employées, mais on ne faisait aucune proposition concrète.

3). *Vers une détente.* Après avoir sondé le terrain et découvert les tendances dont je viens de parler, j'estimai que le meilleur moyen d'influer sur les milieux politiques dirigeants d'Angleterre était d'user de deux méthodes : d'abord, mettre en garde contre la politique d'encerclement ; ensuite, formuler des propositions constructives en vue d'amener une détente.

J'ai fait passer par les canaux politiques mes avertissements relatifs aux lourdes conséquences qu'aurait une continuation de la politique d'encerclement, et cela de trois manières : en partie personnellement ; en partie par l'intermédiaire de membres de l'Ambassade désignés par moi pour ce travail, notamment par l'intermédiaire du Conseiller de Presse ; en partie lors de conversations avec : a) des personnalités officielles, b) des personnalités du monde politique (députés, publicistes, etc.), c) des membres appropriés du corps diplomatique.

Cherchant à influencer les personnalités officielles, je suis resté dans certaines limites, car j'étais tenu à quelque réserve. C'est pourquoi j'ai dû m'abstenir de rendre officiellement visite à Chamberlain ou à Halifax. Néanmoins, j'ai pu, avec le temps, établir d'une autre manière les contacts désirés. Au cours d'un déjeuner offert par le Sous-Secrétaire d'Etat Butler, auquel, à part nous deux, n'assistaient que Halifax et Kordt, j'ai eu un long entretien avec Halifax.

J'ai traité à fond certains problèmes avec Sir Horace Wilson (donc, avec Chamberlain), et j'ai eu plusieurs conversations avec lord Chatfield et lord Runciman.

Influer sur des personnalités du monde politique n'offrait pas de grosses difficultés. Les parlementaires eux-mêmes, sans parler des journalistes et des publicistes, recherchaient et provoquaient ces rencontres.

Les deux points essentiels de mes exposés étaient les suivants : a) en quelques mots : l'Angleterre, en donnant sa garantie à la Pologne, a confié le sort de la paix générale à des fonctionnaires et à des militaires polonais subalternes (provocation de collisions dans le corridor ou à Dantzig) ; b) la menace que constitue pour l'Allemagne la politique anglaise d'encerclement est évidente pour *l'ensemble* du peuple allemand ; celui-ci est unanime dans sa volonté de parer à ce danger et de ne pas permettre une répétition de 1914. Ces deux thèmes principaux furent complétés par des explications détaillées qui les développaient ; je me suis efforcé notamment d'éclairer les Anglais, peu versés dans les problèmes continentaux et surtout dans ceux de l'Europe orientale, sur la nature de l'Etat polonais et sur nos revendications concernant Dantzig et le corridor. Mes efforts en vue d'une politique constructive, autrement dit en vue d'amener une détente grâce à des pourparlers, avaient pour objet l'établissement d'un contact direct entre le Führer et une personnalité anglaise dirigeante. C'était là, me semblait-il, la voie la plus rapide et la plus sûre pour réussir, et j'étais encore plus persuadé de la justesse de cette idée par un propos qu'on prêtait au Führer : il aurait déclaré être convaincu que s'il s'entretenait directement et en allemand avec un Anglais convenable et loyal, il trouverait sans grande difficulté une solution satisfaisante pour toutes les questions litigieuses. (Ce propos m'a été confirmé dans la suite — fin juin — au nom du baron Geyr par M. Hewel.) Il n'était pas difficile de lancer cette idée d'une explication directe avec des Anglais influents, car eux-mêmes avaient souvent émis des idées de ce genre. Cette proposition tombait sur un terrain propice ; ce qui le prouve le mieux, c'est qu'elle m'a été soumise par une tierce personne comme venant d'elle.

Le difficile était de trouver une personnalité qui fût sympathique au Führer, c'est-à-dire une nature de soldat, loyale, nette, et qui possédât l'allemand. Je songeai à Butler, à Ironside, à Burgin, à Addison, à Chatfield ; mais à tous il manquait quelque chose : l'un ignorait l'allemand, le caractère de l'autre laissait à désirer. Lord Chatfield me semblait convenir le mieux. Ce qui me montra à quel point l'idée d'une telle explication était répandue, c'est que Sir Horace Wilson déclara que l'on avait en vue une personnalité éminente du monde économique anglais. Plus tard, Chamberlain et Sir Horace Wilson me firent savoir, par personne interposée, que toutes sortes de gens qui tranchaient de l'homme politique influent — comme lord Mottistone — venaient offrir leurs services, et que le secret le plus rigoureux devait être observé. Cet intermédiaire se mit à ma disposition — et il fut utilisé — pour un échange de vues ultérieur. Finalement l'affaire prit un autre tour, et c'est alors que nous eûmes, le Conseiller d'Etat Wohlthat et moi, des entretiens avec Sir Horace Wilson.

4). *La crise de Dantzig et les progrès de l'esprit belliciste.* C'est quand la question de Dantzig se posa au premier plan et que les engagements contractés par l'Angleterre envers la Pologne furent pour la première fois mis à l'épreuve, que l'on vit combien il était difficile d'appliquer des plans de ce genre, et combien la situation politique générale s'était compliquée. Tandis qu'à Dantzig on réclamait de façon toujours plus pressante le retour au Reich

et qu'on prenait des mesures d'autodéfense, l'opinion anglaise était en proie à une nervosité croissante. Un torrent de fausses nouvelles, alimenté aux sources les plus diverses, à propos de corps d'armée massés à Dantzig, d'artillerie lourde introduite, de la construction de fortifications, etc., se répandit dans la presse anglaise. Cette campagne d'excitations atteignit son point culminant dans les premiers jours de juillet quand, en fin de semaine, les dépêches d'United Press venues de Varsovie et relatives à une crise dantzigopolonaise, à un ultimatum etc. provoquèrent à Londres une véritable panique et une atmosphère de crise. Les auteurs de cette crise furent rapidement identifiés par l'Ambassade : c'étaient les milieux américains, qui opéraient par l'intermédiaire de l'Ambassade américaine à Varsovie. Pour la première fois on vit très nettement se manifester l'intérêt qu'avait Roosevelt à une aggravation ou à la guerre, d'abord pour obtenir une modification de la loi de neutralité, puis pour se faire réélire à la faveur de la guerre.

Ces intrigues et ces crises eurent une influence directe, car elles obligèrent Chamberlain à déclarer de façon plus précise encore qu'au cas où à Dantzig le statu quo serait modifié, l'Angleterre se verrait dans l'obligation de remplir ses engagements. Cependant l'excitation, la haine des Allemands, la volonté de guerre ou le fatalisme des masses faisaient sans cesse de nouveaux progrès. L'idée fixe que toute tentative de modifier la situation existante sans le consentement de la Pologne aurait pour conséquence une déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne, s'imposait à l'esprit des plus larges milieux d'Angleterre.

On peut caractériser la mentalité de la population au début de juillet à peu près comme suit : la première catégorie formait un groupe numériquement très faible, mais politiquement influent, qui avait conscience des dangers de l'orientation adoptée et s'efforçait d'arriver, sous une forme ou sous une autre, à un arrangement avec l'Allemagne ; mais elle était dans une certaine mesure prisonnière de sa propre politique. Puis venait la catégorie plus large des ennemis résolus de l'Allemagne, qui poussaient à la guerre ; elle se composait du groupe¹⁹ Churchill-Eden-Amery-Cooper et de leurs partisans, d'éléments libéraux de gauche ultra-pacifistes, des journaux groupés autour du *Daily Chronicle*, du *Yorkshire Post*, du *Manchester Guardian*, de groupements juifs influents, d'émigrés, de l'action américaine²⁰, etc. La troisième catégorie, c'était le large public, qui n'avait aucune haine pour l'Allemagne, mais était las des « obstacles sans cesse apportés à une évolution normale », dont il rendait l'Allemagne responsable. On ne saurait mieux exprimer ses sentiments que par cette phrase : « S'il faut se battre, que ce soit tout de suite²¹. » L'état d'esprit combatif s'appuyait d'une façon générale sur le sentiment que les lacunes dans les armements avaient été comblées, et que notamment dans le domaine de l'aviation et de la D.C.A. l'Angleterre était suffisamment forte.

Les difficultés à surmonter pour réaliser une détente apparurent donc dans toute leur évidence ; je les ai caractérisées comme suit dans les entretiens que j'ai eus avec Halifax, Wilson et bien d'autres : la complexité de la politique parallèle anglaise fait qu'à l'extérieur elle semble manquer de sincérité. D'un côté, des actes : une politique fiévreuse d'encerclement et la course aux armements ; de l'autre, des mots : paix et amitié avec l'Allemagne. Un autre obstacle à la détente, c'est le blocage de toutes les possibilités de conversations par suite des déclarations de plus en plus nettes de Chamberlain, auxquelles correspond un refus polonais toujours plus manifeste de consentir à aucune concession. Et, enfin, la plus grosse difficulté des pourparlers en vue d'amener une détente, c'est que la presse ne cesse d'échauffer l'opinion publique, de sorte que toute tentative d'apaisement est flétrie comme un acte de haute trahison. (Voir les commentaires de la presse à propos des conversations Hudson-Wohlthat.)

5). *Attitude de la presse allemande à l'égard de l'Angleterre.* Il n'est pas étonnant que dans ces circonstances, on n'ait pas trouvé, du côté allemand, l'atmosphère favorable à une détente, ni manifesté le désir d'examiner le cas qu'on pouvait faire de propos fortuits plus conciliants des hommes d'Etat britanniques — tels les discours de Halifax à la Chambre des lords et à Chatham House. La presse allemande considérait les rapports avec l'Angleterre uniquement du point de vue de la politique anglaise d'encerclement et menait contre la presse anglaise une polémique à laquelle celle-ci ne donnait que trop matière. On ne pouvait attendre de la presse allemande un autre ton que le fortissimo, car depuis l'automne 1938 elle avait pris, à l'égard de l'Angleterre, le ton le plus acerbe, et les articles sans tendance polémique y étaient rares. Bien que dans les deux pays le public fût à ce point habitué à l'hostilité réciproque de la presse anglaise et de la presse allemande, que l'effet de cette hostilité s'en trouvait émoussé, les attaques personnelles de la presse allemande contre les dirigeants anglais, les réflexions ironiques à l'adresse du roi, ou la campagne dirigée contre l'armée anglaise à propos des atrocités en Palestine, soulevaient des tempêtes d'indignation et réduisaient encore les possibilités d'une réconciliation entre l'Allemagne et l'Angleterre. Aussi est-ce avec raison que le Conseiller de Presse de l'Ambassade proposait de mettre fin à cette propagande et rappelait qu'« un souffle de vent suffisait pour inciter le lion à bondir ». On a parfois l'impression, ajoutait-il, qu'on veut pousser les Anglais à bout avant que la Pologne soit mûre pour l'assaut.

A côté d'éventualités aussi graves, qui résultaient de l'attitude de la presse allemande ou des méthodes de la propagande allemande, on peut négliger les maladresses ou les manques de tact de la propagande allemande qui ont moins d'importance. Il faut toutefois signaler que c'était incontestablement une bétise que de traduire en

anglais l'article du Ministre du Reich Goebbels dans le *Völkischer Beobachter* contre le propagandiste Stephen King-Hall, et de le répandre en Angleterre. Une polémique destinée aux auditeurs allemands perd toute efficacité parmi les auditeurs anglais, d'autant plus que la traduction est défectueuse et qu'elle serre à ce point l'original que des expressions allemandes familières comme « un honnête vieux loup de mer ²² » sont traduites : « Vous pouvez raconter ces petites histoires à des marins, vous vieux et honnête Jack Tar britannique ²³. » D'autre part, il est bon de signaler que des ouvrages explicatifs sur Dantzig, comme la brochure de Fuchs, ont attiré l'attention et produit un excellent effet. De même, le professeur dantziçois Haferkorn s'est assuré par sa parole et par ses écrits un beau succès dans certains milieux anglais influents.

Dans l'ensemble, à considérer [les événements] d'Angleterre, l'attitude de la presse allemande à l'égard de l'Angleterre donnait l'impression que toute parole conciliante adressée à l'Allemagne du côté anglais était regardée comme un signe de faiblesse et de décadence, alors qu'un langage résolu était à ses yeux une insolente provocation.

6). *L'Angleterre propose des négociations.* Vers la mi-juillet, il se produisit une certaine accalmie dans les relations germano-anglaises. Elle était due au revirement survenu après qu'eurent été démasquées les intrigues des instigateurs de guerre pendant la crise de Dantzig ; aux nouvelles apaisantes venues d'Allemagne et relatives au départ en vacances de hautes personnalités ; à l'atmosphère plus calme qui régnait à Dantzig et à l'intention du Gouvernement anglais de mettre le Parlement en vacances.

Pour cette raison, ou par simple coïncidence, les tendances constructives déjà signalées dans le Gouvernement britannique — qui, au négativisme du front d'encerclement, cherchait à substituer une entente avec l'Allemagne en engageant des pourparlers avec elle — se concrétisèrent en action positive. On s'adressa pour cela au Conseiller d'Etat Wohlthat, venu à Londres pour mener des pourparlers et qui était déjà en excellents rapports avec des personnalités compétentes ; en sa qualité de commissaire économique extraordinaire au plan quadriennal, il pouvait souligner le caractère économique des négociations. L'initiative vint de Sir Horace Wilson, le plus proche collaborateur et conseiller de Chamberlain. Lorsqu'en juillet M. Wohlthat arriva à Londres afin de prendre part à des pourparlers sur la pêche à la baleine, Wilson l'invita pour un entretien au cours duquel, s'inspirant de notes préparées d'avance, il développa un programme de règlement très large des relations germano-anglaises. Ce programme prévoyait des accords de caractère politique, militaire et économique.

Dans le domaine politique, un pacte de non-agression était prévu, comportant la renonciation au principe de l'agression. Le véritable but de ce traité était de permettre aux Anglais de se décharger peu à peu de leurs engagements à l'égard de la Pologne en invoquant qu'ils avaient, par ce traité, obtenu que l'Allemagne renonçât aux méthodes d'agression.

Puis devait être conclu un traité de non-intervention qui aurait en quelque sorte servi de camouflage ²⁴ à une délimitation des sphères d'intérêts entre les grandes Puissances.

Au point de vue militaire, des conversations étaient envisagées pour la conclusion d'un accord en vue d'une limitation des armements sur terre, sur mer et dans l'air. Des propositions très larges étaient faites dans le domaine économique : on devait traiter des problèmes coloniaux, de la fourniture de matières premières à l'Allemagne, de la délimitation des marchés industriels, des dettes internationales, de l'application de la clause de la nation la plus favorisée.

Ainsi que l'expliquait Sir Horace Wilson, ces propositions avaient essentiellement pour but de soulever et de régler des questions d'une importance telle, que les problèmes du Proche-Orient, comme ceux de Dantzig et de la Pologne, qui étaient dans une impasse, seraient relégués à l'arrière-plan et pourraient être ensuite réglés directement entre l'Allemagne et la Pologne.

L'importance des propositions de Wilson est attestée par ce fait qu'il offrit à Wohlthat d'en recevoir confirmation de Chamberlain personnellement, dont le bureau n'était pas loin du sien. Mais Wohlthat déclina cette offre afin de conserver à sa mission son caractère officieux.

Hudson, Ministre du Commerce d'Outre-Mer, invita également M. Wohlthat, par l'intermédiaire du délégué norvégien à la conférence pour la pêche à la baleine, à venir s'entretenir avec lui. Après avoir conféré avec moi, M. Wohlthat déféra à son désir. Au cours d'un long entretien, Hudson développa l'idée d'une coopération économique germano-anglaise dans le domaine du commerce extérieur. Il signala que les deux nations avaient devant elles trois grands domaines ²⁵ constituant un immense champ d'activité économique : l'Empire anglais ²⁶, la Chine et la Russie. Des accords étaient possibles à ce sujet, ainsi que dans d'autres domaines ; dans les Balkans, l'Angleterre n'avait aucune ambition économique. Il fut aussi question des problèmes financiers. Mais non pas d'accorder un emprunt à l'Allemagne pour opérer la reconversion de son économie de guerre en une économie de paix. M. Wohlthat eut l'impression que Hudson possédait bien son sujet et que c'était un homme aux conceptions hardies.

Après son entretien avec Hudson, le Conseiller d'Etat Wohlthat eut avec Wilson une seconde conversation, au cours de laquelle il reçut confirmation des propositions de Hudson.

L'entrevue Wohlthat-Hudson, par suite d'une indiscretion de ce dernier, fut connue de la presse qui la présenta sous le jour le plus sensationnel et rappela à son propos que des bruits circulaient depuis quelques jours déjà, à la City et à Fleet Street, sur l'octroi à l'Allemagne par l'Angleterre d'un emprunt de 1 milliard de livres sterling pour réorganiser l'économie allemande sur le pied de paix. Hudson donna à ce sujets dans les journaux du dimanche, des explications dépourvues de tact et qui ne firent qu'ajouter à l'émotion générale. Cette fois encore, à la soif de sensation se mêlait le désir de certains milieux anglais d'étouffer dans l'œuf toute possibilité d'entente. Néanmoins, l'atmosphère ne se gâta pas trop, et il était encore possible de poursuivre les conversations, car les entretiens Wilson-Wohlthat restèrent ignorés de la presse, et l'indiscretion des Anglais fut accueillie à Berlin avec assez de sang-froid.

Quelques jours après le départ de M. Wohlthat, Charles Roden Buxton, homme politique connu du Labour Party, un modéré, rendit visite au Conseiller d'Ambassade Kordt et lui exposa, sous une forme plus explicite, des idées incontestablement apparentées aux propositions de Sir Horace Wilson ; seulement, Buxton souligna plutôt le côté politique que l'aspect économique d'une réconciliation germano-anglaise. Il tenait un retour aux méthodes de la diplomatie secrète pour nécessaire, car [disait-il] les peuples sont si exaltés et l'atmosphère est si chargée, que les ²⁷ publiques des hommes d'Etat seraient plus nuisibles qu'utiles. Il fallait préparer par des négociations secrètes un accord politique, comme en 1904 l'entente avec la France, ou en 1907 l'entente avec la Russie. (Le fait qu'à la même époque Chamberlain rappelait à la Chambre des Communes le temps qu'avait exigé la conclusion de l'entente avec la France et la Russie, atteste que Buxton s'était sûrement consulté avec des personnalités officielles ou que peut-être même il agissait par leur inspiration.) L'Angleterre — a poursuivi Buxton — se trouve aujourd'hui placée devant les mêmes problèmes qu'alors : alors il s'agissait d'une délimitation des espaces vitaux et des sphères d'intérêts avec la France et avec la Russie. Donc, la Grande-Bretagne s'engagerait à respecter les sphères d'intérêts allemandes à l'Est et au Sud-Est de l'Europe. L'Angleterre renoncerait en conséquence aux garanties qu'elle avait accordées à certains Etats se trouvant dans la sphère des intérêts allemands. Ensuite, la Grande-Bretagne interviendrait auprès de la France pour que celle-ci renonçât à l'alliance de l'Union soviétique et aux obligations qu'elle avait contractées dans le Sud-Est de l'Europe. L'Angleterre mettrait également fin aux conversations en vue d'un pacte avec l'Union soviétique. De son côté, l'Allemagne devrait se déclarer prête à collaborer en Europe et consentir à une réduction générale des armements. Cet entretien, de même, il va sans dire, que les conversations avec Sir Horace Wilson, ont fait l'objet d'un rapport à l'Office des Affaires étrangères.

Du côté anglais, on continua dans les jours qui suivirent à insister pour qu'une action de détente fut entreprise, et cette fois par la voie officielle. Etant donné que je ne pus avoir d'entretien avec M. Butler avant nos vacances, en raison de son départ imprévu, il me fit savoir par M. Kordt que Sir Horace Wilson désirait me parler. Pour ne pas attirer l'attention, je rendis visite à Wilson le 3 août, à son domicile, et j'eus avec lui un entretien de près de deux heures. En somme, la conversation ne sortit pas du cadre des entretiens de Wohlthat. Je tenais à ce qu'il confirmât les propositions qu'il avait faites à Wohlthat ; il les confirma ; l'authenticité du projet ne fait donc aucun doute.

Je tenais tout particulièrement à établir comment les propositions de Wilson pouvaient s'accorder avec la politique anglaise d'encerclement. Et de nouveau Wilson me confirma, plus clairement encore qu'à Wohlthat, qu'après la conclusion d'une entente germano-anglaise la politique anglaise de garanties serait en fait enterrée. Un accord avec l'Allemagne permettrait à l'Angleterre de reprendre sa liberté d'action vis-à-vis de la Pologne du fait que la convention de non-agression mettrait la Pologne à l'abri d'une attaque allemande : de la sorte l'Angleterre serait entièrement libérée de ses engagements. La Pologne resterait alors pour ainsi dire seule en face de l'Allemagne.

Sur mes instances, Sir Horace Wilson m'expliqua aussi comment il fallait mener les pourparlers pour leur éviter le sort des pourparlers avec Wohlthat, étant donné que l'opinion anglaise était très montée. Il reconnut sans ambages que Chamberlain risquait gros en s'engageant dans cette voie, et qu'il courait le danger d'être renversé. Avec de l'habileté et une discrétion rigoureuse, on pourrait éviter cet écueil. Mais le Gouvernement anglais devait avoir l'assurance que du côté allemand son initiative rencontrerait une bonne volonté égale à la sienne. A quoi servirait-il d'entamer des pourparlers si une nouvelle crise devait avoir lieu ? Le Gouvernement anglais voulait donc savoir comment le Führer avait accueilli le compte rendu de Wohlthat, s'il prévoyait une période de calme pour des pourparlers au cours des mois à venir et enfin, s'il était disposé, quant à lui, à se déclarer prêt à des pourparlers, soit publiquement, soit confidentiellement. En tout cas le Gouvernement anglais serait très déçu si l'initiative anglaise restait sans réponse de notre part. Alors la catastrophe serait la seule perspective.

Je protestai contre certaines assertions trop osées de Wilson, par exemple au sujet de l'atmosphère de défiance après Prague, ou des préparatifs militaires unilatéraux de l'Allemagne. En somme, j'ai écouté plus que je n'ai

parlé. J'y étais d'ailleurs contraint par le fait que j'ignorais totalement comment le compte rendu de Wohlthat sur ses entretiens à Londres avait été accueilli dans les milieux dirigeants d'Allemagne. Je savais seulement, par une dépêche personnelle du Ministre des Affaires étrangères du Reich m'interrogeant sur la teneur des conversations politiques de Wohlthat, ainsi que par un télégramme du Secrétaire d'Etat, que le compte rendu de Wohlthat avait été communiqué par le feldmaréchal Goering au Ministre des Affaires étrangères du Reich.

7). *Appréciation de la démarche d'Horace Wilson.* Si l'on considère la politique du Gouvernement anglais au cours de l'été 1939, qui a abouti à la démarche de Sir Horace Wilson, on voit clairement que plus on allait et plus la réaction se renforçait contre la politique d'encerclement inconsidérément entreprise, dangereuse, irréfléchie. Il est évident que la déception toujours croissante que provoquaient les pourparlers avec la Russie marchait de pair avec un renforcement de la tendance à une politique constructive à l'égard de l'Allemagne, tendance qui s'est incarnée dans les propositions Chamberlain-Wilson au Conseiller d'Etat Wohlthat et à moi-même. Chamberlain a été contraint de céder à la poussée de l'opinion publique — affirmant ses partisans pour expliquer sa politique intérieure — fermement convaincu qu'elle reviendrait bientôt à la raison. Puis il s'est dit que le moment était venu de maîtriser l'opinion publique et de l'engager dans la voie qu'il s'était fixée, c'est-à-dire d'agir comme il l'avait fait dans la question d'Abyssinie. Il voulait donc profiter de la déception de l'opinion politique à l'endroit de la Russie pour s'orienter de nouveau vers un arrangement avec l'Allemagne.

J'ai déjà noté les difficultés incroyables auxquelles se fût heurtée en Angleterre une initiative de ce genre : toutes les possibilités de mener des pourparlers étaient bloquées par suite des déclarations anglaises sur Dantzig et l'opinion publique était montée. Il faut souligner que les propositions de Sir Horace Wilson tenaient compte de ces difficultés (comparaison avec la conclusion de l'Entente en 1904 et 1907 ; caractère secret des pourparlers), et qu'elles offraient des possibilités réelles ou, du moins, qui valaient qu'on tentât de les réaliser. En tout cas, la position de Chamberlain était assez forte pour que dans la situation d'alors, son plan pût se réaliser. Des personnalités influentes m'ont répété plus d'une fois que les électeurs étaient pour Chamberlain, indépendamment du mot d'ordre sous lequel il se présenterait devant eux : celui de « guerre » ou celui de « paix ». Cette affirmation était certainement juste. Pour ce qui est de l'importance que Chamberlain et Wilson attribuaient à leurs propositions, les faits suivants sont des plus significatifs : Chamberlain était prêt à les confirmer à Wohlthat et, d'autre part, Wilson soulignait avec insistance que le Gouvernement anglais attribuait la plus grande importance à une réponse allemande, et considérait que sans elle on n'aurait plus d'autre perspective que celle de glisser vers la guerre ²⁸. La tragédie, le facteur décisif dans le déclenchement de la nouvelle guerre germano-anglaise, c'est que l'Allemagne exigeait pour elle une place de Puissance mondiale égale à celle qu'occupait l'Angleterre, — ce que l'Angleterre était, en principe, prête à accorder, — mais aussi la réalisation immédiate, totale et non équivoque de ses revendications, tandis que l'Angleterre, qui était prête à renoncer à ses engagements à l'Est, et par la même à sa politique d'encerclement, de même qu'elle était disposée à accorder à l'Allemagne une situation dominante à l'Est et au Sud-Est de l'Europe, et à entamer des pourparlers avec elle en vue d'une collaboration d'égal à égal à l'échelle mondiale ²⁹, mettait comme condition que tout cela se fit par voie de pourparlers et par un changement *graduel* ³⁰ de la politique anglaise ; un changement qui serait réalisé en plusieurs mois, et non en quelques jours ou en quelques semaines .

Ensuite, en ce qui concerne la technique et l'atmosphère des pourparlers, d'autres difficultés surgirent du fait que [précisément] pendant cette période où les Anglais étaient prêts à engager des pourparlers et à faire des concessions, on n'engagea pas de pourparlers ; il s'agit de la période qui va de Munich à Prague (à l'exception de la période des manifestations antijuives en Allemagne, au mois de novembre). Après Prague, il y eut dans la politique anglaise et dans l'attitude intérieure de chaque Anglais envers l'Allemagne le brusque revirement que l'on sait. La politique d'encerclement était au premier plan. Et lorsque des tendances à l'apaisement se manifestèrent à nouveau dans l'initiative prise par Chamberlain et par Wilson en juillet, l'atmosphère européenne était très chargée d'électricité. On n'essaya pas de vérifier pratiquement si cette proposition pouvait aboutir à une issue pacifique.

8). *Attitude de Berlin en face de la proposition anglaise de pourparlers.* Je quittai Londres une semaine après mon entretien avec Sir Horace Wilson. En juillet déjà, j'avais manifesté le désir de me rendre à Berlin au milieu d'août pour rendre compte, et de rester en Allemagne jusqu'au congrès du parti. Le Ministre des Affaires étrangères du Reich avait agréé ma demande. Je sus plus tard que j'aurais été invité à prendre mes vacances si je ne l'avais pas fait de moi-même. Ce fut le cas pour le comte Welczeck, Ambassadeur à Paris. J'arrivai à Berlin le lundi 13 août, le lendemain du jour où s'étaient terminés les pourparlers avec le comte Ciano à Fuschl et à l'Obersalzberg. Je priai les fonctionnaires de service à la chancellerie du Ministre d'informer le Ministre des Affaires étrangères du Reich de mon arrivée, et de lui demander si je devais me présenter à Fuschl pour lui faire mon rapport, et si oui, à quelle date. Durant les jours qui suivirent, on me répondit, lorsque je m'informai, qu'on n'avait reçu aucune indication du Ministre des Affaires étrangères du Reich concernant la question qui m'intéressait. Je m'adressai également au Secrétaire d'Etat von Weizsaecker pour savoir quand je pourrais me présenter à Fuschl pour faire mon rapport. M. von Weizsaecker me promit d'écrire spécialement au Ministre des

Affaires étrangères du Reich à ce sujet ; par la suite il me donna lecture d'un passage de sa lettre au Ministre des Affaires étrangères du Reich, où il exposait brièvement ce que je lui avais dit, notamment à propos de la position de l'Angleterre dans le cas d'une guerre germano-polonaise.

A l'époque on m'affirma à plusieurs reprises, à Berlin, que le Ministre des Affaires étrangères du Reich était convaincu que dans le cas d'une guerre germano-polonaise, l'Angleterre ne se rangerait pas du côté de la Pologne. J'appris ensuite que le rapport de M. Wohlthat sur ses conversations à Londres était considéré et interprété plutôt comme un tableau général de l'état des esprits. Quant à mon rapport sur l'entretien que j'avais eu avec Sir Horace Wilson³¹, il avait été accueilli comme un nouveau témoignage de la faiblesse de l'Angleterre.

Je ne reçus aucune réponse du Ministre des Affaires étrangères du Reich. Il était clair qu'il n'avait pas le temps ou pas le désir d'entendre mon rapport ; c'était comme pendant la crise de mars, quand après avoir été convoqué à Berlin pour rendre compte, je n'avais pas été reçu. Sentant tout le poids de la responsabilité que je portais et n'ayant pas la possibilité de faire mon rapport de vive voix, je décidai d'exposer dans un court mémorandum³² la position qu'occuperait l'Angleterre au cas d'une guerre germano-polonaise.

Je signalai que par elle-même la question polonaise n'était pas décisive pour l'Angleterre ; ce qui était décisif, c'était le désir d'empêcher l'extension de la puissance de la seule Allemagne sur le continent. Si même l'Angleterre n'était pas tenue d'intervenir automatiquement au cas d'un conflit germano-polonais, il n'en fallait pas moins considérer son intervention contre nous comme infiniment probable. J'envoyai ce mémorandum le 18 août, par lettre recommandée, au Secrétaire d'Etat en le priant de le transmettre au Ministre des Affaires étrangères du Reich, ce qui fut fait³³.

J'avais demandé et reçu du Secrétaire d'Etat l'autorisation de demeurer à Groeditzberg jusqu'au moment où je recevrais d'autres ordres. Arrivé ici le 16 août, je me suis occupé de dresser ce mémorandum. Cependant on n'a plus fait appel à mes services.

Groeditzberg, septembre 1939.

von Dirksen³⁴.

Post-scriptum. J'ai écrit ce mémorandum, m'estimant tenu d'exposer par écrit la manière dont les rapports germano-anglais ont évolué pendant mon séjour à Londres, pour le cas où l'on aurait un jour le désir de rassembler tous les matériaux relatifs à cette question. Cette obligation, je l'ai d'autant plus vivement sentie que tous les papiers les plus importants de l'Ambassade à Londres ont dû être brûlés peu avant le début de la guerre ; et les rapports envoyés à l'Office des Affaires étrangères ne contenaient pas tous les détails. Ces notes ont été écrites de mémoire, sans l'aide d'aucun document.

von Dirksen³⁴.

¹ Dans l'original : « Staatssekretär in der Reichskanzlei » (les guillemets sont dans l'original). H. Wilson était en réalité « Directeur du Service civil » (« Head of H. M. Civil Service »).

² En anglais dans l'original : « the rape of Austria ».

³ Dans l'original : « Vergewaltigung ».

⁴ Dans l'original : « Die tschechische Wochenendkrise ».

⁵ Dans l'original : « Wochenendkrise ».

⁶ Voir le document N° 3.

⁷ The Mail, rue conduisant au palais de Buckingham.

⁸ En anglais dans l'original : « Peace for a lifetime ».

⁹ En anglais dans l'original : « gaps ».

¹⁰ Dans l'original : « Governantenhaftigkeit ». Dans le discours mentionné par Dirksen et publié dans le *Völkischer Beobachter* du 10 octobre 1938, Hitler disait : « Governantenhafte Bevormundung vertragen wir nicht mehr » (« Nous n'admettrons plus la tutelle d'une gouvernante »).

¹¹ Souligné dans l'original.

¹² En anglais dans l'original : « Herr von Ribbentrop wants to come to London ».

¹³ Dans l'original : « Machtpolitisch ».

¹⁴ Dans l'original : « Schutzstaat ».

¹⁵ Dans l'original : « Sudetendeutschlands ».

¹⁶ En anglais dans l'original : « unfair ».

¹⁷ En anglais dans l'original : « The man who murdered Hitler ».

¹⁸ Dans l'original : « Zwillingspolitik ».

¹⁹ Les mots « du groupe » ont été ajoutés à l'encre au-dessus de la ligne.

²⁰ C'est bien ainsi dans l'original.

²¹ En anglais dans l'original : « If there is to be a fight, let us have it now ».

²² En allemand dans l'original : Oller ehrlicher Seebär ». « Oller » : familier pour : « alter ».

²³ En anglais dans l'original : « You can tell those little tales to the mariners, you honest old British Jack Tar ». Jack Tar — sobriquet du marin anglais.

²⁴ Dans l'original : « Deckblatt ».

²⁵ Dans l'original : « Gebiete ».

²⁶ Dans l'original : « Das englische Empire ».

²⁷ De toute évidence il manque un mot dans l'original : « déclarations » ou « conversations ».

²⁸ Dans l'original : « Hineingleiten in einen Krieg ».

²⁹ Dans l'original : « weltpolitische Partnerschaft ».

³⁰ Souligné dans l'original.

³¹ Voir le document N° 24.

³² Voir le document N° 27.

³³ On a retrouvé dans les archives de Dirksen une quittance de la poste attestant qu'une lettre recommandée a été envoyée le 18 août à Weizsaecker.

³⁴ Signature autographe de Dirksen.

ANNEXES

ANNEXE I.

TIRÉ DE LA CORRESPONDANCE PRIVÉE DE DIRKSEN

N°1

LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A MOSCOU DIRKSEN AU PRÉSIDENT DE L' « ASSOCIATION NATIONALE DES FÉDÉRATIONS D'ENTREPRENEURS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE » WANGENHEIM

Moscou, le 22 juillet 1931.

Rigoureusement confidentiel !

Cher Wangenheim,

J'ai lu l'autre jour dans la *Deutsche Tageszeitung* un article où il était dit qu'il ne faudrait pas désespérer si les pourparlers de crédits qui vont s'engager à Paris et à Londres échouaient, car nous pourrions alors mener à l'Est une politique plus active.

Cette idée a touché en moi des cordes sensibles ; des pensées analogues m'ont tant travaillé ces dernières semaines, que je ne veux pas te les cacher, même si elles devaient te paraître insuffisamment mûries et méditées. Il faut bien se dire, comme le fait la *Deutsche Tageszeitung*, que du côté allemand on ne peut se présenter aux conférences de Paris et de Londres avec le sentiment que si les pourparlers échouent, tout est fini. Il faut au contraire se demander : et que se passera-t-il, à proprement parler, s'ils échouent ? — afin de dresser son plan à l'avance. Ce plan, voici comme on peut se le représenter dans ses grandes lignes : si les pourparlers sur les crédits devaient échouer, le crédit public et privé de l'Allemagne descendrait jusqu'à zéro ; le mark tomberait très bas ou même ne serait plus coté ; le retrait des crédits étrangers continuerait ; et la panique augmenterait en conséquence à l'intérieur du pays. Aussi le Gouvernement devrait-il prendre des mesures beaucoup plus résolues qu'auparavant ; il va sans dire qu'il faudrait laisser en vigueur les dispositions prises jusqu'ici. Etant donné qu'en raison de la pénurie des crédits le maintien d'un taux d'intérêt et d'escompte élevé ruinerait complètement notre économie¹, étant donné aussi qu'à proprement parler ces mesures n'avaient été prises que pour gagner de nouveau la confiance du marché monétaire étranger, il faudrait y renoncer dès qu'il ne pourrait plus être question de la confiance de l'étranger — et ce serait le cas si les pourparlers de crédits échouaient. Ainsi donc, si l'élévation du taux d'escompte avait des conséquences ruineuses sans remédier à la pénurie des moyens de paiement, il faudrait vraisemblablement retourner aux moyens auxquels nous avons renoncé — avec raison — et mettre en circulation, en guise de moyens de paiement, des billets de la Rentenbank, par exemple. Cela aboutirait tôt ou tard à la création d'une devise intérieure qui serait autant que possible couverte par de l'or, mais qu'on pourrait aussi laisser sans couverture-or appréciable si l'or manquait. Les paiements à l'étranger seraient alors effectués avec des devises-or. Ce serait exactement comme ici.

Si en face de la devise-or destinée aux transactions à l'étranger, on créait cette devise intérieure, il serait indispensable d'établir un contrôle de l'Etat encore plus énergique que celui qui s'exerce à présent sur les transferts de devises. L'achat et la vente de devises étrangères devraient s'effectuer uniquement par l'intermédiaire d'un établissement central de l'Etat, et uniquement pour les besoins les plus essentiels. Un contrôle non moins sévère devrait être établi parallèlement sur les matières premières et autres marchandises que nous importons de l'étranger. Il faudrait augmenter au maximum l'exportation pour faire rentrer le plus possible de devises, et par la suite l'exportation devrait, elle aussi, être sévèrement contrôlée afin qu'il soit possible de contrôler les entrées de devises.

La nécessité d'un contrôle des exportations et des importations n'est autre chose que le monopole du commerce extérieur ; nous devons naturellement y avoir recours, comme tout Etat qui ne peut se permettre d'importer tout ce dont chacun de ses citoyens veut se passer la fantaisie.

Le monopole du commerce extérieur ouvrirait naturellement devant nous toutes les possibilités dont tire parti le Gouvernement soviétique ; avant tout, nous pourrions placer nos commandes où il nous plairait sans risquer d'être accusés de violer la clause de la nation la plus favorisée qui figure dans certains traités de commerce.

Et ainsi j'en arrive à la politique à l'Est. Si nous n'obtenions pas un gros emprunt, nous devrions naturellement nous efforcer non seulement de maintenir nos exportations à nos anciens clients, mais encore de les accroître si possible, fût-ce en recourant au dumping. Mais nous devrions en outre faire apparaître toutes les possibilités qui existent d'augmenter nos exportations afin de réduire le nombre des chômeurs et d'infuser un sang nouveau à notre économie. Mais tout cela [ne] pourrait se produire [que] par un accroissement de notre activité économique avec l'Union soviétique².

Jusqu'à présent nous n'avons pu mettre entièrement à profit les formidables possibilités d'exportation qui se sont offertes à nous l'année dernière (nul ne sait combien de temps cela durera encore), car nous ne pouvions donner au Gouvernement soviétique les crédits nécessaires, — autrement dit, nous n'étions pas assez riches pour financer ces transactions, ce qui serait d'ailleurs superflu si nous permettions au Gouvernement soviétique de nous payer non en argent, mais en marchandises. Nous pourrions accepter qu'il nous paie en marchandises dès que nous aurions institué le monopole du commerce extérieur. Nous ne serions plus obligés alors d'acheter dans le monde entier le pétrole et les produits dérivés dont nous avons besoin : nous pourrions les acheter en Russie et exporter pour une somme correspondante, ce qui augmenterait d'autant nos possibilités de crédit. Cela est également vrai pour toute une série d'autres produits que nous faisons venir d'autres pays, sans contre-partie, — comme le bois, le froment, le maïs, le coton, etc.

Je me rends bien compte que des transactions aussi importantes, se chiffrant par des centaines de millions, ne peuvent s'effectuer à un comptoir. Non seulement elles exigent beaucoup de temps, mais elles ont encore besoin d'être financées. Néanmoins si l'on renonce à l'étalon-or pour passer à la devise intérieure, le financement de ces transactions avec la Russie pourrait s'effectuer à l'aide de titres d'un type particulier, qu'on appellerait bons du Trésor, bons de financement russe, ou autrement. On émettrait de ces titres pour couvrir les opérations à effectuer et on les retirerait ensuite de la circulation au fur et à mesure que les transactions seraient terminées.

Ce serait là un aspect de nos opérations avec la Russie. Mais il y en aurait un second : dans de tout autres proportions que jusqu'ici et sans avoir peur d'irriter l'Europe occidentale, nous pourrions satisfaire les besoins qui se font sentir ici en hommes, en travail de tout genre, qualifié ou non. C'est là une question à part, au sujet de laquelle il y aurait beaucoup à dire ; je me bornerai ici à la signaler. Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que des possibilités extraordinaires nous sont données de caser des hommes qu'il serait insensé de vouer à une misère complète.

Il est absurde qu'il y ait d'un côté un continent³ comme la Russie, qui réclame des marchandises de toutes sortes, des machines, etc., et qui a énormément besoin d'hommes, et de l'autre côté un pays comme l'Allemagne où il y a surabondance de ces mêmes marchandises et d'hommes — sans que cette offre et cette demande puissent se rencontrer.

Le temps presse, et je termine. Tu vois que je ne suis pas tout à fait pessimiste. Il y a toujours une issue. Du reste, je ne suis pas complètement pessimiste non plus en ce qui concerne la marche des conversations de Paris et de Londres, car nous avons, dans ces conversations, la position la plus forte qu'on puisse imaginer : celle d'un débiteur qui a soutiré 25 milliards de marks, ni plus ni moins, et dont la faillite peut entraîner à sa suite le créancier dans l'abîme.

Pour moi personnellement, tout va bien ; je n'ai pas eu de rechute.

Mes meilleurs vœux à ta femme et à toi.

[Dirksen].

¹ Dans l'original : « Im Zusammenhang mit der Kreditdistriktion unserer Wirtschaft ».

² Nous avons conservé l'espacement de l'original.

³ C'est ainsi dans l'original.

LETTRE DE F. STUMM A L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN

F. von STUMM ¹.

Rausch-Holzhausen,
Circonscription de Marbourg (Lahn).

2 mai 1938.

Cher Dirksen,

En ce qui concerne Sir N.S.S., je voudrais encore ajouter qu'il est nettement pro-franquiste ² et nettement antisémite. Il a pour nous une certaine sympathie et en tout cas il est objectif.

Je te prie de lui transmettre, ainsi qu'aux Vansittart, nos meilleures salutations, à ma femme et à moi. Il n'est pas aussi germanophobe qu'on le prétend toujours. Le Cabinet, je le sais positivement, le considère comme francophile, c'est-à-dire charmé à l'excès par la façon française de mener la diplomatie et de traiter les problèmes européens. C'est pourquoi il a été pour ainsi dire écarté du Foreign Office et ne peut plus s'appuyer sur cet appareil. Mais comme il se distingue par son intelligence et qu'il est en outre extrêmement travailleur, on ne peut sous-estimer son influence comme conseiller politique ³.

D'une manière générale vous verrez que, malgré l'Autriche ⁴, l'homme de la rue, aujourd'hui comme auparavant, est partisan de bons rapports avec nous, et ne supporte pas les Français. L'influence de la presse antiallemande est deux fois moins forte qu'on le croit communément chez nous.

Que le Gouvernement se trouve en bons rapports avec la France et « protège » ainsi les ports de la Manche, l'Anglais l'approuve, mais sans sympathie. Que le Gouvernement semble enfin imposer sa volonté politique à la France, cela ne peut que lui plaire, car depuis longtemps il en a assez de se traîner à la remorque de Paris. L'influence juive, sensible en Angleterre, préoccupe beaucoup d'Anglais ; aussi notre façon de résoudre le problème juif n'émeut-il plus que peu de monde. Pour la question de l'Eglise, c'est autre chose ; mais ici on peut agir par la propagande, car les déclarations de l'archevêque de Canterbury sur la question du roi ⁵, de même que sur les problèmes de politique étrangère, ont fort déplu aux Anglais et les ont amenés à être plus sensibles à la possibilité d'une intervention du clergé dans la vie politique. De plus, tout ne va pas pour le mieux quant au church-going du dimanche en Angleterre, même à la campagne ; l'attachement à l'Eglise s'est sensiblement refroidi.

Je vous souhaite donc de bons résultats sur un terrain qui n'est pas tout à fait défavorable ; je souhaite que votre santé japonaise ⁶ s'améliore de façon sensible, et que nous nous rencontrions, à Londres peut-être. Sinon cet automne, du moins plus tard !

Salutations cordiales, ainsi qu'à madame Dirksen.

Votre Fr, Stumm ⁷.

¹ En-tête.

² Dans l'original : « ausgesprochen pro-Franco ».

³ En anglais dans l'original : « political adviser ».

⁴ C'est ainsi dans l'original.

⁵ Allusion aux déclarations de l'archevêque de Canterbury en décembre 1936, à propos de l'abdication d'Edouard VIII.

⁶ C'est bien ainsi dans l'original.

⁷ Signature autographe de Stumm.

**LETTRE DU MINISTRE D'ALLEMAGNE AU CAIRE OW-WACHENDORF A
L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN**

LÉGATION D'ALLEMAGNE ¹.

Le Caire, le 19 mai 1938.

Cher Dirksen,

...² Ici, on parle naturellement beaucoup de la Tchéquie. Mais il ne peut être question d'une psychose de guerre. Avec un calme étonnant, officiers et diplomates anglais dressent leurs plans pour l'été. Beaucoup comptent partir pour l'Allemagne. Une circulaire du Ministère de la Guerre invite, dit-on, les officiers à ne pas se rendre en Autriche. Mais il s'agit probablement d'une disposition depuis longtemps périmée, qui fut prise aux journées de mars. On prétend dans la colonie allemande qu'il serait prescrit aux officiers anglais de restreindre leurs rapports avec les Allemands. Cela me semble étrange, ces rapports étant presque nuls. Les officiers continuent à avoir envers nous une attitude des plus amicales, et je les rencontre souvent au casino. J'ai pu m'y convaincre qu'on parle étonnamment peu d'une guerre prochaine, alors qu'en février tout le monde parlait d'un conflit inévitable, — sans hostilité il est vrai, mais avec une soumission muette.

Mon entretien d'hier avec Smart et sa femme vous intéressera peut-être. Smart est Premier Secrétaire pour les affaires d'Orient, avec le titre de Conseiller d'Ambassade. C'est un homme intelligent ; à en croire Harold Nicolson, c'est une des meilleures têtes de la diplomatie anglaise.

Mrs Smart a dit entre autres, au cours de l'entretien auquel son mari participait, lui aussi, activement :

« C'est dommage que vous n'ayez pas occupé Prague au moment où vous êtes entrés à Vienne. En tout cas, si vous avez l'intention de l'occuper, j'espère que vous le ferez bientôt, car dans deux mois, la situation à Londres pourrait être beaucoup moins favorable. »³

Jusqu'à présent je n'ai rien remarqué qui m'indiquât que les militaires anglais se préparent à la guerre. J'ai néanmoins entendu dire que récemment, en petit comité, après un déjeuner à l'Ambassade d'Angleterre, Herriot se serait montré extrêmement pessimiste et aurait souligné que la solidarité avec les Tchèques était sacrée. Mais cette information est si douteuse que je n'ai pu me décider à la transmettre. Tous les Français d'ici ont l'air plus soucieux que les Anglais. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas enclins à s'occuper de questions qui ne sont pas encore actuelles.

Dans le domaine militaire, les Anglais d'ici sont très actifs. Après les grandes manœuvres qui ont eu lieu dans le désert et se sont terminées de façon assez peu honorable, différentes formations militaires sont soumises à un dressage incessant. La crise politique qui se prolonge empêche jusqu'à présent un accroissement effectif des armements de l'Égypte, et les Anglais s'en montrent fort soucieux.

Je suppose que vous n'aurez rien à objecter si je vous envoie de temps à autre une brève caractéristique de l'état d'esprit d'ici. Je vous écrirai très prochainement une information détaillée sur les rapports anglo-égyptiens. Salutations cordiales.

Toujours vôtre
Ow-Wachendorf⁴.

¹ En-tête.

² Nous omettons le début de la lettre qui a un caractère purement personnel.

³ Le passage rapporté entre guillemets est en anglais dans l'original.

⁴ Signature autographe de Ow-Wachendorf.

**LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A LONDRES DIRKSEN AU MINISTRE
D'ALLEMAGNE AU CAIRE OW-WACHENDORF**

Copie.

1^{er} juin 1938.

A M. le Ministre baron von Ow-Wachendorf,
Légation d'Allemagne au Caire.

Mon cher Ow,

Merci pour votre lettre du 19 mai. Vos observations politiques m'ont vivement intéressé ; elles me sont très précieuses, car elles viennent confirmer de loin celles que je fais ici et m'aident à les mieux comprendre.

Notamment, il a été important pour moi d'apprendre par votre lettre que d'une manière générale, le calme règne dans les milieux militaires anglais de là-bas, et que la psychose de guerre qui a duré ici du 21 au 23 mai ne s'est pas étendue à l'Egypte. Par la suite, une atmosphère plus calme a régné ici également, qui résultait en partie d'une appréciation plus juste de notre conduite, et en partie aussi de plus de scepticisme à l'égard des Tchèques et de leurs informations alarmantes. Malheureusement, la nervosité s'est de nouveau aggravée à l'extrême par suite de la conduite de l'Ambassade anglaise à Berlin, et avant tout de Henderson lui-même, dont les nerfs ont apparemment cédé et qui a conseillé aux femmes de l'Ambassade à Berlin et des journalistes anglais de rentrer au plus vite en Angleterre, la situation étant critique. Cela a naturellement produit sur nous une impression pénible, de même que le fait que les adversaires qu'Henderson compte ici au Foreign Office en ont profité pour faire de l'agitation contre lui dans la presse d'ici. Il serait vraiment regrettable que cela se terminât par la mise à l'écart de ce partisan de la réconciliation, bien décidé à y contribuer activement.

On apprécie maintenant avec plus de calme la situation générale en Tchécoslovaquie. Il va sans dire que des incidents locaux, comme des coups de feu échangés par suite d'une provocation du côté tchèque, restent possibles. S'il n'y a point d'incident de ce genre, on peut espérer que ni les Anglais ni les Français n'affaibliront la pression qu'ils exercent sur le Gouvernement tchèque ; les perspectives de pourparlers avec les Allemands des Sudètes sur la question d'une garantie complète de l'égalité civile et de l'autonomie, seraient alors un peu meilleures.

Le deuxième événement politique important de la semaine dernière ont été les débats à la Chambre des Communes touchant les armements aériens et la nécessité qui en découle de remanier le Cabinet. Considérés sous l'angle de l'attitude à notre égard, ils présentent un intérêt particulier, ayant montré jusqu'à quel degré de susceptibilité et de nervosité peut aller l'opinion ici chaque fois qu'il s'agit d'un retard possible des armements aériens par rapport aux nôtres. Les milieux officiels se tiennent encore à l'écart de ces courants, et je crois qu'ils continuent à tendre à un arrangement avec l'Allemagne. En tout cas, la crise tchécoslovaque a eu ceci d'utile qu'elle a secoué les milieux doués d'intelligence politique et leur a montré qu'un danger de guerre est lié au problème des Allemands des Sudètes ; d'autre part on voit se manifester la répugnance à se laisser entraîner dans une aventure militaire pour la Tchécoslovaquie ¹.

(Dirksen).

¹ La fin de la lettre a un caractère strictement personnel.

ANNEXE II.

RAPPORTS DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS WELCZECK

N°1

LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS WELCZECK AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES NEURATH

AMBASSADE D'ALLEMAGNE A PARIS ¹.

Paris, le 26 décembre 1936.

A 99.

Référence rapport télégraphique du 24 courant — N° 794.

Cher baron Neurath,

A Nuremberg, lors de notre conférence des chefs de missions, j'ai été d'avis que si nous mettions en avant d'une façon sérieuse ne fût-ce qu'une partie des propositions faites le 7 mars par le Führer, et si nous adaptions notre façon d'agir aux règles du jeu européen, nous pourrions très prochainement entamer des pourparlers avec de grandes chances d'obtenir satisfaction sur bien des points, et notamment dans la question coloniale. Ma façon de voir n'a pas changé et je suis optimiste quant aux résultats, à condition que nous ne soyons pas trop exigeants.

Ces derniers temps, je me suis entretenu avec beaucoup d'étrangers, — des diplomates pour la plupart, — très bien disposés pour nous; ils ont tous été d'avis que si nous poursuivons notre politique du fait accompli, par laquelle nous tenons sans cesse le monde en émoi, il ne restera plus à nos adversaires qu'à s'armer de toutes leurs forces contre l'Allemagne qui, prétend-on, trouble la paix, et étant donné leur situation économique et financière infiniment plus favorable, ils se trouveraient placés dans de meilleures conditions. On irait alors nettement vers une guerre, où nous ne pourrions pas plus compter sur les Italiens qu'en 1914.

J'ignore si nous pourrons, et combien de temps nous pourrons, soutenir une course aux armements avec les grandes Puissances qui nous sont opposées. Mais si nous ne le pouvons pas, et si nous admettons que nos adversaires seront au courant de la disette de devises et de matières premières qui se fera de plus en plus sentir chez nous, ce serait une grave faute de tactique de ne pas engager les conversations en temps opportun et avant que les Anglais n'aient réalisé leur programme d'armements aériens. Les étrangers bien informés des choses d'Allemagne estiment même que notre situation rappelle terriblement aujourd'hui celle de l'été 1918, non seulement quant au manque de matières premières, mais encore quant à la volonté de tenir. Le temps, disent-ils, ne travaille pas pour nous, et la disproportion entre les possibilités de nos adversaires et les nôtres dans le domaine des armements apparaîtra de plus en plus, alors notre situation sera plus désavantageuse encore pour une entente.

J'ai déjà communiqué à plusieurs reprises que les Français, malgré toutes les gifles qu'ils ont reçues l'année dernière, sont toujours prêts à engager des pourparlers en vue d'un accord. On s'explique au point de vue psychologique qu'après avoir reçu une gifle, ils aient repoussé sur le moment les propositions les plus alléchantes. A présent, la situation a changé. Ce n'est pas le Führer qui tend la main en vue d'une entente, ce sont les Français qui nous la tendent ; c'est le battu qui la tend à celui qui l'a frappé. Mais le battu est plus sensible quant à l'accueil qui sera fait à sa proposition, et au temps que demandera la réponse. Plus cette dernière se fera attendre, et plus la situation sera difficile pour les initiateurs, et moins l'atmosphère sera propice. Cela est très important. La conjoncture est changeante. Elle est, aujourd'hui encore, favorable à une entente, mais je doute qu'elle se maintienne, et j'estime que le moment est venu où nous n'avons plus que le choix entre un accord et une politique qui doit mener à l'isolement. Si nous donnons à la proposition française une réponse dilatoire, les Français seront convaincus que nous voulons la saboter. Il va sans dire qu'au cours des conversations nous devons chercher à obtenir l'optimum et le maximum.

Des années durant, j'ai pensé que l'entente entre l'Allemagne et la France n'était possible que par l'entremise de l'Angleterre. Mais depuis que j'ai constaté qu'en dépit de toute tradition anglaise l'animosité idéologique contre le Troisième Reich joue un rôle important, voire décisif, dans l'opinion publique en Angleterre, et même chez Eden, j'estime que mon ancien point de vue était erroné. Il est improbable que la Russie puisse amener la France à renoncer à l'action qu'elle a entreprise, et qui semble devoir réussir, pour arriver à un accord, quoique Moscou se montre très actif, car on comprend fort bien, là-bas, qu'au cas d'un rapprochement franco-allemand, le pacte franco-russe n'aurait guère plus de valeur que le traité de Rappallo. C'est l'expression qu'a employée Delbos au cours de notre dernier entretien.

Je veux analyser à présent les raisons qui ont incité avant tout le Gouvernement français à nous faire cette proposition pacifique. Si l'on considère tous les facteurs qui sont nécessaires pour vaincre dans une guerre, il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle la position de la France est forte. Nos experts militaires estiment que ces derniers temps les armements et les mesures de défense ont été extraordinairement intensifiés en France, et qu'ils ont été portés à un niveau encore inconnu ici. Le danger d'un coup d'Etat communiste, que les gens bien informés n'ont jamais pris au sérieux, semble avoir disparu ; quoi qu'il en soit, nul ne doute qu'au cas d'une guerre avec l'Allemagne les communistes se battraient avec plus d'enthousiasme encore que les droites. Au cas d'un conflit armé avec nous, la Russie prêcherait la guerre sainte contre les « bourreaux de la liberté », ce qui provoquerait l'afflux de nombreux volontaires communistes de tous les points du monde. En outre, on verrait sans doute se ranimer aussitôt dans le monde entier la vieille haine qu'on nous porte, plus violente encore que pendant la Grande Guerre. Un autre facteur favorable à la France, c'est que l'Angleterre a déclaré nettement qu'elle soutiendra la France avec toutes ses forces. Et à un moment critique l'Amérique n'agirait sans doute pas autrement que pendant la dernière guerre. Quoi qu'il en soit, on assure ici, dans les milieux proches du Quai d'Orsay, que le discours de Roosevelt à Buenos-Aires donne à entendre qu'au cas d'une agression allemande non provoquée contre la France, l'Amérique viendrait en aide à cette dernière comme en 1917.

On le voit par cette analyse, la proposition française ne saurait guère être interprétée comme un signe de faiblesse, bien que le désir, manifesté par les Français, de mener des pourparlers, soit sans aucun doute dû avant tout à nos armements, dans lesquels ils voient une menace permanente.

Ils veulent en finir, bien ou mal, avec cet état de trouble et d'incertitude qui entrave tout essor économique et empêche ainsi une consolidation de la situation politique à l'intérieur. Telle est, dans l'essentiel, la politique de Léon Blum ; mais ce qui a directement incité à nous adresser cette proposition, c'est de toute évidence le désir de mettre fin à l'aventure espagnole à un moment relativement favorable pour les Rouges, après avoir tacitement toléré le passage de la frontière par de nombreux volontaires du Front rouge et le transport de grosses quantités de matériels de guerre.

Il est à remarquer que la proposition d'accord émane d'un cabinet de Front populaire et d'un Président du Conseil juif qui est, pour cette raison, en butte aux attaques les plus violentes de la part des gauches. Si nous repoussions cette proposition qui, au dire des personnes bien informées, est la dernière, on pourrait en conclure que nous voulons attaquer la France. Nos adversaires feraient retomber sur nous toutes les responsabilités ; ils en profiteraient pour nous isoler complètement et nous couper dans la mesure du possible des sources de matières premières, en prévision d'une guerre qu'ils jugent inévitable.

Selon un bruit généralement répandu ici et que François-Poncet colportait aussi de temps à autre, il y a quelques mois, notre effondrement économique devrait se produire dans la seconde moitié de 1937, et pour détourner l'attention du pays nous déchaînerions la guerre auparavant. Selon une autre version, une guerre sur deux fronts commencerait contre la France, après le débarquement de gros contingents en Espagne et le renforcement de nos forces aériennes qui s'y trouvent déjà. Et cette fois, nous ne passerions pas par la Belgique, mais par la Suisse. Il ne fait aucun doute que ces bruits fantastiques sont pour la plupart répandus par l'Ambassade soviétique. Et il est regrettable que même des personnes sérieuses y ajoutent foi.

Blum m'a invité à aller le voir la semaine dernière; il voulait s'efforcer de dissiper la mauvaise humeur qui, selon les informations de l'Ambassadeur de France à Berlin, existerait chez nous et qui serait due à la stérilité des démarches de Schacht. En même temps, il donnait à un reporter une interview dont je me permets de vous envoyer le texte ci-joint. Delbos a prononcé au début de décembre un discours très remarqué sur la politique extérieure de la France ; il voulait que ce discours fût le point de départ d'une campagne en faveur d'un arrangement. Le 11 de ce mois, il a convoqué notre Chargé d'affaires et lui a fait les déclarations que l'on sait, auxquelles nous n'avons pas encore répondu ; le 24 j'ai eu avec le Ministre des Affaires étrangères un long entretien au cours duquel il a confirmé et développé les déclarations faites au Conseiller d'Ambassade Forster.

On estime qu'un accord sur la question de la non-intervention dans les affaires d'Espagne, est une condition préalable à l'ouverture de pourparlers. Après quoi doit s'ouvrir une ère de paix, conditionnée par un désarmement moral. Les Français attachent une importance primordiale à la création d'une atmosphère de paix et de confiance, sans laquelle des pourparlers n'auraient pas de raison d'être. Puis les conversations s'engageraient, qui pourraient être préparées par des entretiens confidentiels. On préfère ici la voie diplomatique normale, car de l'avis des milieux gouvernementaux français, elle présente l'avantage de ne pas sauter aux yeux et le secret y est mieux gardé.

On considère ici qu'il est urgent et d'une importance décisive de faire le premier pas : supprimer progressivement le foyer d'incendie² en Espagne. Notre attitude dans cette question doit être en quelque sorte la pierre de touche de notre bonne volonté à mener ensuite des pourparlers. Nous devons bien nous demander si en continuant à envoyer volontaires et matériel de guerre en Espagne nous ne provoquerions pas l'échec de l'action française en vue d'un accord. Il va sans dire que l'Italie en tant que Puissance méditerranéenne, au premier chef, puis nous qui

sommes après elle les plus intéressés, devons tout faire pour empêcher la défaite de Franco. Mais si nous avions de toute façon l'intention de réduire progressivement l'entreprise espagnole, nous pourrions faire de nécessité vertu et tirer bon parti de cette coïncidence favorable en la présentant comme le début d'une action en faveur de l'accord.

J'ai appris de source sûre que Blum et Delbos sont très fortement attaqués, à cause de la proposition qu'ils nous ont faite, par les radicaux de gauche, dociles aux directives des Soviétiques, qui sabotent toute tentative d'accord et voudraient profiter de la démarche de Blum et de Delbos pour les renverser. Comme il est de notre intérêt que ces deux hommes intelligents et intègres restent au pouvoir, nous recommandons de ne pas trop faire attendre les Français. Un long retard apporté à notre réponse serait sûrement considéré ici comme une insulte.

Salutations allemandes, Heil Hitler !

Votre tout dévoué

H. Welczeck³

P. S. Je dois compléter mon rapport télégraphique sur l'entretien que j'ai eu avec Delbos par la réponse que j'ai faite à sa proposition. Je lui ai dit que le Führer et Chancelier du Reich avait maintes fois tendu la main au peuple français en vue d'une entente et fait des propositions pacifiques, mais sans succès ; et qu'alors on répétait souvent chez nous : une main qui se tend finit par se lasser. Delbos m'a répondu que depuis qu'il était Ministre des Affaires étrangères, il n'avait reçu aucune proposition ; quant à celles de l'année précédente, elles avaient été faites dans une atmosphère défavorable aux progrès de la paix ; or, une atmosphère favorable est une des conditions du succès.

¹ En-tête.

² Dans l'original : « Brandherd ».

³ Signature autographe de Welczeck.

**RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS WELCZECK A L'OFFICE
DES AFFAIRES ETRANGERES**

Copie. Polit. II. 546.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE A PARIS.

A 658.

Paris, le 18 février 1939.

1 annexe. 4 copies.

A l'Office des Affaires étrangères, Berlin.

RAPPORT POLITIQUE.

Au cours des entretiens que j'eus la semaine dernière avec le Ministre des Affaires étrangères Bonnet au sujet de l'expulsion et de l'arrestation d'Allemands, je me suis également acquitté de la mission dont m'avait chargé M. le Ministre des Affaires étrangères du Reich et qui était de dire à Bonnet la surprise qu'il a provoquée en nous quand, au cours des débats de politique étrangère à la Chambre, il a parlé de maintenir, et si possible d'étendre, les relations amicales de la France avec l'Europe orientale et centrale, donnant ainsi aux Tchèques et aux Polonais, par exemple, l'impression d'un retour à une politique d'encerclement dirigée contre l'Allemagne. Or, nous ne pouvons tolérer ce retour à la politique dite de Benès.

Bonnet riposta très vivement ¹ et rappela la déclaration qu'il m'avait faite avant son discours à la Chambre des députés (cf. mon rapport télégraphié du 24 janvier, n° 30). Il estime qu'on peut maintenir les vieilles relations d'amitié et les resserrer sur le plan économique et culturel, sans porter atteinte à la prépondérance du Reich allemand à l'Est et au Sud-Est, prépondérance dont il jouit grâce à sa position géopolitique ; l'Allemagne prétendra sans doute aux mêmes droits légitimes en Espagne dès que la paix et l'ordre y auront été rétablis. Il me prie de communiquer à M. le Ministre des Affaires étrangères du Reich le passage correspondant de son discours au Sénat sur la politique étrangère de la France, avec lequel il n'est guère possible de n'être pas d'accord. Au cours des débats de politique étrangère au Parlement, on dit souvent de ces choses qui, manifestement, sont destinées au forum intérieur ² et perdent tout sens dès qu'elles en sortent. Si en dépit de l'orage qu'il a déchaîné contre lui, le Ministre français des Affaires étrangères a défendu nos revendications, justes selon lui, concernant la région des Sudètes, et s'il a tiré pour lui-même, du changement de la situation en Europe centrale, les conclusions qui s'imposent, on ne peut pourtant exiger de lui qu'il abdique devant le Parlement sur toute la ligne. S'il l'avait fait, les instigateurs de guerre auraient été les seuls à y gagner : ils l'auraient accusé de lâcheté, accusé de vanter inconsidérément l'accord franco-allemand, en affirmant qu'il lui prête plus d'importance qu'on ne le fait en Allemagne où il n'a même pas été mentionné dans le discours du Führer, prononcé le 30 janvier.

J'ai répondu à Bonnet que nous ne pouvions juger que par l'effet que son discours de politique extérieure a produit à l'étranger, et qui a porté préjudice à nos intérêts à l'Est et au Sud-Est.

Je vous envoie très humblement ci-joint l'extrait du discours de Bonnet au Sénat, auquel il s'est référé ³.

Signé : Welczeck

¹ Dans l'original, les quatre mots qui précèdent sont soulignés au crayon bleu.

² Dans l'original les cinq mots qui précèdent sont soulignés au crayon bleu.

³ A la copie du rapport de Welczeck est joint un extrait du discours de Bonnet publié dans le Journal officiel N° 14, du 8 février 1939, p. 103. Les paroles de Bonnet sur la volonté des Français de défendre « l'héritage qu'ils ont reçu de leurs devanciers », sur les « intérêts » de la France et ses « amitiés » provoquèrent des applaudissements à la suite desquels il déclara : « Mais dès lors que la France songe à la sauvegarde de ses biens propres, le bon sens lui commande d'entretenir des relations aussi courtoises et aussi confiantes que possible avec les nations voisines. »

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

[D'une façon générale, nous ne donnons ici que les renseignements concernant l'époque à laquelle se rapportent les documents où ces noms sont cités.]

AMERY L. — publiciste anglais ; conservateur ; premier lord de l'amirauté de 1922 à 1924 ; ministre des colonies de Grande-Bretagne de 1924 à 1929 ; ministre des dominions de 1925 à 1929 ; ministre de l'Inde et de Birmanie de 1940 à 1945.

ARNOLD S. — lord ; adhéra en 1922 au Labour Party ; sous-secrétaire d'Etat aux colonies de Grande-Bretagne en 1924 ; trésorier général en 1929-1931 ; quitta le Labour Party en 1938, à la suite de désaccords sur des questions de politique étrangère.

ASHTON-GWATKIN F. — diplomate anglais ; à partir de 1934 conseiller au Foreign Office ; en 1938 fit partie de la mission Runciman en Tchécoslovaquie ; conseiller politique au ministère de la guerre économique en 1939 ; sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires étrangères de 1940 à 1944.

ASQUITH H. — lord ; leader du parti libéral ; premier ministre de Grande-Bretagne de 1908 à 1916.

ATTOLICO B. — diplomate italien ; ambassadeur à Berlin de 1935 à 1940 ; par la suite ambassadeur auprès du Vatican.

BALDWIN S. — conservateur ; premier ministre de Grande-Bretagne et premier lord de la trésorerie de 1924 à 1929 et de 1935 à 1937.

BARTLETT V. — correspondant diplomatique du journal anglais *News Chronicle* ; fondateur et rédacteur de la *World Review*.

BEAZLEY R. — historien et professeur anglais.

BECK J. — diplomate polonais ; ministre des affaires étrangères de 1932 à 1939.

BENÈS E. — ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie de 1918 à 1935 ; président de la République de 1935 à 1938 ; président du comité national tchécoslovaque à Paris en 1939-1940 ; de nouveau président de la République à partir de juillet 1940.

BIELFELD H. — diplomate allemand ; premier secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Londres en 1935-1938 ; travailla à l'office des affaires étrangères d'Allemagne en 1939.

BLUM L. — socialiste de droite ; leader du parti socialiste français ; président du conseil en 1936-1937 ; vice-président du conseil en 1937-1938 ; président du conseil et ministre des finances en mars-avril 1938.

BONNET G. — ministre des affaires étrangères de France dans le gouvernement Daladier en 1938-1939.

BRAUCHITSCH W. — général-feldmaréchal hitlérien ; commanda en chef les armées de terre de l'Allemagne hitlérienne de 1938 à 1941.

BROCKET A. — lord ; membre de différentes commissions à la chambre des lords de 1938 à 1944.

BUCCLEUCH W. — duc ; gouverneur de la Banque Royale d'Ecosse ; lord intendant des biens de la couronne en 1937-1940.

BURCKARDT K. — haut commissaire de la S.D.N. à Dantzig en 1937-1939.

BURGIN E. — ministre des transports d'Angleterre de 1937 à 1939 ; ministre du ravitaillement en 1939-1940.

BUTLER R. — sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office de 1938 à 1941.

BUXTON C. R. — publiciste anglais ; travailliste ; conseiller parlementaire du Labour Party.

CADOGAN A. — diplomate anglais ; sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires étrangères en 1936-1937 ; sous-secrétaire d'Etat permanent aux affaires étrangères de 1938 à 1946.

CAZALET V. — membre du parlement anglais.

CHAMBERLAIN N. — leader du parti conservateur anglais ; gros capitaliste ; premier ministre de 1937 à 1940.

CHATFIELD A. — lord ; amiral de la flotte ; premier lord de la mer et chef d'état-major de la marine anglaise de 1933 à 1938 ; président de la commission des experts pour la défense de l'Inde en 1938-1939 ; ministre de la coordination de la défense en 1939-1940.

CHILDS W. — général anglais ; prit part à la première guerre mondiale ; démissionna en 1922.

CHODACKI M. — diplomate polonais ; commissaire général de Pologne à Dantzig de 1937 à 1939.

CHURCHILL W. — leader du parti conservateur anglais ; resta en dehors du gouvernement de 1937 à 1939 ; premier lord de l'amirauté en 1939-1940 ; premier ministre de 1940 à 1945.

CIANO G. — ministre des affaires étrangères d'Italie de 1936 à 1943 ; membre du « Grand conseil fasciste » à partir de 1939.

CRANFIELD A. — rédacteur du *Daily Mail*.

DALADIER E. — un des leaders du parti radical-socialiste français ; ministre de la défense nationale et vice-président du conseil en 1936-1937 ; président du conseil, ministre de la défense nationale et ministre des affaires étrangères en 1938-1940.

DALTON H. — membre du parlement anglais ; travailliste ; sous-secrétaire parlementaire aux affaires étrangères en 1929-1931 ; président du comité exécutif du Labour Party en 1936-1937 ; ministre de la guerre économique de 1940 à 1942 ; ministre du commerce de 1942 à 1945 ; ministre des finances de 1945 à 1947.

DAWSON G. — rédacteur au *Times* de 1912 à 1919 et de 1923 à 1941.

DEAKIN R. — collaborateur du *Times*.

DÉAT M. — journaliste français ; agent hitlérien.

DELBOS Y. — un des dirigeants du parti radical-socialiste français ; ministre des affaires étrangères en 1936-1937 et en mars-avril 1938.

DIETRICH O. — secrétaire d'Etat au ministère de la propagande et directeur de la presse près le gouvernement hitlérien de 1937 à 1945.

DIRKSEN H. — diplomate allemand ; gros propriétaire foncier ; ambassadeur à Moscou de novembre 1928 à août 1933 ; ambassadeur au Japon de septembre 1933 à février 1938 ; ambassadeur en Angleterre du 31 mars 1938 au 3 septembre 1939.

DUFF COOPER A. — ministre de la guerre de Grande-Bretagne de 1935 à 1937 ; premier lord de l'amirauté en 1937-1938 ; ministre de l'information en 1940-1941 ; ministre sans portefeuille de 1941 à 1943 ; représenta le gouvernement anglais auprès du comité français de la libération nationale en 1943-1944 ; ambassadeur en France de 1944 à 1947.

EDEN A. — un des leaders du parti conservateur en Angleterre ; ministre des affaires étrangères de décembre 1935 à février 1938 ; ministre des dominions en 1939-1940 ; dans le cabinet Churchill, ministre de la guerre en 1940, et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de 1940 à 1945.

FORSTER D. — diplomate allemand ; conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris de 1932 à 1937.

FRANCO F. — chef du gouvernement fasciste né de la rébellion en Espagne ; depuis 1939, dictateur fasciste de l'Espagne.

FRANÇOIS-PONCET A. — diplomate français ; ambassadeur à Berlin de 1931 à 1938 ; ambassadeur à Rome de 1938 à 1940.

FUCHS K. — éditeur des *Danziger Neueste Nachrichten*.

FUNK W. — grand criminel de guerre allemand ; ministre de l'économie du Reich et, à partir de 1939, président de la Reichsbank où il succéda à Schacht ; condamné en 1946 à la détention perpétuelle par le Tribunal militaire international.

GARVIN J. — publiciste anglais ; rédacteur à *l'Observer* depuis 1908 ; dirige la publication de l'Encyclopédie britannique.

GEYR von SCHWEPPEBURG L. — baron ; major général ; attaché militaire allemand à Londres de 1933 à 1937.

GOEBBELS J. — grand criminel de guerre allemand ; ministre de la propagande du gouvernement hitlérien de 1933 à 1945.

GOERING H. — grand criminel de guerre allemand ; commandant en chef des forces aériennes et ministre de l'air ; commissaire pour l'exécution du « plan quadriennal » ; condamné à mort en 1946 par le Tribunal militaire international.

GRITZBACH E. — haut fonctionnaire allemand, directeur au ministère dans le département de Goering pour l'exécution du « plan quadriennal ».

HACHA E. — président de la République tchécoslovaque à partir de novembre 1938 ; signa le 15 mars 1939 l'acte qui mettait fin à l'indépendance de la Tchécoslovaquie.

HAFERKORN — professeur.

HALIFAX E. — lord ; ministre de la guerre de Grande-Bretagne en 1935 ; lord du sceau privé en 1935-1937 ; ministre des affaires étrangères de mars 1938 à décembre 1940.

HAMILTON I. — général anglais ; commanda les forces expéditionnaires en Méditerranée pendant la première guerre mondiale ; lord recteur de l'Université d'Edimbourg de 1932 à 1935 ; en 1938 se rendit en Allemagne pour mener des pourparlers avec Hitler.

HELFFERICH E. — gros capitaliste allemand ; avant et pendant le régime hitlérien dirigea la compagnie maritime « Hapag » et la société pétrolière germano-américaine (« Deutsch-Amerikanische Petroleum-Gesellschaft »), filiale de la « Standard Oil » ; membre du conseil de la section allemande de la chambre de commerce internationale et du comité directeur du congrès de l'industrie et du commerce.

HEMMING F. — secrétaire du comité international de non-intervention dans les affaires d'Espagne en 1936-1939.

HENDERSON N. — diplomate anglais ; ambassadeur en Allemagne de 1937 à 1939.

HENLEIN K. — chef du parti hitlérien de la région des Sudètes (Tchécoslovaquie) qui s'appela d'abord « Heimatsfront des Allemands des Sudètes », puis, à partir de 1935, « Parti des Allemands des Sudètes » ; après le démembrement de la Tchécoslovaquie fut nommé commissaire du Reich dans la région des Sudètes, et ensuite Reichsstatthalter du « Sudetenland ».

HERRIOT E. — radical-socialiste ; président du conseil des ministres de France en 1924-1925 et en 1926 ; de nouveau président du conseil et ministre des affaires étrangères en 1932 ; président de la chambre des députés de 1936 à 1942.

HESSE F. — diplomate allemand ; conseiller à l'ambassade d'Allemagne à Londres pour les affaires de presse en 1938-1939.

HEWEL — diplomate allemand ; chef de l'état-major personnel du ministre des affaires étrangères d'Allemagne.

HOARE S. — aujourd'hui lord Templewood ; conservateur ; ministre de l'Inde de 1931 à 1935 ; secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1935 ; premier lord de l'amirauté en 1936-1937 ; ministre de l'intérieur de 1937 à 1939 ; lord du sceau privé en 1939-1940 ; ministre de l'air en 1940 ; ambassadeur en Espagne, chargé de mission spéciale de 1940 à 1944.

HOHENLOHE — princesse ; intermédiaire officieuse dans les pourparlers secrets anglo-allemands en 1938.

HORE-BELISHA L. — secrétaire parlementaire du ministère du commerce de Grande-Bretagne en 1931-1932 ; secrétaire financier à la trésorerie en 1932-1934 ; ministre des transports de 1934 à 1937 ; ministre de la guerre de 1937 à 1940.

HUDSON R. — conservateur ; servit dans la diplomatie de 1911 à 1923 ; secrétaire parlementaire du ministère du travail de Grande-Bretagne de 1931 à 1935 ; ministre des assurances sociales de 1935 à 1936 ; secrétaire parlementaire du ministère de la santé publique et représentant du ministère des travaux publics à la Chambre des communes en 1936-1937 ; ministre du commerce d'outre-mer de 1937 à 1940 ; ministre de l'agriculture et de la pêche de 1940 à 1945.

IRONSIDE W. — général anglais ; gouverneur et commandant en chef à Gibraltar en 1938-1939 ; inspecteur général des forces armées d'outre-mer en 1939 ; chef de l'état-major impérial en 1939-1940.

ISMAY H. — général anglais ; secrétaire du comité de défense impériale en 1938 ; secrétaire adjoint du cabinet de guerre de 1939 à 1945 ; chef de l'état-major près le ministre de la défense nationale de 1940 à 1946.

KARLOWA R. — haut fonctionnaire à l'office des affaires étrangères d'Allemagne ayant le titre de consul général.

KEMSLEY J. — lord ; gros capitaliste ; propriétaire des journaux *Sunday Times*, *Sunday Chronicle*, *Sunday Empire News*, etc.

KENNEDY A. — observateur diplomatique du *Times*.

KING-HALL S. — publiciste anglais ; membre du Labour Party jusqu'en 1942 ; fonda en 1936 les éditions National News Letters ; membre des communes de 1939 à 1945.

KORDT TH. — diplomate allemand ; conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Londres en 1938-1939.

LANDSDOWNE H. — lord ; leader du parti conservateur ; secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Grande-Bretagne de 1900 à 1905.

LEITH-ROSS F. — premier conseiller économique du gouvernement anglais à partir de 1932 ; directeur général au ministère de la guerre économique de 1939 à 1942.

LEY R. — grand criminel de guerre allemand ; dirigeant du « Front du travail » hitlérien.

MARKAU — président de la chambre de commerce anglo-allemande à Londres.

MEISSNER O. — chef de la chancellerie du président de la république allemande de 1919 à 1934 ; après 1934, chef de la chancellerie du chancelier du Reich.

MOORE TH. — conservateur, membre du parlement anglais.

MOTTISTONE J. — lord ; major général ; démissionna en 1922 ; président du comité des épargnes nationales de 1926 à 1943.

MUSSOLINI B. — chef du fascisme italien ; premier ministre et en fait dictateur de l'Italie de 1922 à 1943 ; exécuté par les patriotes italiens en 1945.

NEURATH K. — grand criminel de guerre allemand ; ministre des affaires étrangères d'Allemagne de 1932 à 1938 ; « protecteur de Bohême et de Moravie » de 1939 à 1943 ; condamné à 15 ans de prison par le Tribunal militaire international.

NICOLSON H. — fils de l'éminent diplomate anglais Arthur Nicolson ; auteur d'ouvrages sur l'histoire de la diplomatie ; secrétaire parlementaire du ministère de l'information en 1940-1941.

NIEMOELLER M. — pasteur allemand arrêté par les autorités hitlériennes en 1937.

NOËL BUXTON N. — baron ; membre en vue du Labour Party ; ministre de l'agriculture et de la pêche en 1924 et de 1929 à 1930.

OW-WACHENDORF W. — diplomate allemand ; ministre au Caire de 1936 à 1939.

PLYMOUTH I. — lord ; sous-secrétaire parlementaire aux affaires étrangères de Grande-Bretagne de 1936 à 1939 ; président du comité international de non-intervention dans les affaires d'Espagne.

QUEENBOROUGH A. — lord ; directeur d'entreprises industrielles aux Etats-Unis ; membre du comité gouvernemental chargé du contrôle de la navigation des neutres.

RIBBENTROP J. — grand criminel de guerre allemand ; ambassadeur à Londres de 1936 à 1938 ; à partir de février 1938 et jusqu'à la débâcle de l'Allemagne hitlérienne, ministre des affaires étrangères du Reich ; condamné à mort par le Tribunal militaire international et exécuté en 1946.

RIVERDALE A. — lord ; membre du comité des relations commerciales anglo-japonaises en 1937 ; président du comité de l'industrie et du commerce de Grande-Bretagne.

ROOSEVELT F. — président des Etats-Unis de 1933 à 1945.

ROSENBERG A. — grand criminel de guerre allemand ; dirigea les services de politique étrangère du parti hitlérien ; rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter* de 1919 à 1938 ; ministre des régions occupées de l'est de 1941 à 1944 ; condamné à mort le Tribunal militaire international et exécuté en 1946.

ROTHERMERE H. — chef d'un trust de journaux anglais ; propriétaire du *Daily Mail* ; directeur du bureau de la presse au ministère de l'information en 1939.

RUNCIMAN W. — lord ; national-libéral ; ministre du commerce de Grande-Bretagne de 1931 à 1937 ; lord président du conseil en 1938-1939 ; chef de la mission anglaise en Tchécoslovaquie en 1938.

RYDZ-SMIGLY E. — maréchal polonais ; successeur de Pilsudski ; inspecteur général des forces armées polonaises de 1935 à 1939.

SANDYS D. — gendre de W. Churchill ; conservateur ; membre du parlement ; travailla à l'ambassade d'Angleterre à Berlin en 1930 et au Foreign Office en 1932-1933 ; quitta la diplomatie en 1933.

SARGENT O. — diplomate anglais ; sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires étrangères de 1933 à 1939.

SCHACHT H. — grand criminel de guerre allemand ; président de la Reichsbank de 1923 à 1930 et de 1933 à 1939.

SCHLITTER O. — deuxième secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Londres de 1937 à 1939.

SCHUSCHNIGG K. — un des leaders du parti « chrétien-social » en Autriche ; chancelier d'Autriche de 1934 à 1938.

SELZAM E. — conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Londres en 1938-1939.

SIMON J. — national-libéral ; secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Grande-Bretagne de 1931 à 1935 ; ministre de l'intérieur de 1935 à 1937 ; ministre des finances de 1937 à 1940.

SMART W. — diplomate anglais ; conseiller de l'ambassade d'Angleterre au Caire pour les affaires du Moyen-Orient de 1929 à 1946.

STANLEY O. — ministre du commerce de Grande-Bretagne de 1937 à 1939 ; ministre de la guerre en 1940.

STEWART F. — directeur général au ministère de l'information de Grande-Bretagne en 1939.

STRANG W. — diplomate anglais, conseiller au Foreign Office ; directeur du département de l'Europe centrale en 1938-1939 ; arriva à Moscou le 14 juin 1939 pour participer aux conversations anglo-franco-soviétiques.

STUMM F. — diplomate allemand ; gros industriel.

SWINTON F. — fait vicomte Masham en 1935 ; ministre des colonies de Grande-Bretagne de 1931 à 1935 ; ministre de l'air de 1935 à 1938.

TILEA V. — diplomate roumain ; ministre à Londres en 1939-1940.

VANSITTART R. — diplomate anglais ; sous-secrétaire d'Etat permanent aux affaires étrangères de Grande-Bretagne de 1930 à 1938 ; premier conseiller diplomatique au Foreign Office en 1938-1941.

WAECHTLER F. — gauleiter hitlérien de Bavière à partir de 1935 ; « Hauptamtleiter » auprès de la direction du Reich du parti nazi et « Reichswalter » de l'association nazie des instituteurs.

WANGENHEIM A. — baron ; propriétaire foncier en Prusse ; membre du parti hitlérien ; co-éditeur du *Völkischer Beobachter* ; député du Reichstag ; président de l'« Association nationale des fédérations d'entrepreneurs allemands de l'agriculture et de l'économie forestière du Reich ».

WEBER W. — diplomate allemand ; adjoint de l'attaché de commerce à Londres en 1936-1938 ; premier secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Londres en 1939.

WEIZSAECKER E. — diplomate allemand ; directeur des affaires politiques à l'office des affaires étrangères d'Allemagne de 1936 à 1938 ; secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de 1938 à 1943.

WELCK W. — diplomate allemand ; deuxième secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Londres en 1939.

WELCZECK J. — comte ; diplomate allemand ; ambassadeur en Espagne de 1926 à 1936, puis en France de 1936 à 1939.

WIEDEMANN F. — capitaine ; aide de camp de Hitler de 1935 à 1939 ; consul général à San-Francisco de 1939 à 1941.

WIEHL E. — directeur des affaires politiques et commerciales à l'office des affaires étrangères d'Allemagne.

WILSON A. — Ff. commissaire civil et résident politique dans le golfe Persique auprès de l'« Anglo-Persian Oil Company » de 1921 à 1932 ; président du comité de la D.C.A. de 1936 à 1938 ; éditeur de la revue *XIX Century and After* de 1934 à 1938.

WILSON H. — proche collaborateur de Chamberlain ; premier conseiller économique du gouvernement de 1930 à 1939 ; secrétaire permanent de la trésorerie et chef du service civil de 1939 à 1942 ; fut l'un des quelques conseillers de Chamberlain pendant ses conversations avec Hitler en septembre 1938 ; en été 1939 mena au nom de Chamberlain des pourparlers secrets avec les Allemands en vue de la conclusion d'un large accord anglo-allemand.

WINTERTON E. — lord ; chancelier du duché de Lancastre de 1937 à 1939 ; sous-secrétaire d'Etat à l'air en mars-mai 1938 ; adjoint au ministre de l'intérieur en juin 1938 ; ministre des postes et télégraphes en 1939.

WOERMANN E. — diplomate allemand ; directeur des affaires politiques et sous-secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères de 1938 à 1943.

WOHLTHAT H. — chargé de missions spéciales, avec le titre de directeur au ministère, dans le département de Goering pour l'exécution du « plan quadriennal ».